

Africa's Gift to the World

le don de l'Afrique au monde

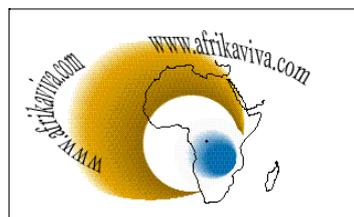


**Sans l'autre je ne suis rien – ensemble nous ne faisons qu'un
Alone I don't exist - together we are one**

Actes du Colloque

organisé du 25 au 27 avril 2003 à Genève par

AfrikaViva



www.afrikaviva.com

avec le soutien de la DDC à Berne et à Pretoria, le Programme de Lutte contre le Racisme du Département de l'Intérieur à Berne, la Loterie romande, la Ville de Genève, l'Etat de Genève, South African Airways, l'Ambassade d'Afrique du Sud à Berne, l'Ambassade suisse à Pretoria et GHI

TABLE DES MATIERES

Message du Desmond Tutu Peace Center, Cape Town

Bienvenue , par Marie-Noëlle Anderson.....	3
Ubuntu ou "L'homme comme remède de l'homme" , par le Prof. J. Ki-Zerbo.....	5
Ubuntu et éducation , par SE Nozipho January-Bardill.....	12
Rapport de l'atelier 'Ubuntu et éducation' , par Marcia Cruz.....	16
Ubuntu et culture , par James Matthews.....	18
Rapport de l'atelier 'Ubuntu et culture' , par Eric Adja.....	20
Ubuntu - réalité ou illusion , par James Matthews.....	22
Ubuntu et économie , par Bwemba-Bong.....	24
Rapport de l'atelier 'Ubuntu et économie' , par Alex Owona.....	45
Ubuntu et gestion interactive , par Mike Boon.....	47
Rapport de l'atelier 'Ubuntu et gestion interactive' , par Marie-Noëlle Anderson.....	51
Ubuntu et valeurs humaines , par Bernadette Rebiénot.....	53
Rapport de l'atelier 'Ubuntu et valeurs humaines' , par Karin Moehl Ouedraogo.....	58
Ubuntu - Justice et démocratie , par Halidou Ouedraogo.....	61
Rapport de l'atelier 'Ubuntu - Justice et démocratie' , par Yves Francis Dantéu.....	70
Présentation des films autour du thème de l'Ubuntu.....	72
Exposition Art'Ubuntu	74
Annexe : Practical Peacemaking Wisdom from Africa: Reflections on Ubuntu, par Thim Murithi	
Photos du Colloque	

**Message du Desmond Tutu Peace Center, Cape Town, Afrique du Sud
pour l'ouverture de la Conférence**

En tant que Directeur du Desmond Tutu Peace Center à Cape Town en Afrique du Sud, je souhaite adresser à vous tous qui participez à la Conférence Ubuntu de Genève mes salutations sincères et chaleureuses. Je suis vert d'envie lorsque je parcours le programme de la manifestation. Vous avez une brochette de conférencières et conférenciers merveilleux qui s'exprimeront sur un nombre de sujets d'une grande richesse : un vrai festin pour l'âme, comme les Africains savent si bien le faire !

Vous le savez sûrement, notre fondateur, Desmond Tutu, invoque souvent la puissance de l'« ubuntu » lorsqu'il s'adresse à une assemblée de personnes. Le plus important cependant est comment lui et beaucoup d'autres se sont efforcés de vivre l'« ubuntu ». C'est une affaire de cœur autant que de tête.

Il se peut que l'un des dons essentiels que l'Afrique puisse faire à ce monde globalisant complexe et malheureux, soit de l'aider à retrouver son âme. Que nous lui donnions le nom d'âme, d'esprit ou de cœur – le désir de mieux comprendre ce qui fait notre humanité commune, de manière profonde et nourricière, existe clairement dans le monde à l'heure actuelle.

Votre conférence est-elle appelée à devenir un lieu où ce désir est abordé ? Votre conférence est-elle appelée à être une réflexion du don que l'Afrique peut offrir au monde ?

Nous prions pour qu'il en soit ainsi – que le temps passé ensemble à discuter, écouter, rire et manger soit un mets copieux qui ne rassasiera pas que vous, les délégués, mais tous ceux que vous toucherez.

Que la paix soit avec vous,

*Chris Ahrends
Directeur Exécutif
Desmond Tutu Peace Center
Cape Town, Afrique du Sud*

BIENVENUE

par Marie-Noëlle Anderson

Marie-Noëlle Anderson est binationale suisse et sud-africaine, tradipraticienne, auteure (Couleurs d'Exil ; Nous, les Celtes du Verseau ; Exiles ; Le Jeu de la Transition) et présidente d'AfrikaViva

Au nom d'AfrikaViva et de son équipe, je suis heureuse de souhaiter la bienvenue à la Maison des Associations de Genève pour ce colloque consacré à l'Ubuntu à tous les intervenants et au public présent. Certaines personnes ont voyagé depuis Paris, Bruxelles, la Hollande, l'Allemagne, l'Italie même, pour venir explorer ensemble comment redonner à l'humain sa juste place dans la société actuelle de manière concrète, créative et réaliste.

Je remercie nos intervenants qui ont répondu à l'appel sans hésiter, tout spécialement notre invité d'honneur, le Prof. Joseph Ki-Zerbo, qui s'est déplacé depuis Ouagadougou. C'est un grand privilège de l'avoir parmi nous dans un contexte aussi important qui touche un aspect essentiel bien qu'encore méconnu de l'Afrique et qui relève de la sagesse africaine ancestrale : l'Ubuntu, qui dans la langue zoulou signifie 'sans l'autre, je n'existe pas ; sans l'autre je ne suis rien, ensemble nous ne faisons qu'un'. L'Ubuntu honore l'individu, tout en privilégiant le lien entre les personnes, autrement dit, la communauté. C'est un modèle de réalisation de l'unité dans la diversité, dont les valeurs humaines telles que la générosité, l'hospitalité, l'amitié, la compassion, la solidarité, l'entraide, le partage, sont indissociables.

Si l'universalité de ce concept est évidente, rappelons que l'Afrique est le berceau de l'humanité et par conséquent de l'Ubuntu qui y est pratiqué depuis la nuit des temps. Plus récemment, grâce à l'Archevêque Desmond Tutu, il a servi de base à la Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine, dont le but était la guérison collective – dans les deux camps – des blessures profondes laissées par le régime d'apartheid. Cette philosophie, cet art de vivre, pratiqué au niveau individuel comme au niveau collectif, laisse entrevoir une société harmonieuse et équilibrée. Cela peut sembler un rêve, une utopie...mais tout ce que l'être humain a créé, depuis la Joconde jusqu'aux navettes spatiales, n'a-t-il pas commencé par un rêve ou une utopie ? Pour les générations futures et l'héritage que nous leur laisserons, nous nous devons de rêver intensément aujourd'hui.

Lorsque nous avons commencé à organiser ce colloque – en été 2002 – nous ne nous doutions pas que la date choisie tomberait à un moment de l'histoire où explorer tous les moyens pour construire la paix n'est pas une entreprise vaine. Il est entendu que la paix ne se définit pas par l'absence de violence, mais par la présence d'une évolution de la conscience humaine vers davantage de respect, de confiance et d'intégrité des uns à l'égard des autres. A notre sens, la paix ne se construit pas avec des traités et des accords internationaux, mais à partir de la qualité du lien qui unit les individus entre eux, les premiers étant les conséquences des seconds. Si 'science sans conscience' en tant que source de grandes catastrophes annoncées semble l'évidence même, le 'social sans le sacré' ne s'adresse qu'à une parcelle de ce qu'est l'être humain et ne peut être viable à long terme. L'Ubuntu en tant qu'instrument pour construire la paix est un outil parfaitement holistique répondant aux propos de Nelson Mandela : « Maintenant que nous avons mis sur la voie le programme de reconstruction et développement, nous devons songer à une reconstruction spirituelle de la nation. » Il ne s'agit ici ni de religions, ni de pouvoir spirituel, mais de la reconnaissance d'une dimension de l'existence que l'Occident a intellectualisé, disséqué et enfermé dans des systèmes devenus instruments de guerre. Vidé de sa substance, la dimension du sacré est devenue source de désarroi, vacillation et confusion reflétés dans les statistiques autant du marché de la drogue que de la multiplication des sectes. L'Ubuntu ne doit donc pas être réduit à une mode ou un gadget social, mais intégré dans toutes ses facettes.

Par désir d'équilibre, nous avons complété la partie de ce colloque dédiée à la réflexion par une partie créative à plusieurs volets. L'exposition Art'Ubuntu (AM Galerie, Genève) regroupe un collectif d'artistes plasticiens réunis autour du thème de l'Ubuntu. Samedi soir, quatre films seront présentés traitant de la Commission Vérité et Réconciliation et de l'Ubuntu, en présence de deux réalisateurs. Dimanche après-midi – le 'jour de la liberté', *Freedom Day* en Afrique du Sud – sera festif, débutant par un repas africain suivi d'un tissage de poésies lues par les auteurs sud-africains James Matthews, Deela Khan, Angifi Proctor Dladla et Solomzi A. Makohliso, et des musiques traditionnelles d'Afrique de l'Ouest par Solo Coulibaly au balafond et Mamadou Zerbo au nguni. Enfin, le Colloque sera clôturé par la cérémonie d'*isivivane* : chaque personne apportera une pierre – elles sont les gardiennes de la

mémoire – comme témoin de l'esprit d'Ubuntu né à Genève ce weekend réunissant toutes les races, l'Europe et l'Afrique, ainsi que les différentes nations africaines entre elles. Ces pierres seront conservées précieusement car elles représentent la fondation de cette énergie de solidarité et de paix et serviront un jour à la construction d'une Maison de l'Afrique bien réelle.

Après les paroles de sagesse du Prof. Ki-Zerbo ainsi que des autres intervenants, cet après-midi sera consacré aux six ateliers du programme, afin d'explorer ensemble l'application pratique de l'Ubuntu dans différents secteurs de notre quotidien : éducation, économie, valeurs humaines, justice et démocratie, culture, gestion interactive. C'est par chacun de nous que le changement arrivera ; il est de notre ressort et c'est notre responsabilité de contribuer à bâtir un monde meilleur. Rappelons ici les paroles de Nelson Mandela lors de son investiture : "Notre peur la plus profonde n'est pas de ne pas être à la hauteur, notre peur la plus profonde vient du fait que nous sommes puissants au-delà de toute limite. C'est notre propre lumière, notre propre puissance, et non pas notre obscurité qui nous effraie le plus." En permettant à notre propre lumière de rayonner librement, nous créons un climat qui invite les autres à faire pareil, même inconsciemment, et nous assumons ainsi nos responsabilités sur un plan collectif.

Deux mots encore sur AfrikaViva : l'association a été créée début 2002. Nous avons opté pour la technologie moderne et avons bâti une Maison de l'Afrique virtuelle : www.afrikaviva.com. Nos démarches ont pour but de protéger, valoriser et promouvoir la sagesse africaine ancestrale et moderne. Nos activités se déroulent sur trois niveaux : l'information à grande échelle, la recherche et la divulgation par des colloques comme celui-ci et par l'édition d'ouvrages ; nous sommes aussi les intermédiaires entre l'Afrique et l'Europe pour l'élaboration et le financement de projets, ainsi que la nomination de candidats à différents prix, comme celui pour la créativité des femmes en monde rural décerné par la Fondation Sommet Mondial des Femmes ou encore le prix Slow Food pour la protection de la biodiversité. Enfin nous soutenons directement des projets sur le terrain. Pour faire mieux connaissance avec Afrikaviva, nous vous donnons rendez-vous sur notre site www.afrikaviva.com, n'hésitez pas à devenir membre ou à vous engager activement à nos côtés.

Je termine en remerciant nos sponsors – grands et petits – qui figurent dans le programme, auxquels s'ajoutent la Loterie Romande, l'Ambassade sud-africaine à Berne et l'Ambassade suisse à Pretoria. Last but not least, ma reconnaissance va à toute l'équipe d'Afrikaviva qui a réussi un vrai tour de force, ainsi qu'aux bénévoles, aux rapporteurs, aux interprètes et à toutes les personnes qui ont sacrifié leur weekend pour se regrouper autour de ce Colloque et en assurer le succès.

J'appelle maintenant Mamadou Zerbo, musicien et griot dans l'âme. J'aimerais que nous lui prêtions nos voix et nos cœurs pour qu'il honore et remercie pour nous les Ancêtres et les Esprits qui nous ont inspirés et guidés tout au long de la préparation de ce colloque. Nous leur demandons d'être avec nous au cours de ce weekend pour qu'il se déroule dans l'harmonie, sous le signe de l'efficacité et de l'inspiration. Qu'ils nous guident et nous soutiennent également après le colloque, lorsque nous nous efforcerons de pratiquer l'Ubuntu dans notre quotidien.

Merci de votre présence et de votre écoute.

UBUNTU OU « L'HOMME COMME REMEDE DE L'HOMME »

par le Professeur Joseph Ki-Zerbo, invité d'honneur, membre du Comité de Parrainage d'AfrikaViva

Joseph Ki-Zerbo est historien et fondateur du Centre d'Etudes pour le Développement Africain (CEDA) à Ouagadougou, Burkina Faso. Il est l'auteur de : Histoire de l'Afrique noire (Hatier), et La Natte des autres : pour un développement endogène en Afrique (Karthala). Il a également dirigé deux volumes de la monumentale Histoire générale de l'Afrique (Unesco).

UBUNTU, c'est le Collectif humain solidaire. Mais cette solidarité structurelle et quasi immanente ne saurait prévaloir sur les pulsions égoïstes de l'être humain que si ce dernier est perçu par chaque culture comme une entité, une espèce singulière, dotée de droits exclusifs et chargée de devoirs incontournables.

Le « je » et le « nous » sont inextricablement noués et ne peuvent s'épanouir que dans un échange dialectique qui garantit la paix.

Un philosophe scolastique du Moyen Age Thomas d'Aquin définissait la paix comme « la tranquillité de l'Ordre ».

Mais quel Ordre ? Pour le profit de qui ? Dans tous les cas cette formule a l'avantage de faire référence à un équilibre positif, multidimensionnel et donc systémique. Mais dans cet ordonnancement, comme l'a affirmé solennellement le philosophe allemand Emmanuel Kant, « Il faut faire un sorte que l'être humain soit toujours considéré comme une fin et jamais comme un moyen ».

L'essentiel donc pour l'exercice auquel nous sommes invités, c'est de porter au sommet de l'agenda et des luttes sociales planétaires aujourd'hui, le concept, la question, la cause, le paradigme d'UBUNTU comme antidote axial et spécifique de la mercantilisation de tout l'homme et de tous les hommes, par le néo-libéralisme partisan de la société de marché.

UBUNTU peut être l'outil le plus performant de cette tâche primordiale ; mais surtout il doit constituer le but et le sens de la paix. Il ne s'agit pas ici de verser dans un culturalisme anthropologique ; mais face au rouleau compresseur de la pensée unique, il est urgent de désamorcer les conflits dont la violence structurelle du statu quo porte la charge. Tâche éminemment pratique. La paix n'est pas un bien extérieur à nous-mêmes, que nous porterions en bandoulière comme un trophée cynégetique. La paix, est ce qu'il y a de plus intime à l'être humain. C'est comme l'équilibre global de la santé qui touche au métabolisme de base dans les cellules les plus reculées de l'organisme. La paix comme la santé est constituante et constitutive. Comme la santé, c'est le bien des biens, le bien qui permet de jouir de tous les autres biens. La paix est gouvernée par un faisceau de normes auto-générées et auto-gérées.

Parmi ces normes et les instances ou valeurs qui les édictent, il faut citer la conscience et la responsabilité. Dans la violence paroxystique de la guerre, il y a toujours quelque part même dans les luttes armées de libération, la preuve d'un échec lié à des conduites et des politiques d'irresponsabilité, c'est-à-dire à une négation de la conscience. C'est ce qui justifie le dicton africain : « S'il y avait quelque chose de vala ble et bénéfique dans le conflit ou la bagarre, les chiens l'auraient trouvé ». Les chiens ne l'ont pas trouvé ; les hommes non plus. Depuis les plus hautes époques de l'itinéraire humain en Afrique, (car chacun sait que l'être humain originel est un africantrope), la violence accompagne partout la démarche de l'homme comme une sinistre ombre portée. Selon le témoignage de la Bible, le premier fils de l'homme, le fils aîné d'Adam fut aussi le premier assassin :: « Cain, qu'as-tu fait de ton frère ? ». Cette interpellation divine retentit comme un écho funèbre sur la planète entière. La violence serait-elle inscrite dans le génome humain comme la part maudite de notre destin ? S'agit-il d'un logiciel incurable de notre espèce ? Il s'agit surtout d'un phénomène qui dessine la dimension historique d'UBUNTU dont on peut faire une lecture pessimiste ou optimiste ; ou simplement objective : à savoir que UBUNTU est un processus qui à ce titre est placé largement sous la gouvernance de l'être humain lui-même. UBUNTU n'est pas un cadeau du Père Noël ni un paradis octroyé. C'est en vérité l'objet d'une conquête sans trêve, d'une auto-libération de la violence qui brouille et détruit le projet d'humanisation.

L'Histoire nous interdit d'oublier notre cordon ombilical ; mais surtout elle nous commande de réfléchir sur la projection de nous-mêmes dans un avenir désiré et possible.

La base, le socle du Collectif UBUNTU c'est l'idée qu'on se fait des personnes qui en constituent les démembrements vivants.

Toute la valeur du Contrat social véhiculé par UBUNTU est en germe dans la matrice de l'éminente dignité de la personne, parcelle intégrante de UBUNTU.

Certes en Afrique cette vénération quasi rituelle pour l'être humain en tant que tel se démantèle sous l'agression du mode de production capitaliste néo-libéral ; mais l'idée de l'humain comme la valeur des valeurs, transcendante par rapport à toutes les catégories d'êtres, s'impose toujours à la pensée et à l'action.

Le premier commandement de la foi en l'homme individuel et collectif c'est que toute personne est non seulement vecteur mais qu'il est tissé de droits imprescriptibles et de devoirs immanents qui s'imposent à chacun à l'adresse de tous comme des attributs naturels ; « Que chacun possède un peu – Dooni ka soro bè bolo ».

D'abord les besoins vitaux de tous à satisfaire par chacun constituaient une priorité. UBUNTU aspire au fameux : « A chacun selon ses besoins ». Se servir en passant d'un ou deux épis de mil dans un champ de quelqu'un d'autre était une pratique admise. En tant qu'étranger, avoir droit à l'eau et au sol en usufruit. Disposer contre un don symbolique des services de santé du thérapeute, et du Collectif familial et communautaire dans la première phase de l'éducation. Car « l'homme ne naît pas tout fait. Dieu prépare le plat, nous la sauce ». Bref, au logiciel génétique doit succéder le logiciel social. Mais tout cela visait à garantir la valeur qui assure le plus solidement le statut de l'être humain en tant que tel : la dignité.

Garant de cette dignité aussi est le principe de l'égalité de tous. « Une tête vaut une tête. Une vie vaut une vie. »

Il y avait donc par-delà les conflits claniques et les guerres ethniques une prise en compte des différences superficielles subordonnées à l'essentiel : le statut spécifique de fils et filles d'Adam « Adamadenya ».

Cette qualité empêche de procéder à des exclusions fondées par exemple sur l'âge : « le vieillard vaut mieux que son prix dit-on ».

Le handicapé ou l'albinos sont craints ou bénis. Le fou n'est pas victime d'apartheid. « Le fou est une personne folle » un humain ; ce qui montre où l'on place l'essentiel. Il en résulte que les fous n'étaient pas objets de ségrégation.

Il y avait aussi dans le meilleur des cas un tropisme positif pour les faibles, les malades.

Le mode de production avantageait les enfants. « C'est par les enfants que nous sommes immortels » disait-on. Dans ce contexte, jusqu'à la dépréciation humaine majeure de la Traite des Noirs, il n'y avait quasiment pas d'orphelin.

Quant à la femme africaine à travers des sommets et des chutes historiques mémorables, elle a bien mérité de la cause du genre humain avant de devenir « le fusible » le plus fragile des épreuves contemporaines. Elle est aussi le pivot de l'économie populaire qui d'après le BIT intervient pour 35% dans l'industrie et 50% dans les services des femmes qui assurent 75% de la production agricole en Afrique. Cela implique un degré certain d'exploitation par les hommes, mais aussi une garantie de dignité d'après les normes suivantes de l'éthique africaine : « Il faut se connaître soi-même. Il faut se suffire à soi-même. Ka se i yèrè koro ! » Tel est le prix de la liberté qui avec l'égalité constitue le pilier du statut humain : « La perdrix préfère passer la nuit sur une termitière plutôt que dans un poulailler. »

La paix par la parole

L'élément fondamental qui agit comme un catalyseur pour déclencher le cycle vertueux, la réaction en chaîne positive du progrès de l'UBUNTU, c'est la paix. Celle-ci est le premier objectif en

réalité de bénédictions, d'invocations, d'incantations entrecoupées de poignées de mains répétées. La salutation marathon en Afrique est partie intégrante du projet de société. En effet, la salutation fleuve comprend trois éléments constitutifs :

- 1) La quête de l'identité de l'interlocuteur : positionnement social (à travers le nom) sans lequel on ne peut se comporter correctement à l'égard de quelqu'un.
- 2) L'enquête sur la santé de tous.
- 3) Les invocations bénéfiques.

La salutation bilatérale n'est qu'une amorce de la constitution de la personne, unité élémentaire de l'UBUNTU.

L'étape ultime, c'est la palabre plus ou moins construite et structurée comme voie royale pour gérer le débat et l'action démocratiques, pour transformer l'existence et le statut des uns et des autres. Y participent les éléments claniques, ou des corporations.

Le monde c'est le débat dit-on. Le monde ne s'arrange que par le débat critique « Dunya te dla ni korfo tè ».

Mais la parole se prépare. Elle passe dit-on par le petit vestibule puis par le grand vestibule. L'ordre du jour de l'assemblée des « chefs de maisons » ayant été annoncé par les communicateurs (griots, forgerons,...) chaque grande famille s'en saisit à son niveau et en discute « intra muros » (le petit vestibule). C'est à ce niveau que la voix des femmes pèse de tout son poids.

Dans la plénière des mandataires le doyen est chargé de gérer les interventions avec équité, patience et réserve, pendant des heures, des jours, des mois si nécessaire. La parole passe des groupes de jeunes aux mandataires de plus en plus âgés en allant de bas en haut, jusqu'à ce que par une sorte de décantation, elle soit mûre pour la proclamation par le doyen dénommé Fenkore (la vieille chose). Ce dernier ne fait que restituer à l'Assemblée la quintessence de ses propres discours. Pour traduire ce va-et-vient dialectique, on dit que « la parole-fille engendre sa propre mère ». La conclusion du doyen met en principe un terme au contentieux. L'éloquence africaine tissée de proverbes, voire de contes bourrés de sagesse, est un des outils les plus performants de l'autogestion citoyenne ou communautaire.

L'Initiation, stade décisif de la socialisation des jeunes

L'entrée officielle des cohortes successives de jeunes dans la « classe des adultes » s'opérait par un acte solennel de reproduction visant non pas à créer des clones sociaux des classes d'âge plus anciennes, mais d'inculquer des savoirs, des savoirs-faire, des comportements, des engagements doublés de serments voire de marques corporelles et même d'amputations et mutilations, destinés à inclure à travers des épreuves les groupes de jeunes dans l'identité du Collectif en les dotant d'un logiciel indélébile et irréversible. Le prix de cette socialisation parfois brutale ne doit pas faire perdre de vue le principe de la démarche qui consiste à prendre en charge les néophytes de l'UBUNTU et les responsabiliser comme citoyens à part entière et cela à travers un scénario grandiose de mort symbolique et de résurrection. Ce qui ne survit parfois que dans ses aspects les plus répréhensibles et qui n'est pas remplacé par un minimum d'éducation civique comme l'OUA l'avait rêvé un moment, laisse un vide béant dans le champ du Contrat Social.

Deux exemples concrets : le concept de voisin avait une profondeur et une force extraordinaire en Afrique. Cela persiste jusqu'à présent. En tant qu'ami, allié et confident, le voisin est presque plus qu'un parent. En cas de décès par exemple, les voisins se chargent des démarches au même titre et même plus que les parents qu'on s'évertue à débarrasser des soucis à cette occasion. De même, le concept et l'emploi des médiateurs intermédiaires dans les procédures d'alliances et de contentieux entre familles, clans, villages, groupes sociaux, formations militaires etc. La norme traditionnelle s'exprime par le dicton suivant : « Aucune sanction n'atteint l'envoyé. La foudre ne tombe pas sur l'ambassadeur ». Des faits historiques concrets nous prouvent que l'immunité était reconnue et respectée même à l'égard des envoyés des envahisseurs européens du temps de la conquête coloniale.

Mais l'UBUNTU vise beaucoup plus loin.

L'Ubuntu collectif ou la convivialité constituante et constituée

L'UBUNTU, c'est l'altérité. C'est l'ouverture empathique aux autres. C'est le préjugé favorable par principe. C'est l'amitié préventive. C'est l'état de grâce dans les rapports humains. Entre la pratique observée naguère et les processus d'aujourd'hui, il importe de jeter un regard rétrospectif et prospectif afin de se poser la question : « Est-il possible de faire fonctionner l'attitude d'UBUNTU qui relève d'un mode de production pré-capitaliste, avec une « économie du don » soucieuse davantage des liens sociaux que des biens matériels, dans un mode de production ultra capitaliste et néo-libéral verrouillé par la mondialisation ?

Mais d'abord, voyons ce que n'est pas Ubuntu

Ce n'est pas l'approche administrative et bureaucratique à l'égard d'administrés et de clients objets de management. Il ne s'agit pas de l'autorité de l'Etat (qu'il soit de droit ou patrimonial) fondée sur le droit à l'exercice légitime de la violence. L'Etat en tant que « monstre froid » est quelque part aux antipodes de l'UBUNTU. Mais dans la mesure où UBUNTU n'est pas contre l'Etat, il peut contribuer à le domestiquer, à le socialiser et à l'atteler au bien commun du peuple. Car privé des pratiques de sécurité sociale de l'UBUNTU originel et dépouillé des protections de l'Etat social moderne, l'individu africain est l'être le plus misérable et pitoyable qui soit, un poisson projeté hors de l'eau.

Mais UBUNTU, ce n'est pas non plus la solidarité ethnique avec ce que ce mot contient de charge trouble et équivoque, en référence à une identité close et potentiellement explosive.

Enfin UBUNTU ne peut pas compter sur un épanouissement total dans les micro-nations africaines actuelles issues du partage et du système colonial ; car les séquelles de ce dernier et les effets collatéraux du néo-colonialisme étouffent le développement endogène.

Un peuple nouveau mais nourri du lait maternel

Le peuple de l'UBUNTU exige un espace nouveau rendant fiable et crédible le programme minimum pour la dignité de tous. Il y a un espace minimal comme condition de la dignité minimale de l'être humain. Car elle seule autorise la division du travail fondée sur les avantages comparatifs et la compétitivité intra africaine, interafricaine et internationale. Cet espace économique bâti sur la volonté politique et garantissant la valeur ajoutée par l'industrialisation, est le siège adéquat et requis pour le logiciel de l'UBUNTU dont les éléments sont d'origine exogène mais surtout endogène. Sur ce plan de la solidarité humaine l'Afrique reste plus riche encore que pour les ressources matérielles.

Or l'intégration économique mondialisée en privilégiant la logique du profit sans égard pour les besoins fondamentaux, saigne et dévoie les cultures en ébranlant leur socle infrastructurel. L'économie qui confond les arbres secs des statistiques avec la forêt vivante du développement, est cannibale. Elle érige sa tour orgueilleuse dans le cimetière des cultures. Une infime minorité d'Etats et de classes sociales au Nord et au Sud actionne ce processus aveugle, implacable et suicidaire. C'est pourquoi un sursaut s'impose. Toute nation, toute personne consciente doit s'associer à la recherche d'un projet global qui marie les acquis de la conscience du patrimoine commun de l'Humanité avec la convivialité vis-à-vis de la nature, préhistoire de l'homme, et vis-à-vis des autres humains, dépassement et accomplissement de l'homme. C'est dans cette problématique que se situe UBUNTU qui est avant tout un parti pris de défendre l'être humain comme être culturel : un kulturkampf.

Il s'agit de prendre le contre-pied du système dominant qui mise sur le « Tout-marché » pour réduire la pauvreté dans le monde ; à défaut d'atteindre la croissance et encore moins le développement.

L'UBUNTU est le remède spécifique du mal mondial, du mal mondialisé qui traite les désastres sociaux de « coûts humains » voire « d'effets collatéraux ».

L'homme idéal en Afrique est maladivement, incurablement social. Il vit et s'accomplit à travers les autres. Sans vouloir faire du culturalisme (car l'Africain n'est pas ontologiquement différents des autres humains), l'existence sociale met en lumière ce lien vital avec les autres qui va jusqu'à une quasi identification. Cette propension à être « l'un d'eux » envahit tous les espaces de la vie même chez ceux qui veulent s'en débarrasser comme d'impedimenta anachroniques. Ce vouloir vivre non pas les uns avec les autres, mais les uns par les autres, s'exprime de mille manières. Exemples :

- Au cours d'une cérémonie d'initiation on demande au jeune mandingue : « Qui es-tu ? ».
- Je suis terre et eau, plus quelque chose que je dois transmettre, quelque chose qui me lie à ceux d'hier, d'aujourd'hui, de demain.
- Qui es-tu ?
- Je ne suis rien sans toi, je ne suis rien sans eux. Quand je suis arrivé, j'étais dans leurs mains ; ils étaient là pour m'accueillir. Quand je repartirai, je serai encore dans leurs mains ; ils seront là pour me reconduire.

Tel est le postulat primordial de cette science de la vie, de cet art de vivre mis en place depuis des millénaires par les plus vieux peuples du monde.

- L'homme ne naît pas « je », il naît « nous ».
- L'homme, c'est les autres. Mais on dit aussi que se suffire, être capable de se porter soi-même, c'est l'essentiel.
- Nous sommes établis, savons les uns des autres.
- La solitude est mauvaise.
- Un seul pied ne trace pas un chemin.
- Si tu n'as pas de compagnon, ton humanité n'est pas complète.
- Le don n'est pas toujours matériel.
- Chaque personne n'est que la moitié de l'être humain.

Mais la solidarité ne signifie ni démission de celui qui en bénéficie, ni déresponsabilisation.

« L'échec c'est toi, le succès c'est toi » dit-on. « Si ton ventre a faim interroge ta main ». L'hospitalité n'exonère pas l'étranger du travail. « Le troisième jour, on lui donne une houe » a fait remarquer J. Nyerere. La personne a trois éléments constitutifs : le corps, l'esprit et le travail.

Un exemple frappant de solidarité africaine concerne la période du deuil. Dans le meilleur des cas, ce qui mérite considération, c'est que les parents, mais aussi les voisins et amis se substituent à ceux qui sont frappés par le deuil. On prend physiquement leur place ; on les éloigne de la dépouille mortelle et de l'atmosphère d'affliction. Les jeunes des familles voisines se chargent de creuser la tombe. Des cotisations sont organisées pour faire face à l'accueil des nombreux visiteurs et aux cérémonies religieuses. Les obsèques et les funérailles sont, encore plus que les baptêmes et les mariages, les temps forts et les sommets de la solidarité.

A propos des obsèques, on constate que certains Africains ont de la propriété une conception pour le moins hétérodoxe. La façon dont ils disent « notre malade, notre mort » est très caractéristique. On voit des gens se disputer, jusqu'à en venir aux mains, la dépouille mortelle de quelqu'un, pour gérer ses obsèques et ses funérailles. C'est ainsi que la législation foncière et familiale sont devenues les lieux névralgiques de la solidarité sociale africaine qui, en entrant dans le domaine de l'écrit et du notaire, gagnent en rigueur ce qu'ils perdent en spontanéité et en générosité humaine. Cette solidarité tirait aussi sa puissance d'animation du fait que la division du travail n'était pas prononcée et que tous les métiers et catégories sociales étaient constamment associés, aussi bien dans les travaux collectifs que dans les festivals, les rites et les célébrations. Pour apprécier à sa juste valeur la solidarité sociale africaine, imaginons un instant sa suppression dans les pays africains d'aujourd'hui. Toute l'assistance aux malades, aux vieillards, aux enfants nécessiteux, qui représente des centaines de milliards de francs et qui mobilise chaque jour des millions d'Africains, s'effondrerait. Ce serait le chaos, le retour à la barbarie et le hara-kiri collectif. C'est un défi gigantesque que les sociétés africaines relèvent ainsi de façon quotidienne et par leurs propres forces sur la base de l'auto-gestion. La prise en charge des éléments les plus faibles du collectif humain est assurée par les Africains eux-mêmes à travers cette Sécurité Sociale immanente, cette sorte de logiciel social inscrit comme un code génétique dans le comportement de chacun. En Afrique les hôpitaux sont des centres d'attraction et les malades sont envahis, au point que les visiteurs sont parfois refoulés par les

médecins. L'option de l'Etat minimal était donc déjà une option africaine pré-coloniale, bien avant les ordres du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale.... Ici, on voit comment la Société Civile (avec les coûts humains importants cependant, du fait de la paupérisation) prend en charge par elle-même le poids de la misère. Mais on ne peut nier que l'Etat Africain se transforme de plus en plus en Etat patrimonial ou en Etat de classe, sauf rares exceptions. Quand dans tel pays africain 10% de la population contrôle 50% des revenus, le rêve d'UBUNTU devient un cauchemar.

« Le capitalisme n'a jamais développé un pays sans produire des pauvres ». Alors, quel est le sens de l'histoire ? D'un côté on peut dire que l'Afrique solidaire est en retard. Elle est, dit-on, au « stade pré-industriel » certes. L'industrialisation est-elle sous une forme ou une autre un passage obligé ? Mais, d'un autre côté l'Afrique est déjà post-moderne, post-économique. Avec des référentiels comme la solidarité sociale, nous avons atteint des performances que les pays ultra industrialisés veulent réaliser aujourd'hui après des guerres sociales sans merci. Par exemple les nouveaux types d'emplois qu'on a voulu créer en France s'apparentent, mutatis mutandis, aux assistants des vieux et des malades que nous avons déjà par millions dans notre civilisation endogène en Afrique. Faut-il laisser mourir ces usages pour tenter d'en recréer des équivalents plus tard, dans un siècle ?

Quel est le sens de l'histoire ? L'Afrique solidaire n'est pas en retard. La question de l'exclusion est une question préalable à traiter de façon prophylactique. La question de la solidarité sociale africaine n'est pas un résidu, une excrétion, un excrément d'un processus de transition vers un développement mondialisé incontournable. Il nous appartient de célébrer la solidarité comme mémoire et comme projet en évitant de diaboliser les autres pour se canoniser soi-même.

Il s'agit d'infrastructurer la solidarité comme élément d'un bloc de transformation du monde à travers la transformation de notre monde. La solidarité seule peut être emportée par le vent. Mais si elle est fondée sur des conditions sociales, sur un espace économique viable par le fédéralisme, sur la formation permanente et l'éducation civique, elle peut servir de rampe de lancement ici et ailleurs. On peut démontrer que la solidarité est rentable ; parce qu'elle repose sur un facteur clé de l'économie de marché, mais pour dépasser certains éléments du marché. En effet, nous avons montré dans « La natte des autres » que l'économie politique doit produire non seulement des biens, mais des liens sociaux lesquels à leur tour peuvent produire des biens. Il y a interaction et conversion possible entre liens et biens, vérité de base oubliée ou occultée par les économistes réducteurs.

Conclusion

Au total, la culture UBUNTU est un processus dynamique, une confluence permanente d'un fleuve qui rencontre maints affluents mais qui reste fidèle à sa source.

Le défi et l'enjeu c'est pour chaque communauté qui en a la responsabilité imprescriptible, de forger de nouvelles synthèses, de nouvelles cohérences et compatibilités : entre l'extérieur et l'intérieur, entre le particulier et l'universel. L'universel ne saurait être l'imposition du particulier de certains, ni la somme arithmétique de tous les particuliers, mais le mariage fécond de ce qu'il y a de meilleur, de plus succulent dans tous les particuliers qui réalisent ainsi l'unité de l'humain par le haut, par le sommet de la pyramide UBUNTU. Le concept d' « exception culturelle » mérite ici réflexion.

Il ne s'agit pas de faire par la coercition des cultures fragiles du monde, un hybride culturel à haut rendement, un OGM culturel standardisé, mais de renforcer les capacités de chaque culture et de la mettre en état de procréation dynamique.

Par exemple la prévention ou la cure totale des conflits pourrait être facilitée par les relations de parenté à plaisanterie là où elles existent.

Il faut exclure l'exclusion, car l'exclusion c'est la barbarie. C'est seulement à ce prix que la diversité culturelle sera la « dernière frontière » qui nous sépare du nouveau « Nouveau monde » : non pas LE nouveau monde d'ailleurs, mais celui de demain.

Ainsi donc, la solidarité sociale non prise en compte par les économètres de la Comptabilité Nationale peut être perçue comme dévorant l'épargne individuelle et détruisant à la source

l'investissement. Mais où est le problème, puisqu'elle constitue elle-même un investissement direct, un auto-financement ?

UBUNTU, c'est le sapeur pompier avant le pyromane. C'est la prophylaxie massive de la pauvreté avant l'apport dérisoire de pommades cosmétiques et anachroniques dites de l'allègement de la pauvreté.

En effet, les victimes de la violence, c'est la majorité de l'humanité. Nous ne campons que sur de petits îlots de non-violence. Pire encore, la violence campe en chacun de nous. Nous sommes à la fois témoin, auteur et théâtre de la violence. Il n'y a pas d'alibi. C'est pourquoi nous devons être « savons les uns des autres ». Par delà l'attaque frontale contre la violence surtout quand elle est structurelle, il s'agit plutôt de la dépasser pour la dissoudre au niveau des réalisations concrets et des mentalités.

UBUNTU doit imprégner le triple étage des infrastructures (habitat, entreprises, urbanismes, aménagement du territoire) des structures (social) et des superstructures (ludique, éthique, esthétique, politique, spiritualité).

Il faut empêcher que l'être humain ne crève de faim et de soif au milieu d'immenses richesses accaparées par une poignée de gloutons. Il faut empêcher les attentats démentiels contre la Nature, qui insultent et dégradent le Soleil. Il faut chasser les vautours qui attendent la livraison des enfants-soldats et les corps convoités d'adolescentes jetées sur le marché. Il faut empêcher que le monde ne soit comme le Radeau de la Méduse où l'on sacrifie et dévore d'abord les plus faibles. UBUNTU peut aider à forger un bloc sans faille contre l'exclusion, l'apartheid et le mépris. Conformément à l'adage africain : « Si tu vois des brigands dévaliser quelqu'un ne dis pas « Laissez cet individu », mais « laissez-nous ». Si tu vois des vautours déchirer un cadavre d'homme, ne dis pas « Laissez ce cadavre d'homme » mais « laissez-nous », car tous les hommes sont solidaires.

Il est temps de changer ! Il faut débestialiser l'humanité. Il faut la raffiner et l'amener à extraire et faire briller l'or de sa propre dignité.

Il est temps d'ajouter une larme de tendresse mutuelle et de compassion dans le carburant du moteur humain.

UBUNTU et EDUCATION

Par SE Nozipho January-Bardill

*Madame Nozipho
January-Bardill est
Ambassadrice d'Afrique du
Sud en Suisse, à Berne.*

C'est toujours un honneur que d'être invitée à parler devant une assemblée comme celle-ci. Cela me montre que je suis appréciée et me rend très humble. J'aimerais que nous commençons par exprimer l'UBUNTU en nous levant de nos sièges pour prendre conscience de la présence des uns et des autres en échangeant une salutation dans la langue de votre choix. Regardez la personne à votre droite les yeux dans les yeux, puis celle à votre gauche et soyez 100% attentif à chaque moment, ici et maintenant, avec sincérité et concentration. Nous venons de vivre un instant d'UBUNTU simplement en prenant conscience de l'existence de l'autre.

Le sujet d'UBUNTU suscite toujours en moi un certain climat – une hésitation. J'ai de la peine à écrire sur ce sujet parce qu'il est philosophique, spirituel, il s'adresse à l'âme. Intangible, il représente un défi pour les limites inhérente au discours linguistique. C'est un peu comme lorsque l'on parle d'amour – un sujet qui pour beaucoup est niais. Il est nécessaire d'avoir une forme de conscience qui va au-delà des cinq sens du toucher, de l'ouïe, du goût, de la vue et du sentir, que j'appellerais pas seulement le sixième, mais aussi le septième, le huitième et le neuvième sens. Je crois que c'est tautologique, un peu comme si l'on demandait à un arbre de parler de son état d'arbre, de son essence, et comment il se fait de plus en plus 'arbre' au fur et à mesure qu'il grandit.

C'est pour cette raison que j'ai pris du retard pour donner mon intervention aux interprètes parce qu'il m'était difficile de l'écrire. Marie-Noëlle était en souci et moi aussi. Je souhaite présenter publiquement mes excuses aux interprètes pour mon retard. J'en appelle aux non-anglophones pour qu'ils soient indulgents si la traduction n'est pas parfaite. Le temps de préparation a été très court.

Ceci dit, et étant admis qu'il est difficile d'écrire et de parler de ce sujet, le paradoxe veut que tout ce que je dirai ne vous semblera pas nouveau. Vous vous sentirez concernés parce que nous partageons tous une humanité commune. UBUNTU siège dans le cœur de chacun de nous et tout ce que je ferai aujourd'hui est de vous inviter à ouvrir vos cœurs pour laisser émerger votre UBUNTU. Ressentez sa puissance et la joie d'entrer en contact les uns avec les autres dans cette salle. Focalisez-vous sur votre présence ici et maintenant. Mais je suis venue pour parler de l'UBUNTU et de son application dans le domaine de l'éducation. Je vais m'y atteler avec tout mon cœur.

L'archevêque Desmond Tutu a donné ce qui pour moi est la meilleure définition de l'UBUNTU : « Les Africains ont cette chose appelée UBUNTU qui concerne l'essence de l'être humain et qui fait partie de ce don que l'Afrique offrira au monde. Elle embrasse l'hospitalité, prendre soin les uns des autres, la capacité de se dépasser pour les autres. Nous croyons qu'une personne n'existe qu'à travers les autres, que mon humanité est inextricablement liée à la tienne. Si je te déshumanise, je me déshumanise inexorablement moi-même. L'être humains solitaire est en soi une contradiction. C'est pourquoi tu cherches à œuvrer pour le bien commun parce que ton humanité y trouve son appartenance. »

Pour moi et pour beaucoup de personnes en Afrique du Sud, UBUNTU représente l'essence de ce que cela signifie que d'être authentiquement humain – une expression de qui nous sommes en tant que personnes humaines – une manière d'être, une façon de vivre.

UBUNTU dérive des mots de la langue Zulu/Xhosa Umuntu/Um'ntu – une personne, qui ne se limite pas à la pensée selon le « Je pense, donc je suis » de Descartes, mais comprend aussi les sentiments, « Je ressens, donc je suis » et, bien sûr, la spiritualité, le dieu en moi et en toi – notre divinité. Je suis une personne à travers les autres. Je reflète ton état de personne de la même manière que tu reflètes le mien – nous sommes des miroirs l'un de l'autre. Ceci n'est pas essentiellement africain car j'ai fait l'expérience que chaque religion que je connais enseigne ceci d'une manière ou d'une autre. Ce qui, selon moi, est africain et même Sudafricain dans l'UBUNTU, est la manière dont nous en avons fait usage pour notre propre survie – par l'action collective – sur les plans social, politique (dans le contexte de notre résistance à l'Apartheid) et économique (par la mobilisation des maigres ressources financières – nos stokfels – pour aider à améliorer la qualité de vie des personnes qui n'avaient guère d'accès aux banques et autres institutions financières).

UBUNTU signifie aussi solidarité de groupe, compassion, respect, dignité humaine et unité collective (Krause 2002).

Ce que nous essayons de faire en ce moment est d'éclairer et de valoriser la culture de l'UBUNTU, afin qu'elle puisse essaimer dans ce monde globalisé que nous partageons tous – essayer de faire la paix entre ceux qui sont en guerre ; construire un pont pour réunir les nantis et les démunis qui sont de plus en plus éloignés les uns des autres. Plusieurs Africains et autres académiques recommandent de manière répétée que la culture de l'UBUNTU soit utilisée pour aborder les problèmes globaux, locaux et institutionnels que les sociétés connaissent aujourd'hui. L'application de l'UBUNTU dans la gestion d'organisations, sur le lieu de travail, par exemple, est devenue une sorte d'industrie en Afrique du Sud. La coopération entre individus et cultures est essentielle pour le renouveau et le redéveloppement de notre continent.

Le plus grand défi pour l'UBUNTU dans notre pays et pour le continent apparaît lorsque la population n'a pas de toit, de logement, ni de nourriture ou d'emploi à partager. Une faim douloureuse omniprésente – la famine, telle qu'elle existe dans notre région du monde met en danger le droit à la vie – bien davantage que le droit aux libertés civiles. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme reconnaît que le devoir des Etats de protéger la « dignité inhérente » de l'humanité va bien plus loin que d'habiller les individus de droits légaux. Ils ont besoin de vêtements, de nourriture, de logements et d'éducation ; ils doivent avoir accès aux soins médicaux et aux services sociaux si nécessaire ; ils doivent pouvoir trouver un emploi assez bien et équitablement rémunéré pour leur permettre de passer un temps de loisir avec leur famille élargie et leurs amis, ainsi que de participer à la vie culturelle de la communauté – une expérience enrichissante (Geoffrey Robertson). Les devoirs des Etats d'assurer à leurs habitants un niveau de vie de base correct est énoncé dans les articles 22-7 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en tant que « droits » indispensables pour la dignité et l'auto-réalisation des peuples et des individus – pour l'UBUNTU. Le fait que les droits sociaux économique et culturels aient été autant politisés et marginalisés par les Nations Unies est une condamnation qui s'adresse à nous tous qui y sommes associés et qui jouons un rôle ici-même. Nous ne pouvons exprimer ni notre humanité, ni notre être, ni nous-mêmes, ni notre UBUNTU, si nous mourons de faim, car la famine tue.

A Soweto et à Khayelitsha, deux de nos plus grands et pauvres townships respectivement à Johannesburg et Cape Town, de nombreuses femmes qui ont à peine un toit au-dessus de leur tête, s'occupent de manière bénévole des enfants orphelins dont les parents sont morts du SIDA. Sans maison, plusieurs d'entre elles auraient souhaité exprimer leur UBUNTU, mais n'en auraient pas été capables vu la précarité de leur propre situation matérielle.

C'est pourquoi, pour moi, la question de notre survie en tant qu'êtres humains me tient de plus en plus souvent réveillée la nuit. Les questions qui réapparaissent sont : que pouvons-nous faire différemment, étant donné que ce que nous avons fait jusqu'à maintenant ne fonctionne de toute évidence pas pour une grande majorité de la population du monde. Je suis de plus en plus persuadée que le problème fondamental du monde actuel est de nature spirituelle – et non politique, militaire ou même entièrement économique. Le monde est plein de religion mais spirituellement, il est à moitié vide. Nous sommes nombreux à avoir oublié ou même perdu notre essence – ce qui nous rend humains. Contrairement à l'arbre qui devient de plus en plus 'arbre' et même arbre meilleur au fur et à mesure qu'il vieillit, nous perdons notre humanité. Nous oublions que lorsque tu me détruis, tu te détruis toi-même car dans l'esprit d'UBUNTU nous ne faisons qu'un. Tu oublies que ma famine conduira un jour à ta mort, parce que si tu me déshumanise, tu te déshumanises, car il est inauthentique d'être inhumain. Cette pensée est puissante, mais peu d'entre nous y pensent en conscience.

Pourquoi se fait-il que lorsque vous êtes chez vous en famille vous ne mangez pas à vous seul 70% du repas préparé, en laissant le reste aux 10 autres membres de votre famille ? Vous vous réglez de sorte à ce que les autres soient aussi satisfaits. Vous agissez envers eux, comme vous souhaitez qu'ils le fassent pour vous. Mais alors que nous sommes ici, ostensiblement pour améliorer la qualité de vie ainsi que les droits humains de nos semblables, nous ne pensons pas que les membres de la race humaine de cette planète font partie de notre famille. Nous permettons que notre UBUNTU soit compromis par l'avidité et le déni de la réalité consistant dans le fait que NOUS NE FAISONS QU'UN. Nous ne pouvons pas simplement parler d'unité lorsque nous évoquons le village

global économique. Pourquoi ne pouvons-nous pas appliquer le concept de village global à notre expérience sociale, émotionnelle et spirituelle ?

J'ai dû me poser encore d'autres questions avant d'explorer l'application de l'UBUNTU à l'éducation. Que devons-nous alors faire différemment ? Je n'ai pas de réponse définitive. Ce que je sais est basé sur ma propre expérience de l'éducation.

A l'école, on m'a enseigné le savoir. Je me souviens d'enseignants donnant des informations concrètes avec des faits en histoire, géographie, sciences, anglais, études religieuses, entre autres. Sauf leur nom, je ne savais jamais qui étaient ces dispensateurs de savoir. Je me souviens seulement d'avoir dû apprendre ces données froides pour les régurgiter à la fin de l'année devant mon enseignant souvent ennuyeux, lors des examens. J'ai presque tout oublié aujourd'hui.

Je me souviens aussi que les enseignants n'aimaient pas que l'on conteste quoi que ce soit. Leur interprétation était toujours juste. Othello était une pièce de théâtre sur la jalousie uniquement et n'abordait pas le racisme. Lorsque je demandais 'pourquoi' j'avais toujours des problèmes. Il était impensable de ne pas être d'accord avec un enseignant ! Je devais croire ce qu'on me disait, je devais voir le monde du même angle de vue. Autrement dit, je devais savoir, mais pas nécessairement savoir pourquoi, ce qui pour moi veut dire comprendre. On ne m'encourageait pas à développer mes talents et mes capacités, mais seulement à apprendre par cœur des morceaux choisis de savoir.

De mon temps, la signification et le but de l'éducation consistait à transmettre un savoir. Qu'il ne soit pas véridique, qu'il donne une fausse image des réalités et des vies des peuples du monde, importait peu. Il n'était certainement pas question de genres ni de races. La plupart des auteurs des manuels étaient des hommes de race blanche qui ne se demandaient pas un seul instant comment nous, femmes noires, pourrions réagir à leur manière de voir le monde. Ce n'était pas important. Toute l'éducation dans le système d'Apartheid consistait à produire une société composée de Blancs racistes qualifiés et de Noirs inférieurs, serviles, non-qualifiés – des bûcherons et des porteurs d'eau, selon les mots de l'abominable Verwoerd.

Certains sujets étaient tabou. Pas d'éducation sexuelle, pas de leçons de politique, de spiritualité ou de Bouddhisme. En biologie nous avons appris les quatre sens de l'odorat, du goût, de la vue et de l'ouïe, mais pas le ressenti – dans mon humble opinion, LE sens le plus important : la perception. Je suis sûre que vous êtes tous dans le même cas.

En d'autres termes, le système nous a enseigné ce que nous devons penser, et non comment penser afin d'arriver à nos propres vérités. Ce n'est que beaucoup plus tard dans la vie que j'ai appris à penser, lorsque j'en ai eu assez des mensonges. Lorsque j'ai relu Othello et que j'ai découvert tant de perles de sagesse dans les écrits de Shakespeare. Lorsque j'ai continué à demander 'pourquoi ?', que j'ai pensé de manière plus critique et que j'ai dû résoudre moi-même mes propres problèmes.

La notion d'UBUNTU a été utilisée dans la transformation du système d'éducation en Afrique du Sud afin de créer une nouvelle conscientisation, d'engendrer des valeurs comme l'honnêteté et la responsabilité. Le rapport de la Commission de travail sur l'Éducation a mis en évidence six qualités que le système d'éducation devait promouvoir activement : équité, tolérance, multilinguisme, ouverture, responsabilité et honneur social. Le document va plus loin et explore les idéaux et concepts de démocratie, justice sociale, égalité, non-racisme, non-sexisme et UBUNTU (dignité humaine). La loi, le respect et la réconciliation sont aussi inculqués dans le système d'éducation.

L'intention derrière cette stratégie n'est pas d'imposer des valeurs, mais de générer des discussions ainsi qu'un débat et de prendre conscience que la discussion et le débat sont des valeurs en soi. Elle reconnaît que les valeurs qui vont au-delà du langage et de la culture sont le dénominateur commun qui donne un sens à la vie. Les jeunes, qui sont souvent beaucoup plus sages que nous voulons bien le leur accorder, sont encouragés à atteindre des niveaux de jugement supérieurs – sur ce qui est, et ce qui n'est pas efficace dans notre manière de vivre. L'intention n'est pas de servir le marché uniquement, mais bien la société, en inculquant aux élèves et étudiants un sens large des valeurs qui peut voir le jour uniquement grâce à un accès équilibré aussi bien aux humanités qu'aux sciences.

Par exemple, l'histoire sera enseignée de manière à susciter un questionnement critique et à développer une conscience de l'histoire. Selon cette stratégie, une connaissance critique de l'histoire est essentielle pour construire la dignité des valeurs humaines dans le cadre d'une conscience informée du passé, pour prévenir l'amnésie, éviter le triomphalisme et l'opposition d'un usage du passé manipulé ou instrumentalisé et pour bloquer toute possibilité d'anesthésie du citoyen.

Les sports seront enseignés afin de créer des liens sociaux ainsi qu'un sens de la nation à l'école même. Ils serviront à transcender les barrières linguistiques et culturelles pour obtenir la cohésion, promouvoir tolérance et confiance, et consolider le respect entre les individus et les communautés maintenues séparées de manière arbitraire dans le passé. L'éducation sexuelle ainsi qu'une culture des responsabilités sexuelles et sociales, notamment dans le cadre du HIV/SIDA font partie du programme, de même que l'éthique et l'environnement, la valorisation des ressources naturelles, des acquis et de l'héritage, de telle manière à soutenir des vies et à actualiser l'UBUNTU.

Le système d'éducation enseignera comment appliquer les savoirs, ce qui dans l'esprit d'UBUNTU est appelé 'sagesse'. Le système s'adresse aux jeunes pour leur permettre de résoudre leurs problèmes avec sagesse sans perdre de vue les intérêts de la société au sens large et pour leur apprendre à penser de manière critique, de faire valoir leur humanité par une expression d'eux-mêmes responsable et authentique, toujours en respectant, honorant et valorisant les autres. C'est un idéal que nous nous efforçons d'atteindre et qui peut se réaliser par l'UBUNTU.

Je souhaite conclure en disant que tant que nous ne cesserons pas de penser et de croire que nous sommes ce que nous AVONS, ce que nous POSSEDONS – notre argent, nos voitures, nos maisons, nos industries, nos terres, nos fermes, nos choses – et que par la protection féroce de ces CHOSES nous privons activement les autres, nous continuerons à détruire notre UBUNTU ainsi que les membres de notre famille, notre environnement, notre monde et nous-mêmes.

Ainsi, en tant qu'Africains, nous souhaitons nous réapproprier UBUNTU pour reconstruire notre propre humanité, que beaucoup d'entre nous ont perdue. Nous souhaitons aussi l'offrir à notre village global, en tant que DON de l'archevêque Tutu – afin de combler le vide spirituel créé par notre propre avidité et intérêt personnel, par une accumulation vulgaire et la protection de nos choses. Nous tous ici, si nous ne l'avons pas encore fait, pouvons dès maintenant aller au-delà des 'choses' de la vie.

Atelier UBUNTU et EDUCATION

Animé par HE Nozipho JANUARY-BARDILL et Angifi Proctor DLADLA

Rapporteur : Marcia CRUZ

*Marcia Cruz est brésilienne,
étudiante en sciences
sociales*

A cet atelier s'étaient inscrits des participants d'Angola, de Suisse, du Rwanda, du Brésil, d'Italie, du Malawi et d'autres pays encore. L'introduction a été suivie d'un échange impromptu de remarques, questions et réponses.

Introduction

Il est difficile de parler de l'application de l'Ubuntu en matière d'éducation car il est question ici de sentiments, d'une manière d'être. Nous sommes tous concernés et il ne s'agit donc pas d'une chose mystique ou mystérieuse. Nous sommes tous des humains avec un cœur qui est le siège de l'Ubuntu, même si nous n'en sommes pas conscients. Il nous faut donc le concrétiser et accepter que chacun de nous a beaucoup d'Ubuntu dans nos cœurs. Le défi est de lui permettre d'émerger. Si l'on sait aimer, on peut vivre l'Ubuntu.

Au sujet de l'amour

Peu de gens savent aimer. Pour réussir à combiner amour et vie, il faut commencer par s'aimer soi-même et ensuite on aime le monde. Dans l'esprit d'Ubuntu, si on s'aime, on veut de l'amour pour le monde entier et on est relié à sa propre spiritualité qui peut alors se manifester. Si nous avons envie d'aimer, nous rayonnons automatiquement l'amour.

Au sujet de l'Ubuntu

Ubuntu est quelque chose qui différencie l'être humain des autres créations. Seuls les gens ont cette qualité. C'est un sentiment qu'il est difficile de définir par des mots. L'Ubuntu pourrait être l'âme du peuple africain d'origine. Il différencie le corps de l'esprit et peut s'étendre à toutes les vies humaines. On peut dire que les gens agissent 'à la manière d'Ubuntu'. C'est une expérience et en tant qu'être humain, il faut la vivre.

L'Ubuntu est universel et pas uniquement africain, il est humain et existe partout dans le monde. Il touche les sentiments plus que l'intellect : il concerne notre ressenti par rapport aux choses. Si vous dites que vous ne pouvez pas être heureux, c'est étrange, car en tant qu'être humain vous possédez cette émotion. C'est pourquoi il faut la réveiller pour qu'elle puisse s'étendre à d'autres personnes qui la ressentiront aussi. Ainsi, l'Ubuntu ne vient pas d'un être surnaturel ou d'une autorité quelconque, mais de l'intérieur de vous.

Ubuntu et éducation

Il sera difficile pour un éducateur d'enseigner l'Ubuntu s'il ne le vit pas. Nous devons être capables de le vivre et de commencer par nous poser certaines questions : à quoi en suis-je, en tant qu'être humain, ici et maintenant ? comment suis-je en train d'exprimer Ubuntu lorsque je suis en interaction avec d'autres personnes ? Comme le Professeur Ki-Zerbo le disait ce matin, en Afrique l'individualisme n'est pas d'actualité, ce qui est important est la capacité d'avoir une conscience sociale : même si je chéris ma liberté individuelle, je ne suis libre que par rapport à l'autre, tout ce que je suis, je le suis en relation avec l'autre, je n'existe pas en tant que personne isolée. Si vous êtes en train de donner un cours dans une classe, comment faites-vous avec un groupe d'enfants en Suisse ? Par quoi commencez-vous la leçon, en tant qu'enseignant désireux de nourrir l'humain chez les enfants ? Commencez par être positifs. Focalisez leurs passions sur les valeurs humaines. Stimulez-les à parler de leurs émotions. La clé est de toucher les émotions des enfants. Comment l'enfant peut-il se développer pour devenir un meilleur Ubuntu, un être humain meilleur ? C'est le rôle de l'enseignant de l'aider à avoir l'esprit critique dans la vie. Trouvez des modèles positifs à l'extérieur et amenez les enfants à les intégrer.

En tant qu'enseignant ou psychologue, soyez naturel et évitez de jouer les rôles que les gens attendent de vous. Il est difficile d'enseigner Ubuntu si on ne s'occupe pas de son propre bagage. Ubuntu traite de l'honnêteté, de l'authenticité. Commencez par vous accepter avec vos faiblesses. L'enfant doit comprendre qu'il est normal pour un être humain d'avoir des faiblesses. Si l'enfant voit que vous êtes humble, il vous considérera en tant que tel. N'ayez pas peur de dire 'Je ne sais pas', ce n'est pas un problème. Cependant, en même temps, vous êtes l'enseignant et vous ne pouvez pas venir en classe sans être préparé, par respect des enfants et de vous-même. Recherchez sérieusement l'information et partagez-la avec les enfants.

Dans certains pays, comme dans les écoles suisses par exemple, il n'est pas permis de parler politique. C'est un sujet pour lequel il faut du temps, et à l'école nous n'avons pas le temps. Si vous souhaitez aborder ce domaine, essayez d'expliquer trois ou quatre points de vue différents avec un maximum d'objectivité. Le second problème est celui de l'attention. Sans amour il est très difficile de capter l'attention des élèves. A l'école les enfants ont besoin d'amour mais la plupart du temps nous n'avons pas le temps d'exprimer ce que nous ressentons. En général les enseignants sont très préoccupés par l'opinion des parents. A Genève un enseignant a récemment été puni pour avoir parlé d'émotions. On peut de ce fait se poser la question : l'Ubuntu est-il moribond ? Aussi longtemps qu'un être humain est vivant, l'Ubuntu ne peut pas mourir. Car s'il meurt, on deviendrait une chose mécanique et on ne serait plus un être humain.

Encouragez les étudiants à écrire sur leurs propres expériences de la guerre par exemple, et non sur ce que d'autres personnes ont vécu. Lorsqu'ils liront devant la classe, ils toucheront tout le monde. Ainsi, beaucoup d'étudiants de camps différents se rendront compte que la guerre n'est pas une bonne chose, car cela signifie la perte de beaucoup de personnes et de choses. La guerre cause de la souffrance à tout le monde. L'Ubuntu a trait à nos propres expériences et sentiments, et non à ceux d'autrui.

Conclusion

Aussi difficile que cela puisse paraître d'enseigner l'Ubuntu, lorsqu'on en parle notre imagination se met en marche. Lorsque nous entrerons en classe demain matin, nous apporterons avec nous un peu d'Ubuntu. Chacun de nous fera quelque chose de différent, mais nous serons tous dans l'esprit d'Ubuntu, à l'image de la diversité de l'humanité

UBUNTU et CULTURE

Par James Matthews

James Matthews est un poète, romancier et éditeur sud-africain (Realities Publishing, P.O. Box 90, Athlone 7760, Cape Town, South Africa). Il est l'auteur de Poems from a Prison Cell, Flames and Flours, The Party is Over, etc. 'Légende vivante', poète dissident, il est connu pour son engagement infailible pour l'honnêteté et l'intégrité. Il enseigne dans des écoles de townships et des prisons et publie surtout des ouvrages à portée politique.

Ubuntu, un mot de la langue Inguni, personnifie le concept du partage. La Culture ne saurait donc être autre chose que Ubuntu. La définition de Culture dérive des habitudes vivantes d'une communauté auxquelles l'artiste donne une forme qui, une fois terminée, est partagée par toute la communauté.

La culture peut et doit être l'outil de la communauté, un outil qui permet aux autres de percevoir la créativité en mouvement dans la communauté. Avec cet outil culturel dans les mains d'un artiste créatif, la communauté prend conscience de combien la culture peut être utile pour promouvoir les besoins de la communauté.

L'artiste créatif doit prendre de l'assurance à promouvoir la culture, afin que sa propre créativité ne se suffise pas à elle-même. Ce n'est pas de « l'art pour l'art » qui est demandé à l'artiste. Si l'œuvre produite est stérile, il devient évident que l'artiste a perdu son lien avec sa culture de base. Il faut approcher la culture dans le sens de l'Ubuntu – un Ubuntu culturel qui vient

enrichir la communauté et qui peut aussi servir d'arme.

Que son domaine soit la parole écrite, le théâtre, la musique, la danse, le cinéma ou ce compagnon des beaux-arts que l'on nomme le 'township art', l'artiste a pour mission d'informer ceux de l'extérieur par ses œuvres de ce qui se passe à l'intérieur de la communauté.

La propriété foncière n'est pas endémique : la culture peut servir de plateforme à l'artiste afin d'illustrer pour la communauté la complexité de la réforme foncière. En tant qu'auteur de théâtre, l'artiste peut montrer sur scène, toujours par le biais de la culture, l'agonie du sida et la compassion dont les membres de la communauté devraient faire preuve à l'égard de ceux qui souffrent. La danse et la musique peuvent être partie intégrante de la représentation et la pièce de théâtre devient ainsi un instrument d'éducation.

La communauté ne devrait pas permettre à des personnes extérieures d'imposer une hiérarchie définissant les statuts de 'township art' et 'beaux arts'. Le 'township art' émane de l'esprit et de l'âme d'une communauté, tandis que les 'beaux arts' sont confinés dans des galeries rarement visitées par les habitants des townships, même lorsque ce sont les leurs qui exposent.

Le tourisme est porteur d'un nouveau danger pour l'artiste de la communauté. Le sens des affaires peut orienter la créativité de l'artiste pour forcer les ventes, ce qui conduit à la perte d'individualité au profit d'une production de masse de sculptures sur bois exposées dans les marchés aux puces et par les vendeurs ambulants. Le peintre qui souhaite avoir accès aux galeries peut être exposé au même danger si les ventes de la galeries sont déterminées par des œuvres qui ne reflètent pas la vie communautaire des townships.

L'Ubuntu culturel est donc exploité et déplacé.

D'autre part, la renommée des femmes Ndebele capables de transformer les façades de leurs demeures en œuvres d'art va bien au-delà des frontières d'Afrique du Sud. Le sommet de l'art Ndebele, d'un point de vue commercial, est la peinture d'une BMW commanditée par le géant allemand de l'industrie automobile.

L'artisanat, que ce soit sous forme d'objets perlés, de poterie ou de vannerie, fait partie intégrale de la culture des communautés.

Les ouvrages perlés des femmes de la communauté sont aussi à la disposition des touristes et témoignent de manière colorée du génie de la communauté dont les colliers, diadèmes et autres

objets représentent les étapes de la vie des femmes et des hommes, révélant à l'étranger l'importance culturelle d'objets qui n'auraient eus qu'une fonction décorative à ses yeux.

La transmission des anciens aux jeunes en matière de tissage de nattes et de façonnage de pots en terre est aussi une façon de faire connaître la tradition culturelle de la communauté.

C'est encore une indication de l'Ubuntu culturel.

Dans la communauté noire sud-africaine, le cinéma est sorti de l'enfance avec, notamment, « God is an African » (Dieu est un Africain) de Akin Omotoso, un jeune réalisateur né au Nigéria, citoyen sud-africain. Ce film a été réalisé avec un budget minimaliste avec des acteurs bénévoles. Encore une manifestation d'Ubuntu. Le film a connu un grand succès, surtout en-dehors d'Afrique du Sud et il semble qu'il sera distribué dans le monde entier. Ce film s'est éloigné des structures étriquées du « politiquement correct » et de ses conséquences qui ne tendent pas à renforcer la culture communautaire. « God is an African » devrait servir de point de mire, surtout aux réalisateurs débutants, pour les inciter à chercher l'union plutôt que de privilégier l'individualisme, alors que la plupart d'entre eux, pour l'heure, n'ont pas la crédibilité leur permettant d'accéder au marché financier. L'union devrait faciliter l'accès à des financements à l'heure où le marché global s'intéresse au potentiel naissant de réalisateurs tels que Omotoso.

Les écrivains sont en train de former un syndicat pour protéger les intérêts de ceux qui sont engagés dans le domaine de l'écriture. SAWAS (South African Writers Association) a vu le jour à Johannesburg le 4 avril 2003. Une de ses premières démarches sera de contacter les éditeurs établis et de les inciter à s'ouvrir sur des œuvres dont la viabilité financière ne garantit pas la faveur du grand public. Ces éditeurs marginalisent les œuvres poétiques, ceci d'autant plus s'il s'agit de poésie à connotation politique. La SAWAS insistera sur le fait qu'une plus grande solidarité est attendue des grands éditeurs qui peuvent équilibrer par d'autres œuvres la publications de poésie et d'ouvrages moins commerciaux.

Cette initiative prise par des hommes de lettres devrait servir de modèle aux professionnels de la culture dans les autres domaines, afin d'établir une réelle indépendance et de promouvoir davantage l'Ubuntu culturel.

Rapport de l'Atelier UBUNTU et CULTURE

Animé par James MATTHEWS

Rapporteur : Eric ADJA

Eric Adja est directeur de l'IRED : Innovations et Réseaux pour le Développement (www.ired.org)

Introduction

Animé par James Matthews, poète, écrivain et éditeur Sud-Africain, l'atelier a réuni une huitaine de personnes, autour du thème **Ubuntu et Culture**. En guise d'entrée en matière l'animateur a évoqué son intérêt et sa passion pour les vampires, l'histoire de Dracula et autres films occultes. Ensuite, l'atelier s'est déroulé en deux parties : une partie témoignage, au cours de laquelle James Matthews a témoigné du rôle de l'homme de culture en tant que médiateur d'Ubuntu et une partie où il s'est agi de discuter des contours du concept et de la notion d'Ubuntu, afin d'en évaluer la pertinence et la validité culturelles.

1. L'homme de culture et Ubuntu

L'artiste, l'écrivain, le poète, bref l'homme de culture en général ne dessine ou n'écrit pas pour lui-même, mais dans le but de partager. C'est donc un acte qui relève en soi de l'esprit de partage, donc de l'Ubuntu. L'art inspiré de l'Ubuntu est donc un art engagé. Il n'y a pas de place pour l'« art pour l'art ». Ainsi, « *Art for art divorces myself from the plight of my people* », témoigne James Matthews, qui, au lieu de décrire les oiseaux qui planent dans le ciel ou les lions rugissant dans la forêt, préfère, à travers ses poèmes, décrire le combat quotidien de son peuple. Son œuvre devient donc un médium d'Ubuntu, car elle permet de partager la douleur de l'autre, de la communiquer. Dans ce contexte, l'art est réellement une émanation de la communauté et l'artiste n'en est que le médiateur.

2. Le concept et la notion d'Ubuntu

L'essentiel des discussions de l'atelier a essayé de cerner les contours d'Ubuntu (un mot emprunté à la langue Inguni, Afrique du Sud). S'il faut définir le concept en seul mot, c'est le PARTAGE. Cette définition pose d'emblée trois questions auxquelles nous avons essayé de répondre.

2.1. Universalité et spécificité d'Ubuntu

La notion de partage est universelle. Les sociologues et les anthropologues ont suffisamment observé et documenté les manifestations du partage dans beaucoup de sociétés humaines, avec des notions comme la solidarité, l'échange social, le don et le contre-don. En contexte local ou global, Ubuntu est aussi une forme de respect radical de l'autre, qui est mon prochain, mon semblable. Il ne faudrait donc pas restreindre l'esprit d'Ubuntu à la pigmentation de la peau, même si le concept d'Ubuntu a été forgé dans un contexte politique et social sud-africain dont il faudrait prendre en compte les spécificités.

2.2. La dimension politique d'Ubuntu

On pourrait identifier l'Ubuntu politique à une forme de communisme, mais un communisme dépouillé de sa dimension totalitaire et intolérante. Mais comment comprendre qu'actuellement en Afrique du Sud, certains Noirs s'enrichissent sur le dos des plus pauvres ? Où est passé l'esprit d'Ubuntu ? Les problèmes sont donc parfois beaucoup plus économiques et politiques qu'uniquement raciaux, même si le paramètre racial est encore vif.

Tout compte fait, Ubuntu est plus une vision du monde, une philosophie et un art de vivre, qu'un mouvement culturel ou politique, même si certains s'en réclament, sans en l'assumer quotidiennement.

2.3. Quelles valeurs d'Ubuntu pour l'Occident ?

Pour être pertinent dans le contexte de l'Europe, Ubuntu doit interpeller les éléments culturels déshumanisants à l'heure actuelle. Dans ce sens, trois éléments nous paraissent importants :

a. Ubuntu peut interpeller nos amis Européens à reconstruire le sens de la communauté, car les gens sont trop souvent isolés les uns des autres et l'individualisme semble étouffer les personnes dans des prisons intérieures aussi étouffantes que les geôles sud-africaines du temps de l'apartheid. Nous vivons dans des immeubles en ignorant tout de nos voisins, de leurs aspirations, et le lieu de travail devient trop souvent le seul lieu de communauté, avec des familles de plus en plus éclatées.

b. Retrouver le sens de la gratuité, du partage qui n'attend pas forcément un retour en argent, car l'argent est trop souvent devenu la norme absolue de circulation des valeurs. Comme le disait le Professeur Ki-Zerbo, il faut retrouver la valeur des liens à côté des biens.

c. Une forme de lien à retrouver, est le lien avec les personnes âgées. Ainsi, les enfants et petits-enfants sont encouragés à prendre davantage soin de leur grand-père ou grand-mère, de ne pas les laisser seuls, afin de rester en lien avec leurs racines.

Conclusion

En guise de conclusion, j'aimerais évoquer une question qui a fait l'objet de débats animés au sein de l'atelier : Ubuntu doit-il rester juste un concept, ou une notion à vivre, sans essayer de l'analyser ?

L'organisation par *AfrikaViva* à Genève de ce colloque sur l'Ubuntu, avec des travaux en atelier est la preuve qu'Ubuntu ne doit pas rester un concept à évoquer nostalgiquement, mais un instrument à analyser pour en déterminer les éléments opératoires et les clefs qui pourront contribuer à ouvrir les portes des cœurs et des âmes emprisonnés par l'individualisme, la consommation tous azimuts et l'idéologie capitaliste néo-libérale. C'est sur ce chemin de l'épistémologie, de la conceptualisation critique et dynamique que le Concept d'Ubuntu pourra trouver les validations théoriques et méthodologiques nécessaires pour devenir une véritable alternative économique, politique et culturelle de développement de l'Afrique et du monde.

Dieu bénisse l'Afrique ! God bless Africa ! Nkosi sikelel iAfrika !

UBUNTU – REALITE OU ILLUSION ?

Par James Matthews

Ubuntu est à la mode en Afrique du Sud. C'est étonnant que ce mot n'ait pas encore été commercialisé au point de l'imprimer en différentes couleurs sur des T-shirts vendus dans des fêtes. Surtout les politiciens émaillent leurs allocutions du mot 'Ubuntu' comme une image de marque montrant leur bienveillance envers le peuple.

Depuis la chute de l'apartheid, Ubuntu, un mot du groupe de langues Inguni, est entré dans presque tous les ménages. Son équivalent en anglais est 'Mutual Aid' (aide mutuelle) et en afrikaans 'Help-Mekaar'. Nous avons bu à petites gorgées à la fontaine de l'Ubuntu – les seins de nos mères.

Mais il semblerait qu'à cause de son origine, le mot soit devenu la propriété personnelle d'une grande partie de notre société, celle qui n'est ni métisse, ni indienne, ni blanche, sous le prétexte que les personnes ne faisant pas partie de leur groupe sont incapables de comprendre la signification d'Ubuntu et sa pratique.

Ubuntu était pratiqué dans sa forme la plus pure par les premiers habitants de la partie sud d'Afrique du Sud, avant l'arrivée des Xhosa. Sans la pratique de l'Ubuntu, les San qui parcouraient les côtes de la pointe de l'Afrique n'auraient jamais survécu. L'Ubuntu faisait partie de leur réalité. La survie du groupe dépendait de la coopération de chaque membre bien portant de la communauté, jeunes et vieux. Le butin du chasseur ne lui appartenait pas. La cueillette des plantes et fruits comestibles ne devait pas servir à un festin pour les seuls cueilleurs. Pour les Sans qui parcouraient le désert, l'eau était précieuse et il était impensable d'en refuser à un membre du groupe. Tout ce qui servait au bien-être du groupe était partagé.

Pour les San, l'Ubuntu s'appliquait aussi à la question des terres. Le concept de propriété foncière leur était étranger. Pour eux, il était absurde de vouloir exiger de posséder la terre reçue du Grand Esprit. Ils ne comprenaient pas l'avidité et le désir de posséder la terre, si évident pour les Khoi et les Xhosa, et plus tard pour les Hollandais qui revendiquaient des terres qui, pour eux, leur avaient été données à la naissance.

Le sens de l'Ubuntu causait problème aux San lorsqu'ils mangiaient le bétail des Khoi, Xhosa et Hollandais pour subvenir à leurs besoins. Ils furent harcelés et tués par les propriétaires fonciers.

Il faut se poser la question si la société est imprégnée de l'essence d'Ubuntu et si nous comprenons véritablement le sens et la pratique de l'Ubuntu.

Ubuntu a trois caractéristiques :

- se soucier de l'autre
- la compassion
- prendre soin de l'autre.

On se fait du souci pour les personnes de son entourage, ce qui engendre la compassion et, à son tour, la compassion engendre le désir de prendre soin de l'autre. C'est ainsi que l'Ubuntu se manifeste.

Les journaux relatent chaque jour des actions horribles infligées sur jeunes et vieux. Des enfants de cinq ans sont abusés sexuellement. Les vieux et les infirmes sont victimes d'agressions violentes. Les retraités sont dépossédés de leurs maigre retraite mensuelle et il n'y a pas de limite d'âge pour les viols. Les victimes sont parfois même tuées par les violeurs. Les acteurs de ces méfaits ne sont pas toujours inconnus de leurs victimes puisqu'il s'agit souvent de membres de la famille ou d'amis.

La société dans laquelle nous vivons peut-elle partiellement porter le blâme pour la vilénie qui s'infiltré en nous ? Qui porte le blâme pour les actions anarchiques qui semblent gouverner nos townships ?

Qu'est-il advenu du respect accordé aux anciens et de la protection dont bénéficiaient les enfants ?

Qu'est-il advenu de l'esprit d'Ubuntu ?

Les années de lutte ont montré une abondance d'Ubuntu parmi ceux qui souffraient sous les lois de l'apartheid. Une aube nouvelle s'est levée lorsque le système a été renversé. Cela a aussi apporté l'élévation dans la hiérarchie de certains participants dans la lutte, ce qui aurait pu conduire à une meilleure circulation de l'Ubuntu. Pour d'autres, c'était l'occasion de se complaire dans la corruption, l'Ubuntu disparaissant aux oubliettes.

Le pouvoir peut être corrompu !

L'Ubuntu est ou devrait faire partie intégrante de notre société, mais l'Ubuntu est devenu omniprésent dans les discours de notre parlement. Il a perdu tout son sens dans un gouvernement qui ne prend pas ses responsabilités en matière d'aide à ceux qui souffrent du HIV/sida, lorsque l'acquisition d'un avion spécial est prioritaire par rapport aux cliniques dont les régions rurales ont désespérément besoin, lorsque le département d'aide sociale rechigne devant l'augmentation des primes versées et que le Ministre des Finances fait état de sa magnanimité en accordant la somme de vingt rands (CHF4.-) supplémentaires par mois aux enfants dont la survie dépend de l'Etat.

Il y a fort peu d'actions gouvernementales pour faire entrer l'Ubuntu légalement dans sa politique.

Le déclin de la pratique de l'Ubuntu est notre affaire. Avec le déclin de l'Ubuntu nous manquerons à notre devoir envers nos enfants, qui consiste à planter en eux les graines de l'Ubuntu. Il nous faut réfléchir en profondeur et chaque action que nous entreprenons doit porter les signes que nous tenons toujours à l'esprit de l'Ubuntu.

Dans le cas contraire, cela signifierait que Ubuntu n'est plus qu'un mot – un mot que nous nous plaçons à exhiber pour montrer notre grandeur et cacher le peu de souci que nous avons des autres. La cruauté injustifiée de notre société n'incite pas à la compassion. Avons-nous trahi nos ancêtres en ne prenant pas soin de nos semblables ? Ubuntu est-il devenu un mot vidé de son sens véritable ?

UBUNTU et ECONOMIE

Par Bwemba-Bong

*Bwemba-Bong est
Membre du Cercle
SAMORY (France) et du
CESAM (Groupe de
Réflection sur la Culture
Africaine*

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, chers amis, chers compatriotes,

Il n'est pas superflu de rappeler d'entrée que les activités d'un groupe humain, quel qu'il soit, ne peuvent, en aucune façon, être ni passives, ni neutres. Elles ne sont que la marque de la volonté d'un peuple de résoudre ses inquiétudes à la fois psychologiques et matérielles, dans le cadre d'une formation sociale opportune avec des interactions dialectiquement déterminées entre activités et forces sociales. Aussi, l'instinct de survie ou le désir d'expansion dans les espaces les plus larges, le respect de la nature ou l'obsession de la domestication de celle-ci, l'humanisme ou le narcissisme des peuples (comme c'est le cas des peuples occidentaux), la vie communautaire ou son expression individuelle, l'austérité ou l'abondance, le respect de la tradition ou la recherche de la nouveauté et le désir de produire plus facilement, plus rapidement en grandes quantités, constituent autant de considérations du ressort desquelles dépendent les activités, les liens, les rapports sociaux et les techniques.

I- LE SYSTEME CAPITALISTE, MODE DE PRODUCTION DOMINANT DANS LE MONDE.

Pour les tenants du Capitalisme, système actuellement dominant, c'est ce mode de production qui, par sa dynamique, a poussé l'humanité à son niveau de développement technique et économique actuel. Pour leurs adversaires, le capitalisme représente la source majeure des grands maux de la planète ; il en serait la principale cause des injustices et des abus de l'ordre économique, politique, social et moral.

Débat qui oblige à l'incursion au sein de la philosophie du système capitaliste.

A)- LA FORMATION DU SYSTEME ECONOMIQUE CAPITALISTE

a)- GENESE DU CAPITALISME

Par capitalisme, on désigne généralement le mode de production¹ qui consacre la division de la société en deux classes principales : la bourgeoisie, propriétaire et gestionnaire des moyens de production (machines, usines...) ; le prolétariat, classe des travailleurs dépossédés des moyens de production, et vivant essentiellement du revenu tiré de la vente de sa force de travail. De la sorte, le mode de production capitaliste, n'est pas un simple système de production pour le marché, mais surtout un régime où les moyens de production qui sont eux-mêmes des produits du travail social, et qui sont séparés des producteurs, les travailleurs, ne sont pas gérés par la société entière, mais uniquement par une fraction infime de celle-ci, qui a imprimé² au régime économique capitaliste trois traits fondamentaux :

1)- la généralisation de la forme marchandise du produit social entier. Ce qui signifie que la production capitaliste est nécessairement une production de marchandises, une production pour la vente, une production pour le marché. Pour cette raison, le capitalisme est souvent dénommé l'« économie de marché », un système dans lequel le producteur ne produit pas pour ses propres besoins ;

2)- l'acquisition de la forme marchandise par la force de travail elle-même. Ce qui signifie que le producteur, séparé et dépossédé des moyens de production, vit en vendant sa force de travail et devient ce que l'on nomme le prolétariat ;

¹ Par mode de production, on entend un certain état de la technique ou des forces productives et la façon dont les moyens de production sont appropriés ainsi que les relations sociales qui s'établissent entre les hommes du fait du processus social de production.

² Voir Samir AMIN, *Le développement inégal*, Editions de Minuit, Paris, 1973, P.49.

3)- l'acquisition de la forme marchandise par les moyens de production dans lesquels se concrétise matériellement un rapport social, le rapport d'appropriation exclusive de classe qui définit le capital. Ce qui veut dire que le capitalisme est un régime socio-économique de propriété privée (par rapport à la propriété collective) des moyens de production .

Tel qu'identifié, le système économique capitaliste fit son apparition en Europe aux XIVème et XVème siècles, par suite de la désagrégation du mode de production féodal, alors caractérisé par le servage, c'est-à-dire par l'obligation du producteur de s'acquitter, à l'égard d'un supérieur immédiat, de certaines exigences d'ordre économique. Ces exigences pouvaient prendre la forme de prestations de service ou de redevances payables en nature ou en argent, et la force coercitive dont usait le supérieur pouvait s'exprimer à travers la puissance militaire, la loi, la coutume renforcée par des procédures juridiques, de sorte que le régime socio-économique féodal est reconnaissable par trois traits³ :

a)- l'organisation de la société en deux classes, à savoir, celle des maîtres du sol (les seigneurs ou les suzerains), dont la propriété est inaliénable, et celle des producteurs (les tenanciers-cerfs)⁴ ;

b)- l'appropriation du surplus de production par les seigneurs par voie de droit, et non en vertu de rapports marchands ;

c)- l'absence d'échanges marchands internes au « domaine » ; ce dernier étant la cellule élémentaire de la société.

Le mode de production féodal a ainsi atteint son point culminant avec le développement de l'économie domaniale, marquée par la détention de la terre en grands domaines, par les seigneurs et la mise en valeur de ces grands fiefs seigneuriaux par des prestations de service exigées par contrainte. Le déclin de ce régime socio-économique fut amorcé, en Europe occidentale, dès le XIIème siècle avec la recrudescence des activités commerciales. L'expansion du commerce à cette époque et les possibilités qu'elle ouvrit alors pour la production d'un surplus destiné au marché, renforcèrent chez les suzerains, leur tendance à accroître la pression féodale sur la paysannerie. De telle sorte que le XIIIème siècle fut marqué, principalement en Angleterre, par un accroissement des redevances en travail dans les grands domaines, et en particulier dans les domaines monastiques. Ce renforcement de la pression féodale sur la paysannerie provoqua une émigration « illégale » des domaines seigneuriaux, c'est-à-dire une désertion en masse des producteurs, sans résiliation préalable des contrats les liant aux suzerains, désertion qui vida de son sang le système féodal et provoqua une série de crises qui firent sombrer définitivement le régime féodal au cours des XIVème et XVème siècle⁵.

³ Voir Samir AMIN, Op. Cit., P.10.

⁴ Ceux-ci ne sont ni des esclaves, ni des travailleurs indépendants. La relation qui les lie à leurs maîtres qui les emploient, les seigneurs, est une relation contractuelle. Ce qui signifie que par rapport à la loi, le producteur est libre de choisir son maître, de changer de maître et aucune obligation ne s'impose à lui autre que celle imposée par le contrat de service, à savoir, apporter au maître son travail ou son argent.

⁵ La fuite des serfs, est fortement et féroce réprimée par les seigneurs, tentant, mais en vain, de sauver leur système. Ainsi, la législation anglaise par exemple, a prévu des peines cruelles pour une telle évasion du service féodal, allant de l'emprisonnement au marquage au fer rouge. Il est même prévu des peines pour ceux qui, attachés à un domaine tentent d'apprendre un métier artisanal, ou qui essaient de placer leurs fils en apprentissage dans un commerce (cf. Maurice DOSS, *Etudes sur le développement du capitalisme*, Ed . Maspero, Paris, P.57).

Comme on le verra dans la suite du travail, lors de l'analyse de son fonctionnement, le régime socio-économique qui va émarquer des ruines du système féodal, restera toujours empreint du cortège d'horreurs, que constitue cet écrasement du « faible par le fort ». On se demande, si ce n'est là un phénomène de philosophie sociale, vu que les modes de production ne sont qu'une reproduction de la philosophie de la société qui les génère.

De cette désagrégation du mode de production féodal, naquit en Europe, une nouvelle organisation de la vie économique et sociale, dénommée capitalisme. Elle est marquée par l'apparition de deux classes sociales nouvelles, à savoir, la bourgeoisie et le prolétariat ; la première détenant les moyens de production et employant la seconde, qui, elle, est contrainte de vendre sa force de travail pour survivre.

b)- BOURGEOISIE ET PROLETARIAT

C'est de l'évolution des communautés urbaines que surgit aux XIV^{ème} et XV^{ème} siècles en Europe, les premiers éléments de ce qui va devenir la bourgeoisie, classe des propriétaires des moyens de production, dans le régime économique capitaliste déjà en incubation à cette époque.

Ces communautés urbaines constituées de marchands ambulants, de colporteurs, de petits producteurs autonomes échangeaient librement leurs productions sur les marchés urbains. C'est parmi elles que vont se dégager des groupes de commerçants, qui deviendront les premiers éléments de la bourgeoisie capitaliste. En effet, des producteurs rompirent à un moment, les liens qui les unissaient directement à la production, et se consacrèrent exclusivement au commerce de gros. Des négociants, principalement composés de producteurs (les artisans) les plus aisés, se constituèrent en organisations purement commerciales, qui très rapidement, en arrivèrent à monopoliser la sphère du commerce de gros. Très vite également, ces nouvelles organisations parvinrent à dominer le pouvoir politique et à utiliser cette puissance pour renforcer leurs privilèges et à se subordonner les producteurs-artisans. C'est ainsi que les négociants procédèrent à une accumulation primitive de capital, en exploitant les producteurs et les consommateurs. Ces organisations marchandes, réduisirent en effet, tant qu'elles le purent, le corps des métiers plus pauvres, à une position de dépendance vis-à-vis d'elles.

Il s'établit ainsi progressivement entre les compagnies de négociants dont les membres commencèrent alors à jouer le rôle d'entrepreneurs, et les artisans, des relations d'employeurs. En Angleterre, par exemple, un groupe de commerçants achetait la laine, la faisait filer, tisser et teindre, en utilisant à cet effet des artisans fourreurs, tondeurs de drap, tisserands, teinturiers..., qui devenaient des ouvriers vendant leur force de travail pour survivre. La bourgeoisie primitive, constituée par des négociants, vit progressivement ses rangs se grossir par les artisans les plus fortunés, qui se mirent à employer des artisans pauvres ou à abandonner leurs métiers au profit du commerce. Alors, se consacra la ruine de l'artisanat individuel, situation qui contribua à accroître le prolétariat urbain, déjà nourri par l'exode rural provoqué par la désagrégation du système socio-économique féodal, du fait de la cruauté des seigneurs. A ces facteurs d'accroissement du prolétariat en cette phase de nuisance du capitalisme, s'ajouta, principalement en Angleterre au XVI^{ème} siècle, la dissolution des monastères, la clôture des terres, devant permettre l'élevage des moutons et la transformation des méthodes de culture (système des enclosures).

Ces pratiques concernant les enclosures, note Maurice DOBB⁶, débouchèrent en Angleterre, sur la perte d'emploi pour 30 000 à 40 000 personnes entre 1455 et 1637, tandis que la dissolution des monastères priva directement de ressources, plus de 10 % des petits et moyens tenanciers, et jusqu'à 20 % des salariés des villes et campagnes, parce que créant un chômage comparable à celui que le Monde connaît plus tard en 1930, avec la Grande Crise.

C'est de cette façon que s'est formée une partie du prolétariat, au cours de cette première phase de développement du capitalisme, alors qu'une autre partie, la plus grande, allait être taillée de toutes pièces par le terrorisme de la bourgeoisie.

En effet, la bourgeoisie, usant de son pouvoir de contrôle de l'appareil étatique, recourut à des mesures coercitives et esclavagistes, pour créer la main-d'œuvre dont elle avait besoin. Maurice DOBB⁷ note qu'en Angleterre, par exemple, l'autorité d'Etat accorda aux entrepreneurs le droit de réquisitionner les travailleurs ou d'exiger que les forçats travaillent pour eux, sous peine de pendaison pour les rebelles ou les fuyards. La législation TUDOR, força les chômeurs à travailler de force, et le chômage a été traité comme une faute devant être punie avec une cruauté peu commune. Ainsi, une

⁶ Maurice DOBB, Op. Cit., P.240.

⁷ Maurice DOBB, Op. Cit., PP.249-250.

loi de 1496, stipule que les vagabonds et les oisifs devraient être mis au pilori pendant trois jours et trois nuits à la première infraction, pendant six jours et six nuits à la seconde. En 1524, il fut ordonné que les vagabonds de Londres soient attachés à l'arrière d'une charrette et fouettés par les soldats.

L'Ordonnance d'Edouard VI, quant à elle, décida que quiconque refusait de travailler, devait être marqué au fer rouge sur la poitrine, asservi pendant deux ans à toute personne le dénonçant, le dénonciateur disposant vis-à-vis du dénoncé du droit de le forcer à travailler en le battant, en l'enchaînant à tout travail quelque vil qu'il soit, à le réduire en esclavage à vie et à le marquer au fer rouge sur la joue ou sur le front, s'il tente de s'échapper. Abondant dans le même sens que l'Ordonnance d'Edouard VI, la législation « élisabéthaine » prévoit que les mendiants devaient être punis par la brûlure de l'oreille droite, et, à la seconde infraction, de la peine de mort. Ce n'est qu'en 1597, que l'on jugea que brûler une personne à l'oreille parce que surpris pour la première fois en train de mendier, était trop cruel ; aussi, la peine fut-elle plus « humanisée » par l'exposition, torse nu, des mendiants qui devaient cependant, de ce fait, être fouettés jusqu'au sang.

Outre l'Angleterre, de pareilles lois avaient cours dans d'autres pays d'Europe continentale ; que ce soit en Flandre, en France ou en Allemagne. Ainsi, au XVII^{ème} siècle, la rareté de la main-d'œuvre poussa, en France, Colbert à mener aux indigents une guerre beaucoup plus atroce que celle connue en Angleterre sous le règne des Tudor : ceux qui n'avaient pas de moyens de subsistance, devaient choisir entre être expulsés du royaume ou être condamnés aux galères. En Hollande comme en France, était organisée la « chasse aux vagabonds », et des pressions sur les cours de justice pour qu'elles prononcent des condamnations aux galères, même pour des délits insignifiants. Tandis que des parents refusant d'envoyer leurs enfants travailler dans des industries, se voyaient menacés de lourdes amendes, des « maisons de correction » destinées aux chômeurs se multiplièrent. Elles consistaient en des établissements pénitentiaires destinés à la main-d'œuvre forcée dont les occupants (parfois, l'institution elle-même), étaient loués à des employeurs privés⁸.

La formation du prolétariat par les méthodes qui viennent d'être passées en revue, outre son caractère outrageux qui met en évidence la nature inhumaine du capitalisme, démontre que l'accumulation primitive du capital, que nous allons présenter maintenant, s'est faite, même au plan interne européen, au détriment de la vie humaine.

c)- DU CAPITAL COMMERCIAL ET FINANCIER AU CAPITAL INDUSTRIEL

Dans le mode de production capitaliste, la source du revenu du capitaliste se trouve dans l'exploitation d'un prolétariat dépendant, effectuant un surtravail sous forme d'excédent par rapport au salaire qui lui est payé, excédent confisqué par le capitaliste. Mais qu'en est-il de la richesse de la bourgeoisie primitive, au moment où elle n'a pas encore eu à employer des ouvriers dans un quelconque processus de production ? On pourrait croire que cette richesse a une origine différente de celle du capitaliste, lors des phases avancées du capitalisme. En fait, il n'en est rien. Le revenu de la bourgeoisie primitive, quelle que soit sa forme d'acquisition immédiatement reconnaissable, représente nécessairement une part de la production du paysan ou de l'artisan urbain ; c'est-à-dire qu'en dernière analyse, ce revenu serait, autrement, la propriété des producteurs eux-mêmes, s'il n'était soustrait à leur produit.

C'est ainsi que les premiers négociants urbains, bourgeois primitifs, ont acquis leur fortune primitive par extorsion d'une partie du produit des artisans et paysans grâce à leur pouvoir politique et à leur situation de monopole, qui ont transformé les rapports d'échange en leur faveur. Ayant une position de monopole vis-à-vis des acheteurs et des producteurs, les négociants acquièrent chez ces derniers, les biens à bas prix, spéculèrent et les revendirent cher. Ce processus d'accumulation primitive du capital sur le plan interne s'amplifia ultérieurement par le pillage des contrées non européennes (Afrique, Asie...), via le développement du commerce extérieur.

⁸ Corrélativement à ces méthodes de création de main-d'œuvre, des législations furent créées partout en Europe, pour maintenir très bas les salaires des ouvriers. Les associations de travailleurs furent punies de peines sévères, les grèves réprimées par la flagellation, l'emprisonnement et le bannissement. Les travailleurs furent engagés pour de longues périodes de travail s'étendant sur plusieurs années, et traqués comme des déserteurs, lorsqu'ils quittèrent leur emploi.

Ainsi, souligne Maurice DOBB⁹, le navigateur portugais VASCO de GAMA rentra à Lisbonne en 1499, avec une cargaison valant soixante fois le coût de l'expédition ; DRAKE, rentra sur le Golden Hind, avec un butin variant entre 300 000 et 1 500 000 Livres ; la « East India Company » (Compagnie de pillage des Indes Orientales) pour sa part, réalisa fréquemment au XIX^{ème} siècle, un taux de profit de 100 %... Dans le pillage de l'Afrique, en particulier, dans les razzias négrières, les bénéficiaires des compagnies négrières se montèrent jusqu'à 300 %, et même plus.

Ainsi, la première phase d'accumulation du capital de la bourgeoisie occidentale, montre que la source de l'accumulation n'est qu'une exploitation par le commerce, dont la violence a permis au capital commercial de toucher un surplus à maints égards, aux dépens de l'ouvrier, de l'artisan, du paysan européens, des contrées non-européennes globalement, et du sang africain en particulier. C'est cette activité commerciale capitaliste qui a donné naissance au capitalisme financier grâce à l'apparition et à la croissance des institutions bancaires et financières en Europe, où d'énormes spéculations financières s'organisèrent et se développèrent ; ce sont les hypothèques, les financements des activités commerciales en tous genres, les investissements dans les emprunts des gouvernements, les rentes... En Europe continentale, les banquiers italiens s'enrichirent par des opérations de change, de crédits divers, de collecte des impôts de l'Etat. En Angleterre, dès le XIV^{ème} et au XV^{ème} siècle, les négociants anglais supplantèrent les Juifs et les Lombards dans les opérations de crédit à l'Etat.

Sous l'action du capitalisme commercial et financier, des inventions techniques et des innovations économiques, le capitalisme industriel fit une brusque poussée en Europe ; d'abord en Angleterre, au XIX^{ème} siècle, grâce à la révolution industrielle qui engendra une recrudescence du pillage, d'abord, sur le plan interne européen, avec la division poussée des tâches, l'accélération du rythme du travail... qui accrurent le surtravail de l'ouvrier, ensuite, sur le plan externe, avec la colonisation du continent africain, des territoires asiatiques et autres, qui accentua le pillage de ces régions par l'Occident capitaliste : pour certains, ces territoires coloniaux deviendront par la suite, et à ce jour (l'Afrique Noire, par exemple), des débouchés pour les produits manufacturés fabriqués en Occident, et des sources d'approvisionnements gratuits en matières premières agricoles, minières, énergétiques, pour les industries européennes.

A cette phase avancée du développement du capitalisme, l'entreprise capitaliste a, elle-même, gagné en importance relative. Les grandes firmes du commerce, des transports, de la banque, de l'industrie, etc ... ont étendu leurs réseaux d'influences et d'artisans sur les petites firmes, les exploitations artisanales et paysannes. Au sein des nations industrielles, les bases stratégiques de l'économie appartenaient désormais soit aux grandes entreprises, soit à des groupes d'entreprises capitalistes, évolution qui n'était, en soi, que l'aboutissement logique du fonctionnement du système économique capitaliste lui-même, comme cela va être mis en évidence dans les développements qui vont suivre.

B)- LE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME ECONOMIQUE CAPITALISTE

Mode de production reconnaissable par la stratification de la société en deux classes, celle des bourgeois propriétaires des moyens de production et celle des prolétaires, réduits à vendre leur force de travail pour survivre, le régime socio-économique capitaliste, repose sur l'idéologie du libre échange qui définit sa logique et oriente les principales « lois » qui règlent son fonctionnement.

a)- L'ETHIQUE DU CAPITALISME

« A la base de l'activité productrice - tant à l'intérieur de chaque pays, que dans les rapports avec d'autres pays - « l'initiative de l'individu » et la « responsabilité » qui s'y rattache s'élèvent au rang de valeurs morales en mesure de justifier la finalité du gain maximum », souligne Giuseppe Ugo

⁹ Maurice DOBB, Op. Cit.205.

PAPI¹⁰. Comme telles sont les valeurs morales du capitalisme, dont il faut noter que selon l'idéologie, c'est-à-dire « la finalité de gain maximum » ne peut se concevoir que dans un cadre de libre échange, de libre concurrence, situation de libre échange dont est censé ressortir le maximum d'utilité, c'est-à-dire le maximum de satisfaction ou de bonheur pour « l'ensemble de la collectivité nationale ».

Or, cette conception des conditions du bonheur de la société, n'a en réalité pour fondement, qu'un principe rarement avoué : le principe d'harmonie des intérêts. Ce principe qui signifie le libre jeu des forces économiques, le fonctionnement sans entrave des mécanismes économiques. Autrement dit, le libéralisme économique, est censé obéir à un ordre naturel qu'harmonisent les intérêts des différents individus, des différentes couches sociales, en les rendant compatibles et en les poussant au niveau maximum souhaitable pour chacun et pour tous. C'est dire que l'ordre naturel élimine les conflits d'intérêts de la société, et préserve les intérêts de chacun et de tous. C'est de ces prémisses que l'on part (même si on ne l'avoue pas), pour établir que le capitalisme ou l'économie de marché, de libre échange, conduit à un maximum d'utilité pour la collectivité nationale. Mais il ne s'agit là, en réalité, que d'un fatras idéologique. Car, si le libre échange procure un maximum d'utilité, ce ne peut être que pour une catégorie sociale précise, celle « des plus forts ».

En effet, le principe d'harmonie des intérêts qui fonde le libéralisme économique, n'est rien d'autre que le principe largement connu de la « sélection naturelle » qui ne privilégie que les « forts », quel que soit le domaine dans lequel il agit. Ayant comme axe central, ce principe de la « sélection naturelle », la philosophie du capitalisme est celle du « que le meilleur gagne » ou du « que le fort écrase le faible ». Le capitalisme se révèle ainsi, comme régi par son « psychisme » par la loi de la jungle. Aucune place n'étant accordée à la vie humaine : tout étant pour le gain maximum qui en est l'unique finalité. C'est cette recherche de gain effrénée qui fonde le processus d'accumulation du capital, processus qui représente la clé de voûte du fonctionnement du mode de production capitaliste.

C'est ce qui explique pourquoi le développement du capitalisme en Occident s'est accompagné de pillage et de la spoliation des pays du Tiers-Monde et par le génocide du peuple Noir dans les razzias négrières. C'est ce qui explique également les exactions commises par les bourgeois capitalistes, en Occident même, contre le prolétariat, classe sociale pauvre et démunie de la société européenne. De cette façon, le capitalisme est par essence exploiteur, destructeur, dominateur. C'est donc dans son « psychisme » que réside sa nature impérialiste.

b)- L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Sous-tendu par l'idéologie libre-échangiste, le système économique capitaliste repose, de par son fonctionnement, sur le libre jeu des forces économiques ; c'est-à-dire que son activité économique se déroule selon l'évolution du marché, régi par la « libre concurrence » entre les agents producteurs et échangeurs. Agents économiques, centres de décision et d'action, autonomes, liés seulement les uns aux autres par les courants de production et d'échange, et orientés par les prix qui doivent se former à partir de l'interférence de l'ensemble de l'offre et de la demande qui se manifeste sur le marché. Et c'est par ce jeu de l'offre et de la demande, qu'opèrent les mécanismes de fonctionnement de son économie dont l'épine dorsale est le processus d'accumulation du capital, expression du gain effréné, unique finalité des capitalistes, ainsi que de la concurrence qui les oppose et qui pousse chacun d'eux à essayer de faire le plus de profit possible au risque de disparaître. Cette accumulation consiste, pour le capitaliste, à utiliser les profits réalisés, pour accroître le capital dont il dispose, en achetant des moyens de production matériels (machines, bâtiments, matières premières...) et de la force de travail supplémentaires. En procédant ainsi, on dit que le capitaliste investit. C'est ce processus d'investissement qui met « en marche » l'économie capitaliste comme on peut le voir sur le schéma ci-contre¹¹, de la « double dynamique de l'accumulation du capital ».

¹⁰ Giuseppe Ugo PAPI, *Ethique du Capitalisme, Ethique du Socialisme*, in *Les fondements philosophiques des systèmes économiques*, textes de J. RUFFF et essais rédigés en son honneur, Payot, Paris, P.321.

¹¹ Kinvi LOGOSSAH, *Structure et dynamique des modèles macro-économiques keynésiens*, Mémoire D.E.A., Poitiers, 1983, P.103.

Le capital prend en réalité deux formes, l'une « physique », l'autre « valeur ». Sous la forme physique, il représente un ensemble d'équipements de production (machines, bâtiments...) que le capitaliste va s'activer à rentabiliser. Sous la forme valeur, il représente, en revanche, un ensemble de moyens financiers, une masse d'argent que le capitaliste s'activera à faire fructifier le plus possible, par l'investissement dont la fonction est d'accroître simultanément le capital « physique » et le capital « valeur », en étendant les capacités de production, en ce qu'il augmente le volume des machines et le nombre des travailleurs (en général). Ainsi, l'investissement va avoir simultanément pour effet, une croissance de la production et une augmentation de l'emploi traduite par une croissance de la masse des salaires distribués.

Ce mouvement qui aura pour effet, une augmentation de la demande qui elle permettra au capitaliste de vendre ses produits et de réaliser des profits qu'il utilisera pour accroître son capital. C'est-à-dire qu'il procédera ainsi à un nouvel investissement. Et toutes choses égales par ailleurs, le processus va recommencer. De la sorte, la dynamique (évolution dans le temps) de l'accumulation du capital provient de la double propriété de l'investissement de l'offre, et d'un facteur d'accroissement de la demande. Ainsi, l'investissement, c'est-à-dire le processus d'accumulation du capital, se trouve au cœur du système économique capitaliste qu'il met en « marche » : il accroît la capacité d'offre pour répondre à une demande antérieure, et induit postérieurement une demande supplémentaire dans l'objectif d'engendrer un nouvel investissement dans un scénario en perpétuel recommencement.

Dans ce fonctionnement, le taux de profit exprime à la fois l'influence des forces du marché sur l'accumulation du capital (influence du prix via l'action de l'offre et de la demande) et celle des tensions qui affectent le partage des fruits de la production entre le capitaliste et les travailleurs ; ce sont ces tensions qui sont l'expression du phénomène connu sous la dénomination de lutte de classes.

c)- LA BAISSÉ TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT

Tel qu'on vient de le voir, le processus d'accumulation du capital constitue le foyer de la croissance de la production dans le système économique capitaliste. C'est parce qu'une partie du profit réalisé par le capitaliste est continuellement transformé en capital supplémentaire par l'investissement, que la production peut croître constamment. Mais l'accumulation du capital est sujette à un certain nombre de contradictions internes qui tendent à faire baisser le taux de profit, donc l'investissement, la production et l'accumulation elle-même. Quelle est l'origine de ces contradictions et comment se manifestent-elles ?

Avant de répondre à cette question, il faut préciser que le taux de profit dont il est question ici, n'est pas le taux de profit individuel que réalise chaque capitaliste, mais le taux de profit moyen de l'ensemble des capitalistes d'une société donnée. Soit T ce taux de profit moyen, P , la somme des profits de tous les capitalistes, et K , la somme de tous les capitaux avancés ; le taux de profit moyen s'obtient alors de la façon suivante : $T = P/K$. Il est celui que les capitalistes peuvent espérer faire en moyenne, pendant une période donnée ; soit une année. Comme tel, il est le critère central de décision des capitalistes, parce qu'ils ne cherchent pas à faire le maximum de profit en masse, mais le maximum de profit pour un capital donné. Dès lors, le taux de profits règle la concurrence entre eux, les mouvements de capitaux d'un secteur de production à un autre, etc... Ainsi, les capitaux ont tendance à quitter les secteurs où le taux de profit est inférieur au taux de profit moyen, pour aller s'investir dans les secteurs où celui-ci est plus élevé, profit qui a tendance à baisser au cours du processus de l'accumulation du capital, et donc à exclure du champ de l'activité productrice, la force de travail qui en est la source.

En effet, le but, dans l'économie capitaliste, est la recherche du profit maximum pour un montant donné de capital avancé, et celle que le profit capitaliste résulte de l'exploitation de la force de travail en extorquant au travailleur le fruit du surtravail qu'il réalise par rapport au salaire qui lui est versé. Aussi, pour accroître son profit, le capitaliste tente de minimiser la part qui doit aller au travailleur sous forme de salaire : « *La recherche d'économies sur les travailleurs constitue le ressort même de l'enrichissement capitaliste et de l'accumulation du capital* » constate K. MARX¹².

¹² K. MARX, *L'économie capitaliste*, Ed. Sociales, Paris, 1979, P.93.

Pour minimiser la part des salaires dans ses recettes totales, le capitaliste recourt le plus possible au cours du processus d'accumulation de capital, à l'usage de techniques de production, « labour saving », exigeant de moins en moins de main-d'œuvre ; il recourt également à l'élévation du rythme de production des salariés déjà embauchés, afin de minimiser le nombre des embauches nouvelles... De ce fait, agissant dans la logique même de l'accumulation du capital, il exclut du processus de production, relativement bien entendu, la force de travail qui est la principale source de sa richesse. C'est ainsi que tend à diminuer le profit réalisé annuellement par capital avancé : c'est le phénomène de la baisse tendancielle du taux de profit.

Si le processus d'accumulation du capital contient ainsi les causes qui tendent à faire baisser le taux de profit, il en contient également d'autres qui tendent à s'y opposer ou à les supprimer temporairement. Ce sont tous les facteurs qui concourent à l'élévation du degré d'exploitation des travailleurs : intensification du rythme du travail des salariés, sous-paiement de la force de travail, diminution de la valeur des moyens de production (baisse des prix, pillage colonial et néocolonial des matières premières des pays dominés...).

Cependant, c'est la tendance à la baisse du taux de profit qui tend périodiquement à l'emporter, au fur et à mesure que se développe l'accumulation du capital, ce qui engendre des difficultés économiques se traduisant par le ralentissement de la production, le développement du chômage... : les crises économiques.

d)- LES CRISES

Caractéristiques du fonctionnement du mode de production capitaliste, les crises économiques qu'engendre le processus d'accumulation du capital, se déroulent en trois phases : une phase d'expansion, une phase de récession et une phase de reprise, imbriquées les unes dans les autres, la précédente contenant les germes de la suivante.

La phase d'expansion est reconnaissable par le développement généralisé de l'accumulation du capital, donc par une croissance de la production, de l'emploi.... Mais cette expansion généralisée de l'activité économique, trouve ses limites dans les contradictions inhérentes à l'accumulation du capital, puisque celles-ci conduisent à terme au phénomène de la baisse tendancielle du taux de profit, baisse qui introduit la phase de récession qui marque la crise proprement dite. Ainsi, au cours de cette phase, on note dans la production, une diminution du taux de profit suffisant pour inciter les capitalistes à investir, tandis que le capital reste gonflé de toute l'accumulation de la phase d'essor. Alors, une fraction de plus en plus grande du capital cherche fortune en dehors de toute l'activité productrice, dans la spéculation boursière sur les marchandises, les monnaies, etc... C'est de cette façon que se désorganise la production avec comme corollaire, le développement de la baisse du taux de profit et le ralentissement généralisé de l'activité économique : baisse de l'emploi, et donc chômage, baisse de la production entraînant des faillites, des fermetures d'entreprises...

Ce ralentissement de la production et ses conséquences se traduisent par deux phénomènes :

- a)- baisse de la part des salaires dans les charges d'exploitation et développement du chômage ;
- baisse de la valeur du capital et donc faillites, fusions, baisse du prix des moyens de production matériels, ralentissement même de l'accumulation.

Ces deux facteurs « assainissent » les bases de l'accumulation et restaurent ainsi les conditions indispensables à une nouvelle hausse du taux de profit. Lorsque cette hausse devient effective, l'économie amorce la reprise, troisième phase des fluctuations qui affectent le mode de production capitaliste. A cette phase de redémarrage de l'activité économique, on assiste à une reprise de l'accumulation du capital, avec le mouvement de la croissance du taux de profit, qui va rapidement transformer la reprise en un essor de la production, de l'emploi ; donc, en une nouvelle expansion des activités économiques, qui, plus tard, va engendrer à son tour une nouvelle récession, qui préparera une nouvelle reprise, et le processus va recommencer. On se rend ainsi à l'évidence

que la crise économique capitaliste se déroule de façon cyclique. Cependant, les cycles, en se succédant, ne se répètent jamais trait pour trait, à savoir que les phases peuvent être plus ou moins longues, plus ou moins aiguës, et le cycle dans son ensemble plus ou moins long.

On s'aperçoit alors que le processus d'accumulation du capital, clef de voûte du système économique capitaliste, n'est pas un processus linéaire : il alterne essor et crise, c'est-à-dire des périodes où l'accumulation progresse, régresse et stagne, avec les conséquences sociales que nous allons envisager maintenant.

e)- LES CONSEQUENCES SOCIALES

Ces effets sont de deux sortes : ceux qui sont enregistrés par les propriétaires des moyens de production, les bourgeois, et ceux agissent sur les prolétaires.

Au niveau des bourgeois, l'accumulation du capital a pour conséquence, une concentration des richesses entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint de capitalistes, à savoir que les capitalistes les plus puissants éliminent certains de leurs concurrents, absorbent des entreprises, fusionnent plusieurs foyers d'accumulation en un centre unique. Ainsi, de l'accumulation naissent de grandes firmes, « les monopoles » dominées par la fraction de la bourgeoisie qui a la haute main sur les grands moyens de production et d'échange.

Au niveau des travailleurs, l'accumulation accroît la prolétarisation de la société par l'augmentation de la main-d'œuvre employée pendant les phases d'expansion, mais développe en même temps l'insécurité de l'emploi et aboutit au chômage effectif pendant les phases de récession. Un tel chômage est l'aboutissement inéluctable du fonctionnement du mode de production capitaliste, et provient du fait que l'accumulation du capital se solde par l'exclusion relative de la force de travail du processus de production.

Cette exclusion, provient du fait que l'accumulation impose au capitaliste de minimiser la part du produit devant servir au paiement des salaires. Dans ces conditions, de par sa logique, celle-ci s'oppose à l'élévation du niveau de vie des travailleurs et le dégrade dans les faits. De la sorte, l'accumulation révèle un autre aspect de l'éthique du capitalisme : dans ce mode de production, on privilégie l'argent, les machines..., au détriment de la vie humaine.

De cette façon, l'éthique du capitalisme se trouve fondamentalement en contradiction avec la philosophie sociale africaine, dont l'un des traits fondamentaux est le privilège accordé à la vie humaine. C'est ce qui, dans une certaine mesure explique, entre autres, la nécessité pour les populations d'Afrique Noire, de s'opposer par tous les moyens de l'installation dans leur pays, de ce système dont la violence et la prédation constituent quelques-uns des fondements.

Comme le signale CHEIKH ANTA DIOP : « *Le capitalisme moderne, sous quelque latitude qu'on le trouve, est une exportation européenne et non le résultat d'une évolution naturelle locale. On peut donc regretter de ne pas trouver une réponse précise à ces questions dans « Le Capital »* »¹³.

Le capitalisme a effectivement surgi en Europe en raison de l'éthique particulièrement l'individualiste, reflet de l'angoisse sociale et de l'incertitude pour l'avenir : « *Une sorte de parade pour soi et pour les siens à l'égard du cruel destin. C'est donc dans une société individualiste que l'on assiste à l'hypertrophie d'un tel phénomène : ce fut le cas de l'Occident durant toute son histoire. L'individualisme indo-aryen qui remonte à la plus haute antiquité, le sentiment d'insécurité sociale qui lui est inhérent, a développé l'esprit de la lutte pour la vie, plus que partout ailleurs* »¹⁴ poursuit CHEIKH ANTA DIOP.

¹³ CHEIKH ANTA DIOP : *L'Afrique Noire précoloniale*, Ed. Présence Africaine, 1960, P.112.

¹⁴ CHEIKH ANTA DIOP, Op. Cit, P.119.:

II- LE LEURRE DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE NOIRE A TRAVERS SA « COOPERATION » AVEC L'OCCIDENT CAPITALISTE

La philosophie du système capitaliste ainsi dévoilée, il convient de rechercher la nuisance de ses effets dans le blocage du développement dans l'Afrique du Sud Sahara dans son ensemble : la domination économique de l'Afrique Noire par l'Occident s'exprime surtout à travers deux principales institutions : les sociétés monopolistes et les capitaux financiers.

En effet, parmi tous les mécanismes qui concourent à cette domination, la dépendance financière tient une bonne place, à travers la prépondérance des prêts et des investissements directs dans le financement des activités économiques de l'Afrique Noire. C'est ainsi que, les plans de développement africain, par exemple, sont financés en général à plus de 60 % par les capitaux des entreprises opérant sur le sol africain ; à savoir les entreprises commerciales, hôtelières, bancaires, industrielles ... qui relèvent en quasi-totalité des mêmes intérêts financiers.

Et, outre que cette soumission financière constitue un pillage gigantesque des ressources financières de l'Afrique Noire via les intérêts qui sont versés aux prêteurs étrangers, les énormes profits réalisés qui reviennent en Occident à travers le rapatriement des salaires démesurés des cadres et techniciens expatriés (dont on assure que certains sont payés jusqu'à 160 000 F.C.F.A.¹⁵ par jour, par les Français par exemple), assurent une forte emprise étrangère sur l'économie de l'Afrique subsaharienne.

Les capitaux occidentaux ne sont en effet prêtés et les investissements réalisés qu'en fonction des besoins et des intérêts étrangers qui contrôlent de cette façon toute l'organisation des activités économiques et l'expansion de celles-ci. En clair, cela signifie que le développement de l'Afrique Noire dépend, à la fois du point de vue de son rythme et de son ampleur, du bon vouloir des capitalistes étrangers, donc ne se fait que par référence à leurs besoins et leurs intérêts. Ce fait signifie également par contrecoup que ces activités économiques en Afrique Noire, marginalisent les besoins et intérêts des populations noires, donc leur bien-être. Il s'agit alors d'activités économiques pour l'Occident, et non pas pour l'Afrique Noire..

Ce sont également ces activités pour l'Occident, qu'assurent les entreprises commerciales, hôtelières, bancaires, industrielles, etc ... installées en Afrique Noire, et qui sont soit financées en quasi totalité par des intérêts du Nord, soit contrôlées par des capitaux de la même zone, à travers la gestion technique et technologique des circuits de commercialisation au niveau du marché mondial.

Il faut ici insister sur le contrôle commercial, qui concerne particulièrement les entreprises de production primaire pour l'exportation (sociétés d'extraction minière) ou de commercialisation de produits primaires (agricoles surtout), étant donné que le marché mondial de ces produits est fortement dominé par des acteurs occidentaux qui, on le sait, fixent unilatéralement et souverainement le prix d'achat des produits, en fonction des profits qu'ils souhaitent faire après usage de ces produits primaires, en rusant avec les quantités demandées. Ainsi que l'écrit Jean ZIEGLER : « *En 1984, l'ensemble des matières premières agricoles vendues sur le marché mondial par les pays du Tiers-Monde a rapporté un peu plus de 200 Milliards de dollars. Or, 30 Milliards seulement sont revendus aux pays producteurs : 170 Milliards ont été encaissés par les transporteurs maritimes ou aériens, les assureurs, les courtiers, les commissionnaires, les redistributeurs, qui, pratiquement tous, appartiennent aux pays du Centre* »¹⁶.

Sur le plan de la gestion administrative et technologique, l'Occident se charge de la fourniture de la main-d'oeuvre qualifiée, de spécialistes, de gestionnaires, de techniciens de tout acabit. Ce fait qui, à priori peut paraître anodin, relève en réalité d'une vaste stratégie de domination programmée, qui consiste à empêcher les Africains d'accéder intellectuellement et pratiquement aux technologies, aux méthodes d'organisation et de gestion des sociétés opérant dans leur pays. Car, on ne saurait expliquer autrement le fait que, après près de quarante ans d'application, si l'on prend la période des « *indépendances* » comme repère, la politique néo-coloniale d'assistance technique n'ait toujours pas

¹⁵ 244 Euros (deux cent quarante quatre Euros).

¹⁶ Jean ZIEGLER, *Vive le Pouvoir*, P. 18, Ed. Seuil, 1985.

produit les cadres Africains nécessaires aux entreprises en place et que l'on continue de plus belle à recourir aux « *spécialistes occidentaux* ».

Sur l'Afrique dite francophone, par exemple, Jean ZIEGLER note encore : « *La France socialiste pratique en Afrique Noire une forme de coopération technique où se mêlent intimement l'aide effective au développement et la stratégie d'asservissement, de domination et de contrôle des pays bénéficiaires. Les armées, la police des satellites sont contrôlées par des "coopérants" français. Les "coopérants" occupent les postes clés dans les ministères du Gabon, du Togo, de la République Centrafricaine. Depuis l'indépendance de 1961, la population européenne - notamment - française - a doublé à Abidjan et à Libreville ...* »¹⁷.

C'est que, à la vérité, l'assistance technique occidentale, loin d'initier les Africains, sert à les confiner, qu'ils soient hautement qualifiés ou pas, dans des tâches routinières, de façon à les écarter des activités intellectuelles de recherche scientifique et technique, afin de maintenir dans ce domaine entre autres, l'avance de l'Occident sur l'Afrique Noire, ou même d'aggraver cette avance.

Maintenir ou aggraver cette avance, est outre la recherche de rentabilité, l'un des objectifs primordiaux de l'installation en Afrique Noire des sociétés industrielles surtout, installation obéissant à un plan de délocalisation préétabli par les capitalistes occidentaux.

Les industriels occidentaux n'acceptent, en effet, en général, d'implanter en Afrique, que des industries à opérations routinières (montages d'appareils, machines, ...), des industries devenues peu rentables en Occident, des industries vieilles (le vieillissement étant jugé en fonction de la vitesse des progrès techniques réalisés en Occident), si bien que le « développement industriel » même à son état aujourd'hui pour le moins retardataire en Afrique Noire, dépend de la vitesse des progrès techniques et scientifiques en Occident, ainsi que de l'état voulu dans ce domaine par l'Occident, entre lui et l'Afrique Noire ; de cette façon, outre le fait que ces sociétés occidentales constituent une sorte de pillage de l'Afrique Noire (via les intérêts sur les capitaux, les rapatriements des profits, de salaires ...), elles servent au surplus de puissants moyens de contrôle de l'économie africaine et de sa domination par l'Occident.

Puissant moyen de contrôle et de domination de l'économie africaine est également le système monétaire qui cartellise l'Afrique Noire.

Le système monétaire de l'Afrique Noire constitue un autre des importants ressorts du blocage économique de l'Afrique Noire. Certes, parler de système monétaire peut apparaître ici impropre. Mais ce n'est qu'une impression qui ne résiste pas à la moindre analyse. Car, malgré l'apparente diversité des monnaies et zones monétaires en Afrique Noire, les mêmes intérêts et le même souci d'exploitation s'imposent à toutes : souci d'asservissement et de pillage de l'Afrique subsaharienne pour le compte des intérêts occidentaux mettant en jeu, à cet effet, les mêmes mécanismes.

Le souci d'asservissement de l'économie africaine par le biais de ce système monétaire est révélé par ses mécanismes de fonctionnement. C'est le cas, en ce qui concerne le principe qui rattache les monnaies utilisées en Afrique à des monnaies « *métropolitaines* », ce qui témoigne de l'assujettissement de toute l'économie africaine dont ces monnaies constituent le nerf. Il en est ainsi également de cet autre principe qui consiste à regrouper les ressources monétaires externes africaines (or, devises, gagnés par les "*Etats*" africains via leur commerce extérieur) en Occident, pour consacrer la confiscation de l'argent africain et le contrôle de son usage par ses "*métropoles*".

Un autre principe de ce pillage, est la centralisation des ressources monétaires africaines (or, devises) en Occident, et qui consiste pour les « *Etats* » africains, à déposer en Occident la majeure partie de leur or et de leur devises (65 % au minimum pour les territoires de la zone franc, par exemple), avec interdiction formelle de les utiliser dans leur totalité. C'est-à-dire que, de façon obligatoire, chaque « *Etat* » africain francophone doit en permanence garder un montant minimum de ses avoirs en France.

¹⁷ Jean ZIEGLER : Op. Cit., P. 50.

Ainsi, par le biais de ce principe de centralisation des réserves monétaires, les pays occidentaux extorquent aux pays africains leur argent qu'ils utilisent à leurs propres fins. C'est le même rôle que joue le mécanisme de libre transfert des fonds entre pays africains et "métropoles" occidentales au sein de leurs zones respectives.

Ce mécanisme induit le vol automatique de l'argent africain, d'un double point de vue. D'une part, le vol est opéré par le biais des surprofits rapatriés par les investisseurs « métropolitains », alors que d'autre part, il est effectué par le truchement des banques commerciales qui opèrent en Afrique Noire, et qui, en quasi-totalité, filiales des grandes sociétés bancaires occidentales, drainent vers celles-ci, les épargnes collectées en Afrique, et les mettent à la disposition des hommes d'affaires occidentaux qui s'en servent pour financer le développement de leurs pays, au détriment de celui de l'Afrique. C'est bien ce que, François MITTERRAND, alors Président de la République française reconnaissait explicitement dans son programme électoral de 1988, : « *Il n'est pas excessif d'écrire que les pauvres financent les riches puisque, tous comptes faits, on a constaté l'an dernier que les transferts financiers du Sud au Nord ont dépassé de 30 Milliards de dollars les transferts financiers inverses. Cruelle vérité : ce sont les pauvres qui nous aident* »¹⁸.

Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que la Banque Mondiale déclare que pour 1989 : « *Les populations africaines du Sud du Sahara se sont appauvries durant les deux dernières années ; que leur niveau de vie est retombé plus bas qu'avant les indépendances* ».

III- SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AFRIQUE NOIRE EN CE DEBUT DU TROISIEME MILLENAIRE

Sur l'échiquier mondial actuel où ce qui est bon pour l'Occident, est également bon pour l'Afrique Noire (parce que le premier pille la seconde), de nombreuses études présentent l'Afrique subsaharienne comme ayant accroché au train du développement. Or, sur le terrain, la situation économique et sociale des populations noires s'inscrit toujours comme un catalogue de calamités.

Aussi, les données économiques fournies aux organismes internationaux spécialisés par les dictateurs africains sur la situation de leurs « pays » respectifs pour la décennie 1990-2000¹⁹, appellent-elles de sérieuses réserves, pour des motifs relevant de deux principaux écueils qui caractérisent l'Afrique Noire sur la disponibilité des données statistiques et leur fiabilité :

a)- l'opacité sur la chose publique étant la règle d'or des dictatures prédatrices, quels que soient les efforts déployés pour collecter des statistiques fiables en Afrique Noire, ceux-ci restent vains, la production statistique étant quasi inexistante dans cette région du monde.

b)- les statistiques existantes étant généralement entachées d'insuffisances notables dues aux difficultés de collecte des données relatives aux activités dites informelles qui constituent un large pan des *économies africaines*, il subsiste des doutes sérieux quant au sens réel à accorder aux données récoltées.

Néanmoins, faute de mieux, les données disponibles (dont on est obligé de se contenter), peuvent permettre de dresser un état des lieux approximatif de la situation économique et sociale de la région pour la décennie 1990, état des lieux qui traduit les difficultés auxquelles l'Afrique Noire est confrontée depuis la décennie, à savoir, la difficulté de survie à court terme et l'hypothèque du développement à long terme.

1)- L'Afrique Noire connaît de graves problèmes de santé

La décennie 1990, révèle que l'Afrique Noire a été confrontée à de graves problèmes de santé au cours de cette période. Cela transparaît dans la baisse de l'espérance de vie qui oscille sur

¹⁸ François MITTERRAND, *Lettre à tous les Français*. P. 21.

¹⁹ Voir *Etat du Monde* de 1990 à 2000.

la période 1990-1995, entre 46,6 ans et 59,1 ans en moyenne, contre 42,7 ans et 57,8 ans sur la période 1995-2000²⁰. Cette situation est à mettre sur le compte d'une foule d'endémies qui frappent le continent noir de plein fouet, particulièrement le Sida : régression de l'espérance de vie qui atteste de l'inefficacité ou plutôt de l'absence avérée d'une politique de santé publique.

Au-delà de cette chute, les données mettent en évidence la permanence de graves problèmes tels que la faiblesse du niveau moyen de l'espérance de vie à la naissance (autour de 50 ans environ), qui montre qu'il s'agit là d'une défaillance de longue période. Il apparaît ainsi à l'évidence que le continent ne dispose pas d'une politique de Santé Publique ; c'est-à-dire, comme si sur le long terme, il ne veut apporter aucune solutions au problème de la santé de ses populations.

Ces observations sur l'espérance de vie à la naissance, sont renforcées par celles relatives à la mortalité infantile qui est restée stable à un niveau élevé sur la décennie 1990-2000, s'échelonnant en moyenne de 68,6 ‰ à 121 ‰ sur la période 1990-1995, et de 66,3 ‰ à 119 ‰ sur la période 1995-2000.

Il va de soi que ces problèmes de santé constituent un lourd handicap, un frein même, au développement à long terme de l'Afrique du Sud du Sahara, la morbidité freinant l'activité économique des individus, et la brièveté de la vie (faiblesse de l'espérance de vie) les enlevant avant qu'ils aient eu le temps de donner le maximum de leur rendement. Brièveté de la vie qui contraint par ailleurs les vivants à se détourner du Futur et à se cantonner dans le Présent. En conséquence de quoi, on investit peu ou pas du tout, on projette peu ou pas du tout, toutes attitudes contraires aux exigences du développement.

2)- L'Afrique Noire présente une préjudiciable faiblesse en Capital humain.

Une autre caractéristique de l'Afrique Noire aujourd'hui, c'est d'être minée par un taux d'analphabétisme particulièrement élevé qui est de 33,6 % à 65,1 % en moyenne au début des années 1990, pour s'échelonner de 25,7 % à 57,7 % vers la fin de la décennie. De même, le taux de scolarisation des jeunes de 12 à 17 ans reste faible, se situant entre 29 % et 60,9 % en moyenne au début des années 1990 et entre 34 % et 53,7 % à la fin de la décennie. De surcroît, il est à noter une régression du taux de scolarisation vers la fin de la décennie : le taux de scolarisation le plus élevé, observé en 1990-1991, de 60,9 % tombe à 53,7 % en 1997-2000.

Enfin, la part du Produit Intérieur Brut (P.I.B.) consacré aux dépenses d'éducation dans les divers *Etats*, reste faible et a augmenté seulement peu sur la décennie : en moyenne, elle se situe entre 2,1 % et 6,58 % au début des années 1990 et entre 2,6 % et 6,6% à la fin de la décennie.

Ces données attestent d'une évidence forte : en dépit d'une propagande savamment orchestrée par les dictateurs africains et leurs protecteurs occidentaux, Français surtout, l'Afrique Noire est condamnée à demeurer sous-développée pendant très longtemps encore. Car, il est clairement établi maintenant (voir les théories récentes de capital humain) que les nations les plus performantes à long terme, sont aussi celles qui disposent aujourd'hui des hommes les mieux formés (ce qui est le cadet des soucis des dictateurs africains). L'absence (ou la faiblesse) de politique de formation et d'éducation adéquate reste donc un des principaux goulots d'étranglement du développement de l'Afrique Noire.

3)- L'Afrique Noire affiche des performances économiques médiocres.

Au plan démographique, l'Afrique Noire connaît une décélération sur la décennie 1990. Le taux de croissance annuelle de la population a diminué, passant d'une moyenne allant de 2,64 % à 3,38 % sur la période 1990-1995 à une moyenne se situant entre 1,88 % et 2,81 % sur la période 1995-2000.

Cette baisse sensible du taux de croissance démographique est à mettre en liaison avec les graves problèmes de santé signalés plus haut.

²⁰ Voir Annexe et Tableau ci-joint.

Bien entendu, cette réduction de la croissance démographique ne pouvait, en aucune façon, déboucher sur la moindre amélioration des conditions de vie des populations africaines, tant les performances économiques de cette région étaient médiocres.

En effet, le taux de croissance annuelle du Produit Intérieur Brut (P.I.B.) de l'Afrique du Sud-Sahara, est resté très faible, et même le plus souvent, négatif sur la période 1985-1992, puis 1987-1997. Les taux moyens allant de -0,27 % à 5,3 % sur la première période, contre -0,14 % à 7,2 % sur la seconde période.

Dès lors, il n'y a plus aucun doute sur l'inefficacité des politiques d'Ajustement Structurel imposées à l'Afrique Noire dans les années 1980, par les Institutions de Bretton Woods. Par ailleurs, même si le niveau moyen du revenu, par tête d'habitant a progressé sur la décennie, il reste très faible : le Produit Intérieur Brut (P.I.B.) annuel moyen par tête d'habitant se situant entre 235 et 1416 dollars américains en 1992 et entre 878,6 et 2897,1 dollars américains en 1997.

Ce très faible niveau moyen du revenu par tête, révèle les performances économiques médiocres de l'Afrique Noire sur le long terme, et atteste des difficultés économiques réelles des populations dont les besoins les plus élémentaires ne sont visiblement pas satisfaits.

Enfin, il faut mentionner la part relativement élevée du service de la dette dans les exportations. Elle s'échelonne de 7,8 % à 36 % en 1992, et de 9,6 % à 34,6 % entre 1995 et 1997. Ainsi, sur cette dernière période, sur 15 euros d'exportation, certains pays africains devaient réserver de 5 à 6 euros environ pour assurer le service de la dette, ce qui témoigne d'un endettement particulièrement lourd qui, au regard des déprédations auxquelles les dictateurs africains soumettent le continent, n'est pas près d'être résorbé.

De façon certaine, les populations d'Afrique Noire s'installent aujourd'hui dans le Troisième Millénaire dans des conditions beaucoup plus difficiles que celles qu'elles ont connues au siècle dernier.

IV- L'ORGANISATION ECONOMIQUE DANS L'AFRIQUE PRECONOLIALE

Tous les textes anciens situent le début de la civilisation à l'âge végétarien de l'homme. Révolution végétarienne qui a permis à l'espèce humaine de se fixer peu à peu, et d'accroître démographiquement. Ainsi, l'homme pouvait-il commencer à disposer du temps nécessaire pour organiser sa vie économique, orienter une partie de ses efforts vers la réflexion, le façonnage des premiers outils, etc... Et, c'est en Afrique, chez l'homme Noir, que cette révolution a pris le départ.

A)- LA VISION COSMOGONIQUE DE L'ECONOMIE DANS LE MONDE AFRICAIN ? UNE PHILOSOPHIE DU SACRE.

A chacune des civilisations qu'il vit, l'homme voit s'opérer dans son existence, une véritable révolution. C'est ainsi que la vie menée par le paysan du néolithique, par exemple, différa considérablement de celle de son ancêtre du Pléistocène. Selon certains auteurs, il convient d'attribuer cette dissemblance à des aspects fondamentaux plus importants que ceux qui pourraient séparer aujourd'hui un paysan d'un pays industrialisé ou du tiers-monde, de leurs lointains prédécesseurs du néolithique.

La révolution domestique sociale qui accompagna le nouveau mode de vie dans une ferme, un hameau ou un village installés de façon plus ou moins permanente, serait sans doute à l'origine de ce contraste. D'autant que la première révolution psychologique importante qui s'opéra en l'homme, fut celle qui intervint au moment où, à des sensations fortes et à l'incertitude, il substitua un travail routinier dont la logique, dans une certaine mesure, fut qu'il s'astreignit à une stabilité exigeant de lui une discipline rigoureuse et une organisation intransigeante : l'élevage des animaux pour la reproduction des espèces domestiques et la production du lait, ou la conservation de la semence des céréales pour la récolte suivante ; c'étaient là, sans doute, des obligations au regard desquelles la prévoyance de la chasse dans la fabrication des outils et dans la pose des pièges, était plus qu'insignifiante.

Le premier néolithique était ainsi rivé à sa terre où il avait capitalisé ses semences dont il lui fallait attendre les fruits, vivant ainsi dans la certitude relative de pouvoir jouir de son investissement et de disposer d'une nourriture suffisante pendant les mauvaises saisons. Aussi, pour la première fois peut-être dans son existence, l'homme sacrifiait sa liberté, en vue de s'assurer une vie plus sécurisante. Le sol devenait sa première chaîne, en même temps qu'il était la réserve principale de sa subsistance : la terre nourricière.

Cette terre qui, pour le monde négro-africain est symbole de fécondité et de régénération. Géométricité de l'accroissement de l'agriculture, la terre, *terra mater*, est source de vie. Elle est identification à la Mère. C'est partant de cette symbolique que, les Dogons, par exemple, se la représentent comme une femme étendue sur le dos, la tête au Nord, les pieds au Sud ; son sexe, une fourmilière, symbole de l'énergie circulant dans les entrailles de la terre, prête à se manifester sous forme de source²¹, son clitoris, une termitière, symbole chez les Bambaras et les mêmes Dogons, notamment, de la puissance solitaire et mystérieuse²². Ce qui, dans le monde noir, donne à la terre toute sa dimension sacrée.

Aussi, est-ce à juste raison, bien qu'avec un grand nombre de défauts d'ensemble, que l'observation de LAVIOSA ZAMBOTTI peut être prise en considération, lorsqu'il écrit, sur l'activité agricole négro-égyptienne : « *La compénétration entre activité matérielle (maintenant agricole) et monde magico-religieux n'est donc pas moins intime à cette époque qu'elle ne l'avait été dans la sphère des chasseurs. Le sentiment du magique et du surnaturel continue d'intervenir dans tous les développements de l'activité quotidienne la plus élémentaire. D'où la nécessité de provoquer par des rites apotropaïques, des exorcismes et des incantations, la faveur des forces mystérieuses qui président à ces actions. C'est encore un acte religieux qu'accomplit la femme en préparant des boissons fermentées, fruit de laborieuses manipulations d'herbes, de fruits, de semences, etc... Les déesses magiciennes, qui composent des filtres, des narcotiques, des remèdes végétaux symbolisent à souhait la grande importance de cette industrie féminine dans le monde agricole méditerranéen. Il suffit de penser, en outre, à l'importance que la civilisation agricole attache aux rites magiques de la fécondité du sol pour mesurer le rôle et le prestige qui ont dû déchoir à ses prêtres et prêtresses, expression évoluée des sorciers primitifs et des magiciennes en vogue dans les premières communautés rurales* »²³

B)- L'ECONOMIE AFRICAINE : UNE PHILOSOPHIE COLLECTIVISTE

Pour de nombreux auteurs, occidentaux notamment, la sédentarisation de l'homme agriculteur fut la naissance de la propriété privée. Cette thèse abusivement inductive mérite plus ample analyse.

a)- LA NOTION D'ECONOMIE DANS L'AFRIQUE NOIRE PRECOLONIALE

Même aujourd'hui, au début du XXIème siècle, il existe dans le monde, des sociétés dont la culture est antinomique à la propriété privée, telle que celle-ci est perçue en Occident. Aussi, serait-il plus rationnel d'affirmer que la propriété privée, telle qu'elle manifeste ses effets dans les sociétés modernes dites libérales, est une caractéristique occidentale dont les collectivités fonctionnent sur la base de la devise culturelle du *chacun pour soi, Dieu pour tous*, contrairement à celle de l'Afrique Noire précoloniale par exemple, fondée sur la loi de *tous pour un, un pour tous* : l'individu indissociable de la collectivité, la collectivité indissociable de l'individu.

C'est ainsi que, dans la réalité de l'Afrique précoloniale, et même aujourd'hui, dans une certaine mesure, dans certaines campagnes africaines, les terres arables étaient ou sont biens de la

²¹ J. CHEVALLIER et A. CEHEERBRANT, *Dictionnaire des symboles*, P.462.

²² J. CHEVALLIER et A. CEHEERBRANT, *Dictionnaire des symboles*, P. 940.

²³ P. LAVIOSA ZAMBOTTI, *Les origines et le diffusion de la civilisation*, Ed. Payot, Paris, 1949, P. 182 et 190.

collectivité, et leur mise en culture était et est effectuée collectivement ou affectée à des clans ou à des familles. Une redistribution des champs s'opérait après chaque période de grandes récoltes. Les champs alloués à chaque famille étaient éparpillés afin d'éviter les injustices liées à la répartition des meilleures terres.

Selon toute vraisemblance, les pâturages eux-mêmes étaient communs ; de même que la propriété de grands troupeaux était collective dans les communautés pastorales.

Du reste, il est courant d'observer que chez les peuples non-occidentaux, africains notamment, la terre en friche ou non, est propriété de la communauté. Et même si, celle en friche, reconnue propriété du clan, était affectée à une famille qui en était responsable, elle demeurait toujours propriété du clan. Elle lui revenait également si la famille chargée de la mettre en culture venait à disparaître.

Dans la pensée économique occidentale, une telle affectation suggère que le fait que la terre soit attribuée à la famille, renforce avec égocentrisme ses liens propres, au détriment du clan.

Cette démarche est celle suivie à peu près par J. HURAUULT qui, s'agissant du système agraire bamiléké, écrit : « *Il est permis de penser que le système social si particulier des Bamilékés, sur lequel leur structure agraire repose directement, et notamment le principe de l'héritier unique de la concession, ne se maintiendrait pas s'ils venaient à migrer en masse hors de leur pays actuel...* ». Or, dans la suite de son développement, J. HURAUULT introduit une contradiction qui n'est pas des moindres, en suggérant : « *Ce système social ne doit cependant pas être considéré comme inspiré par les conditions du milieu ; c'est une création originale, dont il ne faut pas chercher l'origine ailleurs que dans les croyances religieuses* »²⁴.

Les affirmations de J. HURAUULT sont dès lors peu édifiantes. Car, même dans les collectivités où la méthode de travail de la terre relève d'affectations précises, cette particularité ne va pas plus loin que ne le permet le substrat culturel.

C'est par conséquent à tort, sinon par outrancière induction, que certains auteurs se livrent à des affabulations académiques sur le fondement, dans la société africaine précoloniale prise globalement, de la propriété sur la famille, étroite ou étendue, ou sur tout autre groupe de parenté autre que la collectivité dans son ensemble.

De nombreuses données, chez certains groupes africains, prouvent encore de manière irréfutable que la propriété relève exclusivement de la collectivité tout entière. Dans plusieurs régions de l'Afrique actuelle il existe encore un système qui fait que, en dépit de l'entretien de la terre et ses fruits par une famille, la jouissance des produits revient à toute la collectivité, sans besoin d'aménagements particuliers.

Il est par conséquent erroné d'universaliser la thèse selon laquelle - comme le suggèrent certains auteurs -, la durée du travail en champs clos et le fait d'habiter dans une hutte familiale, encouragent l'individualisme et renforce le goût pour la propriété privée. Il est vrai qu'en Afrique aujourd'hui, de redoutables clans de mandarins autochtones, préparés par l'Occident, pillent, s'approprient et affament nos populations. Mais se livrer à l'analyse de l'Afrique à travers ces bandes de mandrins, installés dans des palais, relève de l'ineptie. Tant il est aisé de vérifier par des investigations solides, que dans les sociétés africaines, avant leur invasion par l'Occident, même si des choses particulières comme les arbres fruitiers étaient possédés par des individus, elles ne l'étaient qu'au sens strict de l'usufruit, la nue-propriété revenant à la collectivité tout entière. Quant à la propriété privée de la terre, elle était tout simplement inimaginable.

Cette non-appropriation privée de la terre était tellement évidente que, même un roi africain, aussi puissant fût-il, était pénétré de cette vérité quasi religieuse que la terre ne lui appartenait pas et ne pouvait pas lui appartenir.

En effet, en accédant au trône, le roi africain recevait en dépôt la terre qui constituait son royaume. Et comme le souligne si pertinemment CHEIKH ANTA DIOP : « *Il ne le vend jamais* (le sol, il

²⁴ J. HURAUULT, *La structure sociale des Bamiléké*, Ed. Mouton et C^o, Paris, 1962, P.20.

n'oserait pas le faire pour des raisons religieuses, il en accorde seulement l'usufruit... La vente de la terre, au sens propre du terme, semble inconnue en Afrique précoloniale traditionnelle. On peut aller plus loin et remarquer, qu'à vrai dire, le problème du sol semble n'avoir pas existé en Afrique. Au lieu que ce dernier constitue une richesse inaccessible à certaines catégories sociales, il est à la porte de tout le monde ; il n'est point besoin d'aliéner sa liberté, comme le serf attaché à la glèbe, pour en user, pour le « posséder ». L'esclave a son lopin de terre ; l'inconnu qui vient d'arriver ce matin au village aura aussi le sien. Un mouvement d'expropriation comme celui que connut l'Europe au XVIème siècle est impensable dans l'histoire de l'Afrique précoloniale. C'est peut-être l'étendue énorme des terres cultivables qui a mis l'Afrique à l'abri de ce problème social. L'Afrique n'a donc pas connu ce capitaliste campagnard qu'est le fermier intermédiaire, entre le véritable possesseur du sol et le salarié agricole exproprié »²⁵.

L'homme africain était ainsi enraciné dans un environnement philosophico-économique qui concourait tant à l'épanouissement de chacun de ses membres qu'à celui de la collectivité tout entière.

Il apparaît ainsi que toute pensée économique est sous-tendue par une philosophie. Celle-ci peut être, soit fondée sur le destin solitaire de l'Homme pris comme individu dans la société, soit comme destin collectif de l'homme pris comme somme d'individus intégrés dans une unité synthétique et dynamique.

La société africaine précoloniale semble avoir reposé sur cette symbiose collectivité-individu, individu-collectivité.

C'est bien ce que souligne avec pertinence, le Colloque de Cotonou sur « *Les Religions Africaines* », : « *Les différences entre l'art de vivre des Occidentaux et celui des Africains peuvent sans doute être mieux situées... Pour l'Occidental, le projet majeur est celui de la mainmise et de la transformation du monde, même s'ils n'en a pas encore les moyens techniques. Pour l'Africain, le projet majeur est celui de la vie en harmonie avec les hommes et avec la nature, même s'il est engagé dans une œuvre moderne de transformation. Tout en manifestant un certain individualisme, il se détache mal du milieu humain ou naturel dans lequel il s'insère* »²⁶.

A l'évidence, la société précoloniale africaine se résume en une somme d'individus indistincts, évoluant dans un environnement social sécurisant, castrateur de cet esprit de lutte permanente pour la vie, que l'on rencontre chez l'homme occidental. Aussi, n'est-il point surprenant que, dans le domaine économique comme dans la quasi-totalité de toutes les activités sociales, la collectivité soit régulatrice des mécanismes y afférents.

A travers sa philosophie fondamentale, l'économie de l'Afrique précoloniale n'était pas exclusivement régie, sur le plan des moyens de production, d'accumulation et d'écoulement, par une minorité sociale possédant et accumulant ces moyens à son bénéfice exclusif. Pas plus qu'elle ne place en face de ces possédants, une masse d'expropriés, prolétaires acculés à vendre leur force de travail pour survivre. Cette absence d'antagonisme entre « possédants » et « dépossédés », est indubitablement à rattacher à cette philosophie africaine, observée chez les Serer, par exemple, et dont Henri GAVRAND dit : « *Les « modèles psychologiques » traditionnels, les représentations religieuses et tout un ensemble de pratiques semblent destinés à mettre en communion avec cette réalité invisible, qui est, au fond, le véritable univers, parce que ce monde est perçu comme tutélaire, favorable, à condition de respecter un certain nombre de règles...* »²⁷.

Parmi ces règles, on peut relever quoi qu'avec quelques nuances diffuses, le niveau de vie presque harmonisé des populations dans diverses collectivités. C'est ainsi que Jacques MAQUET peut écrire au sujet d'une communauté Bomba en Afrique Centrale : « *Dans ce dernier cas, l'autorité*

²⁵ CHEIKH ANTA DIOP, *L'Afrique Noire Précoloniale*, Ed. Présence Africaine, Paris, 1960, P.111-114.

²⁶ Hervé GRAVAND, *Les religions africaines traditionnelles source de civilisation spirituelle* in *Colloque sur les Religions Africaines*, Cotonou, 16-22 Août 1970, Ed. Présence Africaine, P.88.

²⁷ Hervé GRAVAND, Op. Cit., P.92.

sur les membres du lignage et ceux qui y sont assimilés appartient à l'homme le plus âgé qui représente l'ancêtre commun ; elle est de type paternel, ne recourt pas à la contrainte par la force et ne réclame pas de redevances au profit du patriarche. Celui-ci n'est d'ailleurs pas un homme riche qui peut se dispenser de travailler la terre pour vivre »²⁸.

Certes, cette forme d'organisation n'était pas en vigueur sur l'ensemble du territoire africain. L'Empereur de Ghana, par exemple, disposait d'un trésor royal garni en blocs et en pièces d'or ; en outre, ses greniers regorgeaient de céréales et de produits fabriqués accumulés sous forme d'impôts. Mais toutes ces redevances, du reste prélevées en fonction de la richesse individuelle, n'allèrent pas jusqu'à créer là où elles étaient appliquées, des situations de désespoir des masses, telles qu'elles le seront en Europe à la fin du XV^{ème} siècle et au XVI^{ème} siècle.

CHEIKH ANTA DIOP suggère que : « C'est le collectivisme africain, la sécurité matérielle et morale qui en découle pour chaque individu, qui rend inutile, presque superflue l'accumulation de richesses excessives..., la thésaurisation, l'usure, toutes les formes de concentration excessive de biens par l'individu, n'est que le reflet de l'angoisse sociale, l'incertitude pour le lendemain, une sorte de parade pour soi et les siens à l'égard du cruel destin. C'est donc dans une société individualiste que l'on assiste à l'hypertrophie d'un tel phénomène : ce fut le cas de l'Occident durant toute son histoire. L'individualisme indo-aryen qui remonte à la plus haute antiquité, le sentiment d'insécurité sociale qui lui est inhérent, a développé l'esprit de la lutte pour la vie, plus que partout ailleurs. Lorsqu'on écrira l'histoire des sociétés, on s'apercevra que, de l'époque égéenne à nos jours, celle des Européens est la plus dure, la plus rude, la moins clémente, pour l'individu forcé, condamné à la lutte constante ou à la disparition »²⁹

En outre, ajoute CHEIKH ANTA DIOP, : «Evidemment, la division du travail reflétée par le système des castes ne permettait pas de fabriquer tout ce dont on avait besoin : on ne pouvait se livrer qu'au travail artisanal permis par la caste. Pour tout le reste, il fallait se pourvoir sur le marché, quelquefois par échéance et, en général, par un véritable achat avec monnaie. Le système qui empêchait de concurrencer autrui dans sa profession correspondait à un véritable monopole : chaque caste monopolise une activité économique et la tradition ratifie. On trouve le même état d'esprit dans les corporations européennes du Moyen-Age. Il semble toutefois que l'on ne soit pas allé jusqu'à la formation d'associations professionnelles pour la défense des intérêts du groupe : la tradition vécue suffisait largement comme garantie. Donc, point de divorce entre l'industrie domestique et l'agriculteur, divorce nécessaire à l'enfantement du capitalisme »³⁰.

J.C. PAUVERT écrit par ailleurs sur la notion du travail chez l'Africain, : « Dans ce milieu, il faut considérer le travail dans ses rapports avec l'institution de base : la famille ; la parenté est traditionnellement à la base de toute activité économique et la notion de productivité individuelle est encore confuse à ce stade, ; le travail est un service qui se rend, s'échange, s'évalue dans le cadre de l'organisation familiale. Dans cette économie formée, l'individu produit toujours pour son groupe, et le plus souvent avec son aide. Ce groupe est naturellement plus ou moins restreint... La notion de travail ne se forme pas seulement dans cette perspective (collective chez les Fang) économique et sociale, les conceptions religieuses y ont également leur part. Car la technique est intimement liée au rite et à la prière ; du fait que la production est essentiellement collective, la représentation et les croyances collectives lui sont liées »³¹.

V- L'HOMME AFRICAIN AU CENTRE DU DEVELOPPEMENT DE SON CONTINENT: LES FONDEMENTS D'UN DEVELOPPEMENT ENDOGENE DE L'AFRIQUE NOIRE

Les proclamations péremptoires d'un modèle universel de développement manquent totalement de relativisme, le modèle du développement économique de l'Occident, n'étant en réalité

²⁸ Jacques MAQUET, *Les Civilisations Noires*, Ed. Marabout Université, P.141.

²⁹ CHEIKH ANTA DIOP, Op. Cit., P.120.

³⁰ CHEIKH ANTA DIOP, Op. Cit., P.113.

³¹ J.C. PAUVERT, *Le travail en Afrique Noire*, P. 97 et 99.

que le fruit d'une somme de conditions propres au monde occidental, et ne pouvant mener l'Afrique Noire qu'à un échec chronique de son développement.

De façon effarante, l'Afrique Noire offre aujourd'hui le contraste d'être le plus riche dépôt mondial de ressources naturelles minières, énergétiques et agricoles, en même temps que le point de fixation chronique de la misère et de l'indigence les plus insupportables. Contradiction qui résulte tout naturellement de la logique de la rupture de continuité dans l'évolution du Continent Noir, et de sa mise au pas esclavagiste par l'Occident capitaliste. Conséquence de la froide construction logique des impérialistes générateurs de régression et du racisme plus ou moins virulent, plus ou moins hypocrite dont des Noirs sont victimes dans le monde, y compris dans leur propre pays. L'Afrique néocolonisée apparaît ainsi dans sa transparence : ni volonté, ni moyen, encore moins l'amorce de la moindre dignité d'engager la lutte pour sa survie.

Il est certain que dans le cas où il serait admis que le sous-développement actuel de l'Afrique Noire n'est qu'un simple retard dans la voie du développement de type occidental, capitaliste par conséquent, cette démarche entérinerait l'idée qu'il n'existe qu'un modèle universel de développement constitué de zones avancées (les pays industriels d'occident notamment) et de zones arriérées (les pays non industriels dont l'Afrique Noire entre autres). Partant, que les progrès des premières entraîneront nécessairement ceux des secondes ; progrès que véhiculeraient ici des éléments ayant fait leurs preuves là-bas (schémas théoriques, techniques, technologiques) dans le cadre des relations *d'humanisme et de solidarité* entre les deux zones : relations commerciales, d'assistance scientifique, technique, financière ...

Or, un simple regard sur la réalité des relations entre le *Nord* et le *Sud*, autorise de rejeter une telle théorie dont on sait largement qu'elle demeure aux antipodes de la pratique internationale essentiellement régie par la violence et les prédatons de l'Occident sur le reste du Monde. Sur l'Afrique Noire notamment. Une stratégie qui, à l'agression directe d'hier, voit se substituer aujourd'hui une neutralisation feutrée de ses populations. Ainsi l'Homme africain est-il transformé en spectateur du destin de notre continent.

Dans toutes les sociétés, le facteur humain est non seulement le principal agent, mais également le levier de l'essor économique, comme le démontre si judicieusement l'exemple de la révolution industrielle de l'Europe au XVIIIème siècle. Or, dans la plupart des *Etats-Villages* néocoloniaux d'Afrique Noire, la mafia politico-affairiste locale a érigé le non-emploi en système, irresponsabilisant du même coup le facteur humain qui est devenu simple spectateur économique, politique, militaire et culturel de son pays et du monde.

A court terme, l'impératif de survie de l'Afrique, exige que le niveau de bien-être global de nos populations soit rapidement porté à un seuil minimum de subsistance (UO), en deçà duquel le continent se trouve aujourd'hui. Enfin, ce seuil (UO) peut être défini comme celui où notre communauté sera en mesure :

1°- de s'auto-défendre,

2°- d'assurer à chacun de ses membres, ses besoins essentiels en nourriture, habillement, logement, santé, éducation.

La régression économique, sociale et culturelle généralisée que connaît actuellement l'Afrique Noire, ainsi que sa domination militaire, politique, économique et culturelle actuelle par des puissances étrangères, suffisent à démontrer que notre continent est encore largement en-dessous du seuil minimum de son bien-être.

L'un des enseignements principaux de la fonction de développement (fonction d'utilité collective), eu égard à la réalisation du bien-être de nos populations, c'est que c'est l'Homme africain qui devra être au centre de ce processus du développement de l'Afrique Noire, qui ne pourra se faire que par référence à ses besoins et intérêts. Ce qui implique automatiquement qu'il en soit le principal acteur. Celui qui fournira les efforts physiques quantitatifs et qualitatifs, de même que les efforts spirituels nécessaires à la production de son bien-être.

Par son ingéniosité, son inventivité, son esprit d'innovation, l'Homme africain doit concevoir, produire les éléments nécessaires à son développement ou alors savoir les adapter à ses besoins et intérêts lorsqu'il les emprunte ailleurs. C'est dans cette optique que l'investissement spirituel (la recherche), doit être le principal levier de ce développement. Développement qui, bien évidemment, impliquera les efforts de tout notre peuple : l'expérience, l'observation, le savoir-faire pratique des ouvriers, des artisans, des paysans, des vrais intellectuels, à tous les niveaux et dans tous les domaines.

L'essor économique et social des pays industrialisés occidentaux, par exemple, ne s'est pas produit sous l'effet d'éléments formés par d'autres contrées, mais résulte d'une évolution endogène liée aux conditions socioculturelles et physiques du milieu ambiant occidental. Dans ces conditions, l'Occident n'a pas suivi une voie de développement diffusionniste, mais endogène, ne reposant originellement que sur des éléments (éthique sociale, technologie) impliqués par l'existence sociale occidentale elle-même comme réponse au défi du milieu ambiant. De telle sorte que les résultats produits par ces éléments en Occident, ne sont que le fruit d'une adéquation particulière entre eux et les conditions physiques et ethniques du monde ambiant.

D'autre part, outre les sciences mathématiques, physiques, médicales, dérobés par lui en Egypte nègre ³², l'Occident, dans la phase principale de son développement, a largement bénéficié d'une énergie gratuite et abondante : les razzias de centaines de millions d'Africains enchaînés au développement de son écosystème ³³.

On présente souvent le Japon comme une réussite du modèle occidental de développement. C'est là un raccourci totalement erroné. Car, en réalité, le Japon a suivi une voie de développement endogène, reposant sur une politique d'indépendance politique, économique, culturelle et militaire, menée depuis le 18ème siècle. Sur le plan militaire, jusqu'à la seconde guerre mondiale, le Japon a accordé la priorité à l'expansion militaire. Sur le plan politique, économique et culturel, il faut souligner que, dès le XVIIIème siècle, se sentant convoité par l'Occident, le Japon prit des mesures pour limiter à deux par an, le nombre des escales commerciales des navires hollandais sur ses côtes, interdisant même aux marchands hollandais de transporter sur eux pendant ces escales, Bibles et armes, mais les obligeant à lui apporter des livres de médecine et techniques dans l'étude desquels se lançaient les intellectuels japonais.

Le Japon a ainsi évité l'épreuve de la colonisation. Economiquement aussi, le pays est resté maître de lui-même, son économie n'ayant jamais été partagée par les firmes occidentales. A la différence des pays africains actuels, le Japon n'a jamais été sous-développé, son développement s'étant fait par une industrialisation financée dans un premier temps par l'agriculture et plus tard par les conquêtes en Corée et en Chine. En somme, le processus de développement du Japon n'est en rien différent de celui de l'Occident : à son centre se trouve l'homme Japonais, imprégné de la culture japonaise, qui a toujours su convertir dans l'optique de ses besoins et intérêts, les éléments empruntés ailleurs.

Il s'agit par conséquent pour l'Afrique Noire, de s'engager dans un processus de développement autocentré dont deux enseignements nouveaux doivent être tirés par les Africains : le premier étant qu'il ne saurait y avoir de développement sans indépendance militaire, politique, économique et culturelle ; le second que le développement ne saurait être possible sans une militarisation garantissant l'autodéfense du continent.

Dans ces conditions, le développement de l'Afrique Noire devant être centré sur les intérêts des Africains, il est nécessaire que soit remodelée la personnalité africaine. Aussi, dans le cadre de son efficacité, le développement de notre continent devra s'opérer avec la

³² Les Egyptiens, donc les Noirs, inventèrent la Géométrie pour résoudre les problèmes du partage des terres cultivables qui se posait aux paysans, et le Calendrier pour résoudre le problème alors posé par les crues du Nil.

³³ Le plus terrible drame de l'Humanité depuis des millénaires, et qui n'arrête pas de continuer insidieusement à se profiler en Afrique Noire, à travers la politique mise sur pied par la bourgeoisie néo-négrière et fascisante occidentale et ses vassaux africains. Les Noirs, où qu'ils se trouvent aujourd'hui, ne doivent jamais oublier et perdre de vue le projet occidental sur la race noire.

puissance d'une REVOLUTION CULTURELLE débarrassant à JAMAIS l'Afrique Noire des séquelles de l'enseignement colonial et néocolonial, aussi bien que des vices de l'actuelle philosophie sociale trop complaisante et non adaptée à l'environnement international belliciste.

CONCLUSION

En conclusion, seule cette adaptation, entre autres, pourra engendrer une personnalité africaine à même d'être le promoteur d'un développement devant faire de l'Afrique Noire une puissance moderne. Dans cette perspective, il va s'en dire que l'Afrique Noire devra s'engager dans un développement endogène impulsé essentiellement par l'industrie, grâce à la LIBERTE que ses populations auront acquises au prix de hautes luttes morales, physiques et spirituelles.

Alors, même si la nécessité de dépassement de certains carcans traditionnels dans notre monde dominé par les "*loups*" ne doit pas, pour la survie culturelle de l'Afrique Noire, conduire à l'abandon de son esprit communautaire, la réalité internationale appelle à la maîtrise de certains excès.

C'est dire que la rupture avec cette politique économique actuelle doit reposer essentiellement sur le choix de technologies les plus performantes et les plus avancées, seules capables de lutter contre la régression développementale de notre continent, assise des voleries de nos richesses. Il s'agit donc d'asseoir les bases de la recherche fondamentale et appliquée dense et diversifiée, alliée à une transformation professionnelle adéquate d'accompagnement, le tout impulsé par une gestion saine et transparente avec le souci rigoureux d'éviter le moindre gaspillage, refus de toute tentation d'impérialisme, de la part des autres comme de l'Afrique elle-même qui, avertie des crimes internationaux qui ont été jusqu'ici son lot, pourra engager l'Humanité dans la voie de la PAIX et de la construction d'un monde diamétralement opposé à celui qu'offrent aujourd'hui la FORCE BRUTALE, la RAPINE et l'INJUSTICE contraires à la FRATERNITE.

Atelier UBUNTU et ECONOMIE

Animé par BWEMBA-BONG

Rapporteur : Alex OWONA

Alexandre Owona est Représentant Permanent de la JECI à l'ONU et auprès des Organisations Internationales à Genève, Actuel Coordinateur de la Jeunesse africaine pour le suivi de la Conférence Mondiale contre le Racisme(WCAR).Ancien Coordinateur des ONG Africaines pour la WCAR (World Conference against Racism, Racial Discrimination and Related Intolerance), Ancien Membre du Comité international de la Jeunesse avec l'ONU.

Nous avons de commun accord reparti notre travail en trois parties :

- 1 – Exposé introductif de Mr Bwemba-Bong
- 2 – Echange interactif des participants { Commentaires et questions réponses}
- 3 – Conclusions et recommandations

Dans son exposé d'introduction faisant suite a son intervention de la matinée sur « l'UBUNTU ET L'ECONOMIE », Mr Bwemba-Bong dans sa synthèse a présenté brièvement le capitalisme et la situation actuelle de l'Afrique. Il a fait valoir les circonstances de la naissance et du développement du capitalisme actuel qui a pour fondement principal la recherche exclusive du profit sans état d'ame.

Ainsi, la valeur morale du capitalisme, en considérant sa théorie, a pour finalité le «Gain Maximum » ce qui ne peut se concevoir que dans un cadre de libre échange et de libre concurrence. Ce principe n'a pour signification que le libre jeu des forces économiques. Ce libre échange ne procure un maximum de satisfaction, voir d'utilité que pour une catégorie sociale bien précise : Celle « des plus forts » quel que soit le domaine ou il agit. Mr Bwemba-Bong a dit que, ayant

comme axe central le principe de la « sélection naturelle », la philosophie du capitalisme est celle du (QMG) « Que le Meilleur Gagne » ou du « Que le fort écrase le faible ». Le capitalisme se révèle ainsi, comme régi par son « psychisme » par la loi de la Jungle. Aucune place n'étant donnée a la vie humaine : tout étant pour le gain maximum qui en est l'unique finalité. Il a dans son intervention cite de nombreux auteurs et particulièrement CHEIKH ANTA DIOP « Le capitalisme moderne, sous quelque latitude qu'on le trouve, est une exportation Européenne et non le résultat d'une évolution naturelle locale.... Une sorte de parade pour soi et pour les siens a l'égard du cruel destin ».

Il est clair qu'avec cette philosophie du capitalisme, l'Afrique a son état actuel, ne peut et ne pourra se développer.

Il a également présenté l'état de l'Afrique en face du capitalisme et particulièrement de l'Afrique noire partie du continent dit « très pauvre » et le plus endetté, qui ploie sous le poids d'une dette énorme et dont il n'est pas évident de s'en sortir au rythme actuel.

Selon Mr Bwemba-Bong, la domination de l'Afrique noire par l'occident a travers son capitalisme s'exprime surtout a travers deux principales institutions : les sociétés monopolistiques et les capitaux financiers. Parmi tous les mécanismes qui concourent a cette domination, la dépendance financière tient une bonne place, a travers la prépondérance des prêts et des investissements directs dans le financement des activités économiques de l'Afrique noire. Il a souligné que cette soumission financière constitue un pillage gigantesque des ressources financières de l'Afrique Noire via les intérêts qui reviennent en occident a travers le rapatriement des salaires démesurés des cadres et techniciens expatriés qui assurent une forte emprise sur l'économie Subsaharienne. Les capitaux occidentaux ne sont en effet prêtés et les investissements réalisés qu'en fonction des besoins et des intérêts étrangers qui contrôlent de cette façon toute l'organisation des activités économiques et l'expansion de celles-ci. Ce qui signifie en clair que le développement de l'Afrique Noire dépend a la fois du point de vue de son rythme et de son ampleur, du bon vouloir des capitalistes étrangers, donc ne se fait que par référence a leurs besoins et leurs intérêts. Cela signifie également par conséquent que ces activités économiques en Afrique Noire, marginalisent les besoins et intérêts des populations noires, donc leur bien-être. Il s'agit alors d'activités économiques pour l'occident et non pour l'Afrique Noire.

Mr Bwemba a fait ainsi un constat général sur la réalité économique de l'Afrique Noire « L'Afrique ne produit réellement rien pour elle-même ». L'Afrique est faible et elle ne peut récolter que des négations conséquences de sa faiblesse. On prétend aider l'Afrique, mais en fait, ce n'est

pas le cas car, le système est prédateur et l'Afrique, avec tous ses cadres et dirigeants, est réduite aux activités de maintenance. Conséquence majeure, l'Afrique ne maîtrise pas son espace. L'Afrique ne peut se développer à cause du fardeau de la dette qui est remboursée 25 fois et plus. Quand un pays et un peuple décident de se développer en Afrique, tout est déployé pour le déstabiliser. Il a pris l'exemple de Julius Nyerere.....et le plus récent Laurent Gbagbo et a aussi cité l'exemple de ce qui s'est produit au Rwanda et aussi de l'Irak.

Au niveau des africains, rien n'est fait pour stopper cela c'est toujours le problème de l'autre...L'Afrique actuellement est belliciste a-t-il déclaré.

Pour conclure cette étape, Mr Bwemba-Bong a souligné que le monde est actuellement dirigé par la force (force du capital, force des armes, force des politiques et des grands ensembles).

De sa synthèse à ce niveau, il a posé une question essentielle à savoir : « **Qu'est ce que nous pouvons faire en tant qu'Africains pour faire face au système capitaliste ?** ».

Poursuivant son intervention à la suite de cette question, Mr Bwemba-Bong, a dit que pour que UBUNTU réussisse, il faut établir un mécanisme de défense pour se prémunir des prédateurs.

Il a esquissé une méthodologie :

Il a dit que lorsqu'un peuple a affaire à un problème, il le prend à bras le corps. Nous devons d'abord compter sur nous-même. L'Afrique doit d'abord et surtout compter sur elle-même. Sans cela, nous allons vers des gravités que nous ne pourrions plus jamais contrôler. Il a aussi souligné le rôle important des intellectuels africains face aux différents défis dont fait face l'Afrique. Il faut oser car nous évoluons dans une sorte de combat psychologique qui fait croire que l'Afrique ne peut rien faire pourtant elle a tous les atouts pour se développer.

Il a enfin posé le problème de « **Que faire pour que l'UBUNTU soit quelque chose qui puisse nous permettre de nous développer ?** »

Après avoir donné l'exemple de Julius Nyerere qui, face à l'Afrique du Sud raciste, avait un jour dit « S'il faut manger et que cela devra dépendre de l'Afrique du Sud, alors, il va négocier avec eux. Mais s'il faut porter des chaussures et que cela doit dépendre de l'Afrique du Sud, alors il préférera marcher pieds nus ». C'est à la suite de cela qu'il a ouvert le débat.

DEBAT INTERACTIF :

Le débat a été très enrichissant et cela a permis aux différents participants de l'atelier d'échanger les différents points de vue.

Il est apparu que la philosophie de l'UBUNTU est très riche sur le plan humain mais au niveau de l'économie, il se pose la question du comment chacun des Africains peut y contribuer ?

Nous avons ainsi évoqué les institutions internationales comme l'OMC et l'ONU Avec toutes leurs limites et ambiguïtés. Nous avons également souligné le cas de la Jeunesse en Afrique. À ce niveau, des commentaires et remarques, il apparaît que la Jeunesse en Afrique n'a plus de repère ni de perspective. Nous avons dans le continent actuellement un problème d'identité et de référence culturelle.

Nous avons également débattu des conséquences des négociations actuelles qui ont cours à l'OMC et qui auront pour conséquence que les multinationales auront le droit de s'implanter n'importe où et la principale conséquence pour l'Afrique est que les industries locales seront vouées à la destruction et les produits locaux ne seront plus consommés.

Une question est aussi apparue à savoir pourquoi les Africains ont-ils peur des institutions internationales comme l'OMC et autres ? Pourquoi suivre ces institutions si elles ne rapportent concrètement rien ? Il est apparu qu'il y a surtout le problème des aides liées qui ne concourent pas efficacement au développement du continent. Toutes ces aides n'ont réellement pas développé

l'Afrique depuis les indépendances. En Afrique, on agit comme si on avait besoin seulement de ces institutions et comme si elles n'ont pas besoin de l'Afrique.

Selon certains intervenants, si on veut développer l'Afrique dans le sens de l'UBUNTU, il faut le partage des ressources ; il faut encourager la production selon les avantages comparatifs mais il faut beaucoup plus de la volonté politique pour cela. Nous n'avons pas le droit de nous laisser assommer par les défis car quelque soit la situation des peuples, tous les peuples ont la possibilité de se relever. Toutes les théories de l'échange ne sont que du bluff. Tout le monde a des intérêts en Afrique et l'Afrique n'a d'intérêts chez personne. Il faut un ajustement culturel de tous les Africains, un changement fondamental de cap.

Selon l'UBUNTU « Je ne suis rien sans toi », les Africains doivent comprendre qu'il doivent s'unir. Il n'y aura pas de développement sans cela. L'économie est une science sociale et on ne peut manipuler indéfiniment un peuple et tout un continent. Il faut arrêter de se faire exploiter. Exemple : La France a décidé de dévaluer le FCFA ce qui montre que le FCFA est une monnaie française.

On doit se mettre dans la tête que dans nos relations humaines, l'homme se comporte comme un animal. Nous devons en finir avec l'injustice qui frappe indéfiniment l'Afrique. Il faut que les Africains changent dans leur manière de se laisser indéfiniment dominer. Il faut en définitive un ajustement culturel.

Il est important en Afrique d'identifier les prédateurs et de tout mettre en œuvre pour s'en prémunir. Les Africains doivent être solidaires sans cela, ils n'iront nulle part dans le domaine du développement. Ils doivent imaginer une stratégie à travers l'UBUNTU pour le développement de l'Afrique. Il a été souligné le rôle important des intellectuels africains faces aux différents défis du continent. Ils ont une grande part de responsabilité en ce qui concerne le développement du continent et ne saurait être mis ou rester à l'écart.

En fin de compte du débat interactif, nous sommes de commun accord parvenus à des recommandations. A travers la philosophie UBUNTU : « JE NE SUIS RIEN SANS L'AUTRE » :

RECOMMANDATIONS :

Avant de parvenir aux différentes recommandations, les participants ont félicité l'initiative de l'organisation de la rencontre sur l'UBUNTU et particulièrement les organisateurs du colloque.

De nombreuses recommandations ont été formulées entre autres :

1. ***Organiser régulièrement ce genre de rencontre pour permettre non seulement de sensibiliser les élites et les personnes averties, mais aussi afin de permettre la création d'un effet multiplicateur de sensibilisation des masses et de prise de conscience ;***
2. ***La création d'une ONG qui puisse se faire accréditer auprès de l'OMC et qui constituera un véritable porte parole de la société civile africaine auprès de cette institution et des autres ;***
3. ***Penser la création ou la mise en place d'une structure qui puisse mener des activités économiques et sociales concrètes en Afrique et pour l'Afrique (Idée à développer) ;***
4. ***Œuvrer et à faire passer le message que l'OMC doit être soumise à la charte des Nations Unies et se conformer aux principes régissant la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;***
5. ***Mettre sur pied la création d'un réseau UBUNTU ;***
6. ***Mise sur pied d'un cercle permanent de réflexion sur la philosophie de l'UBUNTU ;***
7. ***Suivi de ce genre de rencontre. Les participants ont souhaité que les travaux aient un suivi concret et que les débats du colloque ne s'arrêtent pas seulement dans les salles de réunion. Ils aimeraient aussi avoir un rapport sur la publication des actes du colloque. (affaire à suivre. Recommandation importante pour les organisateurs).***

Pour conclure, Monsieur BWEMBA BONG a dit qu'il ne faut pas avoir peur. Il ne faut pas se laisser endoctriner. Il n'y a pas de génération spontanée. L'homme doit s'instruire de son histoire.

Dans le cas de l'Afrique, Il faut oser. Il faut une prise de conscience historique pour libérer notre pays l'Afrique. L'histoire n'est pas linéaire, elle est cyclique. Mais pour entrer dans ce cycle, il faut prendre conscience et savoir ce qu'on veut. Il faut retourner et interroger les cultures africaines et c'est l'occasion de le refaire avec l'UBUNTU.

UBUNTU et GESTION INTERACTIVE

Par Mike Boon

Mike Boon est Chief Executive Office de 'The Vulindlela Network' à Johannesburg, Afrique du Sud. Il est l'auteur de 'The African Way – The Power of Interactive Leadership' paru en 1996 chez Zebra Press.

En tant qu'homme d'affaires africain, j'ai passé une grande partie de ma vie à la recherche d'une meilleure gestion d'entreprises d'une part et de l'essence de la communauté et de soi d'autre part. Le résultat de cette quête a fait l'objet d'un livre paru en 1996 intitulé 'A la manière africaine – La puissance de la gestion interactive' (Zebra Press). Il y est question de révolution en matière de gestion, de personnes et de gestion dans ce continent fascinant, complexe et stimulant qu'est l'Afrique. L'Afrique du Sud a été façonnée par les conflits mais aussi par le triomphe de l'humain. C'est un endroit aux cultures multiples – chacune ayant sa propre histoire fière et

dramatique, ainsi que ces héritages puissants. Mais la culture n'est pas statique ni isolée. Elle est dynamique et influencée constamment par les pensées, les philosophies et les comportements d'autres groupes. Il en est de même de la gestion.

Une grande richesse émerge des pollinisations transculturelles ; les attitudes, philosophies et comportements se font l'écho de cultures individuelles, mais sur le plan collectif on peut parler des 'Africains actuels' composés d'Africains blancs et noirs, d'Occidentaux blancs et noirs. L'essence de cette 'africanité' n'appartient plus exclusivement à la race noire, mais elle appartient à l'humanité, de manière holistique.

'La manière africaine' nous permet de puiser dans les philosophies individuelles pour créer l'épanouissement personnel et le succès en affaires. Les 'Africains actuels' ont besoin d'un nouveau genre de gestion que nous appellerons la 'Gestion interactive africaine' qui n'est ni noire ni blanche. Elle est basée sur l'humanité. Depuis 1980, elle est appliquée dans une société sud-africaine appelée Group Africa of the Amavulandlela. Le succès phénoménal que connaît cette société apporte la meilleure preuve de la qualité puissante de cette méthode de gestion alternative.

La gestion africaine est fondée sur les philosophies, les systèmes de croyance, les attitudes et les comportements des 'Africains actuels'. Qui sont-ils, traditionnellement et culturellement ? Lorsqu'on comprend les cultures africaines, on peut aborder ces individus dans un contexte social élargi, comme par exemple le monde des affaires.

D'où venons-nous ?

L'Afrique est à la fois le lieu d'horreurs terribles et d'une grande compassion, de bêtise et de sagesse. Elle a une vision basée sur la noblesse et la tragédie du passé. Alors que le monde commence à comprendre que le bonheur est un état, et non quelque chose que l'on s'efforce d'atteindre ou que l'on peut acheter, il s'agit d'une vision d'harmonie, de prospérité et de succès, de confiance et de fierté en l'humanité et les uns pour les autres.

Nos différentes coutumes et traditions en matière de langues, croyances et cultures justifient que nous conservions notre 'africanité' dans le village global d'aujourd'hui. La culture vient avant l'action et nous guide dans nos comportements. Une culture de la bureaucratie engendrera un processus décisionnel lent, tandis qu'une culture policière et militaire appellera la violence et la guerre. Une nouvelle culture africaine a la capacité de nous propulser sur le devant de la scène en matière de gestion. Mais avant de nous pencher sur ce que nous pouvons devenir, il nous faut d'abord savoir qui nous sommes. Nous devons aussi savoir où nous sommes actuellement avant de même songer à réaliser nos rêves. Nous sommes à la fois aux paradigmes de l'Afrique et de l'Occident, avec nos propres concepts du temps, nos croyances – en les Ancêtres par ex. – et nos différentes compréhensions de ce qu'on entend par holistique, ainsi que de la santé, entre autres. En tant qu'Africains nous avons souffert de l'impact de l'histoire de l'Occident, nous sommes le produit de conflits, de la division entre le Monde Premier et le Tiers Monde, source de corruption et d'avidité, éloignement s'il en est de la dignité humaine et de la fierté.

Ubuntu sur le lieu de travail.

L'héritage et la philosophie transmise par nos racines africaines est l'Ubuntu : moralité, humanité, compassion, compréhension, souci de l'autre et empathie. Il est question ici de partage et d'hospitalité, d'honnêteté et d'humilité. En bref, l'Ubuntu englobe l'éthique et toute interaction au sein de la famille élargie. Le rang ne signifie rien, à moins qu'on ait un esprit et une humanité de même stature. L'Ubuntu se manifeste à travers les actions personnelles, par des actions vraiment bonnes que l'on fait sans penser pour l'autre et pour la communauté. C'est pourquoi on ne peut définir sa propre humanité qu'en fonction de l'interaction avec les autres. En comparaison des valeurs occidentales basées sur la philosophie gréco-romaine entrelacées de croyances judéo-chrétiennes qui ont toutes pour base la rationalité de l'être humain, l'Ubuntu africain existe, tout simplement. Il est bon et moral, émotionnel et profond, les personnes agissent en fonction de ce qu'ils savent intuitivement être juste.

L'impact d'Ubuntu dans le monde des affaires a pour conséquence qu'au lieu d'une approche individuelle en termes de rôles et de fonctions, la manière africaine a des bases morales et émotionnelles. Bien qu'importants, le rôle et la fonction ne sont pas des préoccupations prioritaires. On tient compte de l'histoire et de l'environnement personnel ; il est bien compris que des sanctions et des menaces individuelles s'adressant au rôle ou à la fonction ne constituent pas une solution si la communauté de travail est appelée à fonctionner comme une équipe dont dépend la réussite des affaires. Autrement dit, le bien-être et l'harmonie de la communauté de travail vient avant le bénéfice. Toute équipe doit avoir une vision qui la soude. Si la vision disparaît, l'équipe se désagrège. La vision de l'équipe au sens africain doit se baser non pas sur l'ennemi, mais sur qui et ce que nous sommes et ce que nous pouvons faire. Nous devons nous unir pour une cause commune, pour combattre des ennemis communs, tels la pauvreté, le crime, l'autocratie.

Il faut comprendre que les communautés de travail peuvent être perçues comme des 'Ersatz' des tribus traditionnelles. La réalité de l'environnement africain ne nous permet pas de nier le tribalisme, même si nous avons pu constater que d'aucuns croient qu'il n'est pas possible d'avoir des aspirations occidentales tout en maintenant la tradition. Ce qui est important est le contexte dans lequel est perçue la tribu : comme groupe de soutien ou art de vivre dans l'esprit d'Ubuntu, dans quel cas il n'y a pas de problème, ou au contraire comme un moyen d'utiliser l'éthnicité pour attiser la haine envers d'autres groupes.

Un des dangers qui se développe rapidement en Afrique et la perte d'équilibre. La cohésion et l'équilibre entre l'intellectualisme, la communication et le comportement sont nécessaires, tout comme entre les différents aspects de l'humanité : l'intellect, l'émotionnel, le physique, le spirituel et le psychologique. Un développement intellectuel humain équilibré sera empreint d'humilité et de sentiments. Les grandes quêtes de soi, de l'humanité, de l'émotion, de la communauté et du succès exposent l'attachement à l'intellectualisme fréquent en Occident – chez les Noirs comme chez les Blancs à la recherche d'eux-mêmes. L'Afrique est surtout morale et émotionnelle, et lorsqu'il est question de groupes et de communautés, parce qu'il repose sur les sentiments du groupe, le côté intellectuel du processus démocratique ne représente plus qu'une facette du groupe. Ainsi toutes les influences sont prises en compte, ce qui représente le premier pas vers un équilibre global.

Autant les individus tribaux que ceux appartenant au Monde Premier sont liés à une étiquette sociale, à des coutumes et des règles. C'est indiscipliné et irresponsable que de s'affranchir de ces règles. Pour certains, la démocratie est vue comme l'opportunité de ne plus devoir répondre à une discipline : on peut faire comme on veut, ce qui nous passe par la tête. Lorsqu'on occupe une position de leader en affaires ou en politique, avec des gens pour qui on est un modèle et un guide, si l'on ignore ce type de comportement irresponsable, on ne peut que s'attendre à une évolution vers l'anarchie pour tout résultat.

Le consensus est une autre spécificité de l'Ubuntu, avec pour corollaire le sens de la collectivité et de l'inclusion dans tout processus décisionnel. Cela n'est possible qu'en présence de confiance, lorsqu'un système de valeurs a pris autant de signification que tous les individus croient en sa nature intrinsèque. Les gens savent que le groupe est en train de faire ce qui est juste, et non de promouvoir des points de vue égoïstes et particuliers. Le consensus est un système très avancé et sophistiqué : il écoute tout le monde et chaque point de vue avec attention, il va au-delà de la

polarisation de l'opinion telle qu'elle peut se présenter dans un système purement démocratique, il exige un degré élevé de responsabilité de la part de chaque individu.

Ce que nous pouvons devenir

En Afrique, la gestion existe dans le contexte de l'humanité (Ubuntu). Nous ne nous référons pas ici aux dictateurs et autocrates pour qui l'humanité elle-même n'a aucune importance. L'essence du changement réside dans la supposition que certaines personnes sont des meneurs et que les autres ne le sont pas – le vieux débat de la nature nourricière. Une bonne gestion accompagnée de croissance est possible grâce à l'interaction de la nature et de l'aspect nourricier, étant donné que certains sont nés en sachant instinctivement qu'ils seront suivis – ils mènent donc automatiquement – tandis qu'à d'autres il faut enseigner par où commencer. La nature joue ensuite sa part.

Le premier défi en matière de gestion pour tous les êtres humains est celui de se gérer soi-même. Les gens doivent être responsables au moins envers eux-mêmes. Dans ce sens, être responsable signifie accepter une responsabilité totale pour nos actions et nos décisions. Tout le monde peut devenir un meneur, même si la seule personne menée est soi-même. Dès que quelqu'un est d'accord d'accepter cette responsabilité, elle s'est faite meneur et a pris son pouvoir en mains. La responsabilité permet aussi de se se montrer dans sa vulnérabilité. Il faut beaucoup de courage pour accepter cette responsabilité totale et c'est bien là que réside le fondement de la gestion : ces meneurs ne demandent pas à être suivis, cela se fait naturellement. En tant que meneur, il faut savoir montrer l'exemple et les autres suivront de plein gré. La gestion interactive se compose de l'interaction et de la croissance ainsi que de la progression conséquente lorsque les individus exigent et encouragent la responsabilité totale, d'abord d'eux-mêmes et ensuite des autres. Chaque membre du groupe doit aider l'autre à grandir. Les gens devraient mener le meneur en le guidant dans sa croissance en tant que meneur.

La première étape lorsqu'on construit un système de gestion interactive concerne les valeurs. Celles-ci ne resteront intactes que tant que les gens eux-mêmes en seront responsables. Un groupe ne peut pas simplement créer un système de valeurs et l'imposer sur un autre groupe. Ce qui est primordial, ce ne sont pas seulement les valeurs, mais l'attitude développée à leur égard. Les valeurs sont partie intégrante d'un système de croyance individuel et font de ce fait partie intégrante de chaque décision et de chaque pas pris par une personne. Pour qu'elles soient acceptées par une communauté, les valeurs doivent être créées et partagées par cette communauté. En les acceptant, l'individu accepte un mode de vie. Il arrive souvent que le groupe accepte des valeurs qu'elle verra d'un autre regard lorsqu'il s'agira de les pratiquer comme des valeurs personnelles, pour lesquelles il devra porter toute responsabilité. Par exemple, dans le monde entier on constate des préjugés raciaux résultant de l'imposition de valeurs, ce qui est évidemment inacceptable. Nous devons nous libérer de notre propre conditionnement, et nous sommes les seuls à pouvoir le faire. Une fois que les valeurs ont été partagées honnêtement et sincèrement, une vraie démocratie s'ensuivra automatiquement. Ce n'est que sur une base de confiance, qu'il peut y avoir partage, ce qui, en tant que communauté, nous place dans un processus interactif africain totalement alternatif basé sur l'Ubuntu.

Le partage implique la communauté, la confiance, le respect, l'honnêteté et la loyauté. Il présuppose que ces valeurs sont déjà en place. La plupart des meneurs croient qu'en tant que tels ils prendront les meilleures décisions. Il en est peut-être ainsi sur le plan professionnel, mais non en ce qui concerne les questions ayant trait aux valeurs. Les gens qui ont perdu la capacité de partager deviennent solitaires. La vulnérabilité devient une faiblesse. Il est important d'être un groupe de personnes partageant les mêmes valeurs.

Les véhicules de la gestion interactive

Le but de la gestion interactive est de développer chaque individu de telle sorte à ce qu'il exige de lui-même, de ses semblables et de ses dirigeants responsabilité et capacité de mener. Des réunions régulières appelées *Umhlanganos* permettent à chacun de participer à la gestion d'une société, d'une institution ou d'un groupe. Chacun est traité de la même façon, selon les mêmes principes. Cela peut signifier avoir à désapprendre l'autocratie et réapprendre la démocratie étant

donné qu'il n'y a plus de hiérarchie. Dans ces réunions, il est possible d'aborder n'importe quel sujet, réclamation ou remarque. Des décisions sont prises, des personnes nommées pour que les changements soient faits dans certains délais. Dans ce processus, les valeurs sont créées par le groupe – elles n'appartiennent pas à l'individu.

Un autre véhicule vient également de la tradition : les *izibongos* qui sont des poèmes de louanges transmis de génération en génération. En gestion interactive, ces séances servent à donner à une personne autant des louanges que des critiques fondées qui lui permettront de se nourrir des premières pour aborder les changements et améliorations nécessaires en fonction des secondes.

En cas de conflits plus sérieux qu'il n'aura pas été possible de résoudre, les *indaba* interviendront. Il s'agit d'une sorte de conseil des anciens composé de membres de l'extérieur qui apporteront un regard différent et agiront en médiateurs pour trouver des solutions.

Conclusion

C'est notre attitude envers la gestion qui dictera sa réussite ou son échec. De manière interactive, par la communauté, la pratique de l'Ubuntu en tant qu'êtres humains conscients de toutes nos facettes, beautés et dimensions, responsables de nos pensées, paroles et actions, tout est possible ! Construisons ensemble une vision où tous auront accès à la paix, à la prospérité et à l'amour.

Atelier UBUNTU et GESTION INTERACTIVE

Animé par Mike BOON

Rapporteur : Marie-Noëlle ANDERSON

Marie-Noëlle Anderson est binationale suisse et sud-africaine, tradipraticienne, auteure (Couleurs d'Exil ; Nous, les Celtes du Verseau ; Exiles ; Le Jeu de la Transition) et présidente d'AfrikaViva

En ce début du 3^e millénaire, la planète a besoin d'un nouveau modèle de gestion. En réalité, ce modèle existe déjà. Son adaptation à la modernité, aux réalités actuelles, en fait un outil puissant d'une grande beauté car, en plus d'assurer une gestion efficace, il redonne à l'être humain, donc au continent, toute sa dignité. L'application de ce modèle va exiger des sacrifices, non pas sur un plan matériel, mais sur un plan personnel, émotionnel, car il exige humilité, respect de l'autre, sens de la communauté et engagement. Donc une éthique au-dessus de tout soupçon.

Dans son évolution, l'humanité a déjà parcouru plusieurs phases de croissance, la dernière étant l'individualisation à outrance. Le 'connais-toi toi-même' a souvent abouti à un égoïsme démesuré, conduisant sur un plan collectif à l'éthnocentrisme et les dérives que l'on sait. En tant qu'individus, il s'agit aujourd'hui de mettre nos talents et capacités au service de la communauté, de la Vie.

Prémices

Le modèle à notre disposition est basé sur un concept très simple en apparence : **Ubuntu**. Sans l'autre je ne suis rien, '*nobody is an island*', autrement dit, le lien, la relation, sont plus importants que l'individu. Une relation se crée, s'entretient, se répare, s'arrose – bref, nécessite une attention continue. A l'heure de l'éclatement des familles, de la déstructuration des sociétés, Ubuntu permet de recréer des communautés – d'amis, au travail, en fonction des activités et intérêts de chacun. Pour que ces communautés soient homogènes, donc fortes et soudées, chaque individu doit développer en premier lieu la capacité d'**assumer** : je fais une bêtise, j'en assume la responsabilité. La faute n'est pas chez l'autre, ni dans ma vie privée, ni due à des éléments extérieurs. Par ailleurs, si j'apprends à déléguer en fonction de ma position hiérarchique, j'assume toutes les tâches qui m'incombent, agréables ou non. Il est fondamental qu'il y ait consensus sur ces deux points avant de démarrer l'aventure !

Une gestion interactive basée sur le concept d'Ubuntu marie le schéma pyramidal avec une hiérarchie classique (plan matériel, efficace) et le cercle de la communauté (plan humain, émotionnel). Cette interaction assure d'une part un système d'autorégulation de l'ensemble et va promouvoir l'éclosion des talents et capacités individuelles, c'est-à-dire la dignité de chacun.

Plan des étapes pour la mise en place du modèle :

1. détermination collective des valeurs auxquelles le groupe d'individus (ou d'associations, etc.) adhère – en faire la liste par écrit (ex. solidarité, humilité, respect, non-discrimination, honnêteté, etc.).
2. détermination collective des intentions, buts et objectifs globaux et ponctuels.
3. détermination collective des moyens pour atteindre les buts.

Fonctionnement du modèle :

1. *Umhlangano* – cercles de réunions (mensuelles) où le chef hiérarchique et ses employés sont sur un pied d'égalité. Lors de ces réunions (l'arbre à palabre !) les différends, problèmes, questionnements collectifs sont réglés selon un protocole établi. Le groupe devient ainsi le garde-fou de l'individu, quel que soit son rang hiérarchique. En même temps, chaque individu se saisit de son propre pouvoir et grandit en assurance, confiance et dignité.

2. *Izibongo* – séances d'appréciation d'une personne par le groupe, énumérant ses facettes positives et négatives, selon un protocole établi. Permet à chacun à tour de rôle d'être nourri par le miroir positif renvoyé par le groupe et d'y puiser l'énergie pour transformer le négatif.

3. *Indaba* – réunion avec un conseil d'anciens extérieurs à la communauté (entreprise, organisation, institution, etc.) en cas de problèmes graves que le groupe ne réussit plus à gérer.

Pour tout ce qui touche aux questions matérielles, financières, de rendement et d'efficacité, c'est la structure hiérarchique qui en assure l'organisation et le bon fonctionnement, comme dans toute entreprise.

UBUNTU et VALEURS HUMAINES

Par Madame Bernadette Rebiénot, Gabon

Madame Bernadette Rebiénot est Présidente de l'Union des Tradipraticiens de la Santé du Gabon. Elle conduit des cérémonies d'initiation à l'iboga. Elle peut être jointe par courrier électronique : Oyenano48@yahoo.fr, en France : 6 rue Geoges Janin, F-92600 Osnières, 06.12.03.45.37, ou au Gabon : BP 2891 Libreville, Gabon, 21.65.52.

Distingués Invités,
Mesdames, Messieurs,

C'est avec un réel plaisir que j'ouvre aujourd'hui ces colonnes liées à des réflexions sur les valeurs humaines à travers la culture africaine.

S'il est une dimension qui a toujours été reconnue aux africains et qui ne souffre plus d'aucune contestation, malgré des situations d'urgence, des déséquilibres et des ruptures sociales que connaît notre continent depuis quelques temps, c'est bien la richesse en valeurs culturelles et universelles, affirmées aussi bien dans leurs traditions millénaires que relativement vécues dans leur quotidien.

Au compte de ces valeurs profondes, il y a d'abord l'importance primordiale accordée à la vie, à sa préservation et à son renforcement.

Il y a en outre, une vision qui perçoit l'Univers comme une réalité totale avec d'une part, son aspect visible, perceptible, qu'on peut sentir, toucher, palper, entendre, atteindre par les sens, et d'autre part, son aspect invisible ou imperceptible.

La résurgence du sacré apparaît tel un phénomène mondial, à travers le prophétisme et l'engouement religieux en Afrique, la croissance des mouvements spirituels dans les pays industrialisés, le renouveau artistique etc.

On assiste ainsi à des profonds bouleversements, où un vide de pensée organisatrice reste cependant perceptible.

En effet, tout va très vite, les conflits religieux sont de plus en plus nombreux, la maladie dévastatrice (sida, cancer), les catastrophes naturelles se multiplient, notre atmosphère se détruit et le matérialisme à outrance nous envahit.

Le monde (en général) est angoissé. De plus en plus, les gens cherchent des refuges et se tournent vers les voyants, les sectes et les nouvelles églises.

Mais tous ces groupes de personnes doivent créer la cohésion au sein de leurs membres et éviter de devenir des sources de divisions, de destructions ou de domination vis à vis de l'homme.

Les mutations actuelles nous amènent de ce fait à reconnaître la tradition non plus comme un ensemble de valeurs passées, donc dépassées, mais au contraire comme un facteur susceptible d'apporter un nouveau sens à la vie.

L'Afrique pour sa part s'éveille, les peuples africains s'organisent tout en conservant jalousement leurs acquis culturels d'antan, telle que la solidarité et le lien du tissu familial entre autres.

Ainsi du fond de nos forêts et de nos villages, les détenteurs des connaissances ancestrales continuent de transmettre cet héritage par l'éducation et par l'enseignement ésotérique sur tous les plans (physique et spirituel).

Les bibliothèques vivantes nous apprennent que par notre naissance, chacun de nous est relié au Cosmos.

De la même manière, la jonction par la conscience de l'homme, des réalités du monde visible et du monde invisible renforce le lien entre l'homme et les entités, c'est à dire les puissances cosmiques.

Ainsi, au plan magico-occulte, apanage incontestable des sociétés traditionnelles africaines, notamment la réalisation de l'individu comme celle de la communauté, passe aussi par leurs capacités à capter le flux des énergies cosmiques.

Communication avec l'invisible

En Afrique, le captage des énergies cosmiques comme le développement des dispositions extrasensorielles (don de voyance, de guérison, de protection etc.) s'entendent exclusivement comme des moyens pour renforcer la vie et la santé et non comme des armes d'escroquerie.

La Sagesse africaine admet que la Matière et l'Esprit désignent des degrés différents d'une même réalité.

Lorsque les Africains parlent de l'Esprit, ils font allusion principalement à la force de vie qui se trouve en toutes choses.

Chacune de ces choses a un rôle à jouer ou une aide spécifique à nous proposer. Exemple : l'Esprit des ancêtres peut nous guider, nous protéger, communiquer avec nous en cas de besoin, et nous ouvrir aussi à l'appel des autres forces de la nature.

En invoquant toutes ces forces surnaturelles, le rituel tient une place de choix, car chaque cas correspond à un rituel particulier.

Les mythes, les symboles et les rites ne sont que les clés intellectuelles et sensibles, qui permettent de pénétrer dans l'univers spirituel.

Dans cette optique, nous privilégions plusieurs types de supports sacrés :

- Peaux de bêtes
 - Sable
 - Feu
 - Miroir
 - Corne
 - Amulettes
 - Statuettes
 - Lances
- etc....

Enfin, les rituels ont aussi des vertus sur le plan individuel et ensuite collectif. Ils occupent une place prépondérante sur le plan socioculturel dans la mesure où ce sont des rites fondamentaux, voire fondateurs d'une société donnée.

Le savoir traditionnel a également permis le développement des facultés psychiques et spirituelles de l'homme, ainsi que l'exercice du langage sacré, à partir des instruments de musique traditionnels utilisés lors de certaines cérémonies marquant des événements importants : naissance, mariage, décès, initiation, rassemblement sous un arbre vieillard ou dans un temple.

Ainsi, la divulgation du savoir sous toutes ses formes implique toujours une contrepartie afin de montrer à celui qui en bénéficie qu'il doit faire un effort proportionné à l'importance de l'enseignement qui lui a été transmis.

C'est aussi un privilège pour ceux qui cherchent ardemment la Vérité, pour eux-mêmes, et qui sont prêts à tout lui sacrifier. Les anciens disent que : « lorsqu'un homme est ardent et sincère, n'importe quelle religion peut conduire à Dieu ».

Vraisemblablement, la définition d'une voie d'expression originale, d'avantage inspirée de la culture africaine profonde, se révèle être pour l'Afrique et le monde, le lieu d'une quête salvatrice, à cause des riches enseignements humanitaires et communautaires inscrits dans les tréfonds de ladite culture.

Il incombe à l'Afrique et aux Africains de rendre audible, à travers l'espace et le temps, leurs voix, leurs intelligences et leurs traditions de la sagesse.

Le sacré et le secret

Dans l'Afrique traditionnelle, le Divin est présent en tous lieux et en toutes circonstances.

Nos coutumes nous apprennent que chacun de nous est une divinité, car l'Etre humain est la réplique exacte du schéma cosmique.

Nos sages nous informent que la plupart des communautés détiennent leurs connaissances de leur filiation avec les peuples les plus anciens.

Au Gabon, par exemple, ce sont les pygmées qui ne vivent qu'en forêt, toujours en contact quotidien avec la nature profonde, qui sont des grands initiés et de véritables bibles botaniques, donc, les meilleurs guérisseurs.

Ainsi dans toutes nos communautés le savoir traditionnel reste encore secret, parce qu'il est lié aux initiations et aux choses sacrées.

Le Sacré, c'est tout ce qui touche à la Vie et à l'Esprit.

De même la culture du Sacré est l'art du langage de l'Etre Suprême, lequel est exprimé par sa culture, qui est la pratique des structures sociales et des manifestations religieuses, artistiques et intellectuelles définissant une société par rapport à une autre.

Enfin, l'approche spirituelle n'est pas un luxe mais une nécessité.

Les initiations

L'initiation traditionnelle africaine est l'une des plus passionnantes formations puisqu'elle offre un large éventail de sujets de réflexion et d'action.

Elle permet aux pratiquants de connaître la Genèse du monde et les règles qui régissent une vie sociale saine.

L'initiation passe d'abord par des phases d'introspection et vise à marquer une rupture avec le monde profane.

C'est une école où l'on apprend à se connaître, à se réconcilier avec soi-même et à relire ainsi les livres de nos mémoires oubliées.

Généralement, la forêt reste le sanctuaire le plus idéal pour ce genre de rituel.

Au Gabon, par exemple, le rituel du Bwity sous l'influence de l'Iboga est l'un des plus anciens rites. Il a deux rôles : thérapeutique et divinatoire.

L'adhésion aux initiations traditionnelles est libre. Il n'y a aucune contrainte ni pression.

L'initiation comprend quatre phases :

- La préparation
- L'initiation proprement dite
- Les enseignements théoriques
- Les enseignements pratiques

Pendant l'initiation, le néophyte est capable d'atteindre, durant son voyage astral, des espaces connus ou inconnus qu'il décrit aisément, ainsi que des animaux, des forêts, des personnages vivants ou décédés avec lesquels il discute, etc.

Si l'initiation avait une base thérapeutique, la guérison serait totale.

Ainsi, l'initiation traditionnelle octroie un droit de passage, c'est un passeport sans lequel il est impossible de pénétrer un plan donné. Elle sert aussi de phare et de soutien. Elle branche littéralement celui qui en bénéficie sur un courant nouveau et l'initié peut alors user de cette énergie, de telle sorte qu'il ne reste plus qu'à l'agrandir dans les proportions dont chacun est personnellement capable.

Les initiations traditionnelles africaines sont vivantes, pleines et entières. Elles font appel à la pensée magique. Elles gardent une incroyable authenticité suivant les espaces et le temps.

On ne se défait pas facilement d'une expérience initiatique. Elle vous reste chevillée au corps et à l'esprit.

Le rôle de la femme africaine et les initiations

Depuis la nuit des temps la femme africaine joue un rôle indispensable à la permanence de la tradition. Son image reflète la société sur tous les plans : social, culturel, économique et politique.

Elle est la gardienne, la conservatrice de la tradition et de la responsabilité. C'est encore elle qui transmet les notions de base de nos coutumes, c'est la force tranquille, la conseillère responsable et respectée.

La dimension de sa grandeur et de sa notoriété demeurent élogieuses. Cet éloge repose successivement sur le rôle qu'elle joue dans la société, sur le plan familial, sanitaire, spirituel et ésotérique.

Initiée, elle est consultée toujours discrètement par les membres de sa communauté. Ses interventions, ses actions ainsi que ses opinions dans les grandes décisions sont souvent anonymes, mais appréciées. Sur le plan ésotérique, elle est très active, occupe une place privilégiée et évolue dans la plupart des initiations clés de son pays, qu'elles soient mixtes ou féminines, exceptées quelques rares cérémonies réservées exclusivement aux hommes.

Cependant, son engagement est souvent total et il est forcément lourd pour une femme, qui a des enfants à élever, parfois une profession à assurer.

La maîtrise de ces connaissances est si intense, parfois si violente qu'il faut avoir non seulement la faculté d'encaisser les coups, mais aussi le feu sacré. Tant de sacrifices pour le bien commun. Elles est critiquée, parfois ridiculisée.

D'une manière générale, la femme africaine préfère l'ombre. Les grandes initiées s'expriment en coulisse, ce qui n'empêche pas la communauté d'écouter leurs conseils.

Parfois aussi, ces génies du silence se démarquent de leur nature réservée pour parler de leur rôle dans la société, un rôle fort, pour lequel elles sont parfois récompensées par quelques membres de la société.

Discrètes et présentes, ces combattantes puisent leurs forces dans la forêt profonde et dans les eaux courantes des rivières.

Elles apprennent à supporter les contraintes lourdes et les douleurs profondes. Mais ces femmes sont souvent des conquérantes qui renoncent rarement, car, disent-elles, les échecs fortifient et apprennent à gravir l'escalier des connaissances.

Malgré leur apparence humble, mesurée et réservée, jouant un rôle parfois austère, âpre et même ingrat, elles s'investissent sans compter à encourager les jeunes à s'engager dans cette voie, afin d'être imprégnés des valeurs essentielles qui font défaut à la société nouvelle.

Enfin, elles sont les militantes assidues qui revendiquent la paix dans leur pays. .

Les intermédiaires

La singularité de l'initiation traditionnelle africaine réside donc dans le Pouvoir accordé à chaque initié de devenir, pour soi-même et pour autrui, une courroie de transmission entre le monde visible et le monde invisible, c'est à dire un canal de la force divine.

Les Maîtres initiateurs et certaines sommités détenant des connaissances des rites sacrés, sont le lien indispensable entre l'homme, son environnement, la forêt et le sacré.

Il est important, néanmoins, de souligner que la science africaine n'est pas seulement empirique comme on le croît, elle est aussi théorique, symbolique et s'applique avec une dimension cosmique et spirituelle jamais égalée.

Enfin, la grande loi de l'initiation étant plus qu'ailleurs : ***Celle du silence***

ATELIER UBUNTU et VALEURS HUMAINES

Animé par Mme Bernadette REBIENOT
Rapporteuse : Mme Karin MOEHL OUEDRAOGO

*Madame Moehl Ouedraogo
est enseignante de langues.*

Cet atelier s'est déroulé dans une dynamique interactive de discussion, interrogations, questions et réponses. Ce rapport fait état des points saillants de la discussion.

QUESTIONS DES PARTICIPANTS ET DISCUSSION

Quel rôle Ubuntu peut-il jouer dans la sauvegarde et la prolifération des valeurs traditionnelles africaines?

Les valeurs africaines comportent une composante spirituelle, c'est celle qui m'intéresse dans Ubuntu. L'humanité a grandement besoin du plan spirituel, moral aujourd'hui. Par exemple lorsqu'on éduque un enfant, la morale et la spiritualité sont primordiales, l'éducation constitue un passeport pour la vie.

La médecine traditionnelle voit l'être humain dans sa globalité, elle tient compte des valeurs morales et spirituelles, elle est une science de l'Esprit, alors que la médecine moderne est partielle et ne s'occupe que de la partie physique de la maladie. Or, parfois une échographie ou un scanner ne suffisent pas pour justifier la maladie, alors que le patient souffre réellement. Toutes les maladies spirituelles ne sont pas prises en compte dans la médecine moderne.

La médecine moderne en Europe a ses limites, car toute maladie a des composantes psychiques. Dans la psychopathologie moderne par exemple on en vient de plus en plus à l'ethnopsychiatrie. L'Africain voit l'être humain comme composante d'un tout. Il tient compte du cosmos, de la famille et de l'environnement. Lorsque l'un de ces éléments n'est pas en équilibre, la maladie peut apparaître. Il faut alors rétablir la spiritualité. Dans la médecine plus "rationnaliste" ou moderne en Europe, l'on soigne davantage avec des médicaments et des tranquillisants, on soigne le niveau physique, tandis qu'en Afrique l'on considère le corps et l'Esprit, dans une vision où l'être humain fait partie d'un tout et où sont considérés le plan physique et spirituel.

Effectivement, en Afrique l'on soigne le corps et l'esprit, alors que dans la médecine européenne l'on donne des tranquillisants. Or il existe différents types de pathologies. Certaines sont naturelles, d'autres sont surnaturelles et l'on ne peut nier le côté spirituel.

La médecine traditionnelle africaine peut-elle être appliquée également aux Européens ou à d'autres peuples, même si leur vision du monde est différente?

Chaque être humain, qu'il soit Africain, Européen, Asiatique... est d'abord une personne. Nous sommes tous composés d'un corps et d'un esprit. La vérité est à l'intérieur et non à l'extérieur. Je reçois des personnes du monde entier qui viennent pour se soigner et pas seulement des Africains. La seule différence réside dans l'éducation, dans le milieu où la personne a grandi. Mais cela ne m'empêche pas de soigner chaque personne. D'ailleurs, Ubuntu s'adresse à toute personne qui se sent concernée, d'où qu'elle vienne.

Quel est le rôle de l'environnement sur la personne?

Dans la médecine moderne, le malade est souvent isolé à l'hôpital, alors qu'en Afrique il est assisté, entouré par les siens. Un malade a besoin d'affection, de réconfort moral. Le tradipraticien

suit son patient jusqu'à la guérison et un lien très fort se crée. Souvent les gens ne m'appellent plus Bernadette Rebiénot mais maman, je deviens une mère qui soigne. Ce qui tisse un lien très fort entre le soigné et le soignant.

L'environnement est important pour tout le monde, d'où qu'on soit. Lorsqu'on est loin de ce que l'on connaît, il faut s'adapter et se sentir aimé. La solitude peut tuer.

Quel est le rôle de la médecine traditionnelle africaine par rapport à la médecine européenne? Faut-il les opposer?

Les deux se complètent. Une seule médecine ne peut pas tout faire. Par exemple il existe un centre de médecine globale au Mali qui allie médecins ayant reçu une formation scientifique et tradipraticiens. Il faut considérer la dualité entre corps et esprit. Le but unique est la guérison, les deux médecines sont donc complémentaires.

En Occident la vision de la médecine est rationnelle. Comment les Africains envisagent-ils notre rationalité?

L'on peut trouver différentes époques. Dans le temps, les Africains n'avaient pas accès à la vision européenne du monde. Actuellement, ils maîtrisent les deux paramètres. Mais la médecine moderne (européenne) est encore très réticente face aux tradipraticiens Africains.

Effectivement, il existe une étude (européenne) sur le cancer et l'on a démontré grâce à des milliers de cas que les principales causes de cette maladie sont liées à une blessure de l'âme. Par ailleurs, posez-vous la question qui est l'auteur de la maladie?

Le cancer est d'abord une maladie biologique (naturelle), elle peut être aussi d'origine génétique selon certaines sources. Toute personne peut en être victime. Les études réalisées qui ont démontré que les principales causes de cette maladies sont liées à une blessure de l'âme nécessitent, à mon avis, une large réflexion entre médecins et tradipraticiens, afin de mieux se fixer.

Vous dites que chacun d'entre nos possède une part divine. Pouvez-vous nous parler des divinités dans la vision africaine du monde?

En Afrique, l'on distingue les divinités héréditaires des divinités de naissance, qui sont transmises de génération en génération, concrètes, palpables et visibles d'un côté et de l'autre les divinités qui ont un côté plus abstrait, comme les "Mami-Wata" par exemple, qui peuvent être positifs ou négatifs.

Comment les différentes pratiques traditionnelles de la médecine en Afrique coexistent-elles et y a-t-il une collaboration entre elles?

L'Afrique centrale recourt plus volontiers aux plantes, à l'argile, aux champignons, aux arbres ... En Afrique de l'Ouest l'on trouve davantage de sacrifices d'animaux et d'usage de reliques dans les rituels. Mais les cérémonies se ressemblent et ce qui est le plus important c'est la foi. Même si l'on ne comprend pas tout dans les rituels des autres, l'on comprend le message sous-jacent.

Les Yoruba au Bénin par exemple utilisent des plantes, des animaux totems, des invocations.

Oui, finalement tous les rituels sont des moyens différents pour atteindre le monde spirituel, et c'est là où les différentes cérémonies se retrouvent.

N'y a-t-il pas un danger à dire que beaucoup de maladies ont des causes extérieures, car dans la folie, cela crée des situations où la personne ne se sent pas responsable, un genre

de paranoïa. Beaucoup de marabouts profitent d'ailleurs pour extorquer de l'argent à des personnes dans ce cas.

La spiritualité ne se vend pas. En Europe, comme en Afrique on trouve malheureusement beaucoup de charlatans. Un tradipraticien ne vous dira jamais que c'est un tel qui a créé la maladie. Si c'est une maladie naturelle, il va la soigner de manière naturelle, par exemple avec des écorces, des crèmes, des plantes. Il faut avoir le courage d'accepter qu'il existe aussi des maladies mystiques, donc surnaturelles. Celles-ci posent plus de problèmes. J'ai un exemple concret d'une veuve qui a perdu son mari dans un accident. Pendant sept ans, elle faisait un cauchemar toutes les nuits où son mari venait frapper à la porte à la même heure et venait lui faire l'amour. Elle était hantée par l'esprit de son mari. Même le meilleur professeur n'aurait pu la soigner par une perfusion ou un scanner. Par les soins traditionnels, un rituel qui visait à écarter l'esprit de son mari, nous avons réussi à guérir cette dame. Il existe d'ailleurs des rituels pour les veufs, destinés à mettre fin au mariage.

La notion des ancêtres s'est perdue en Europe, mais pas dans la plupart des cultures traditionnelles.

Comment rendre utile à l'Europe le savoir traditionnel africain et en même temps protéger l'Afrique?

La médecine européenne, comme la médecine traditionnelle en Afrique amènent chacune quelque chose. Tout n'est pas mauvais, ni en Afrique, ni en Europe. Une seule médecine ne peut pas tout guérir et tout savoir. Il est important de voir la complémentarité, que les médecines s'acceptent mutuellement, que l'on ne voie pas l'Afrique comme si elle mendiait le savoir des Européens. On affirme parfois que nous ne connaissons rien. Or j'ai par exemple 380 plantes que j'utilise régulièrement. L'Europe doit aussi prendre au sérieux les connaissances traditionnelles Africaines. Il s'agit de faire quelque chose ensemble, qu'on soit scientifique ou guérisseur, pour contribuer au bien de l'humanité toute entière...

UBUNTU – JUSTICE et DEMOCRATIE

Impunité et Réconciliation Nationale, L'ubuntu et ses limites à l'exemple du Burkina Faso

Par Halidou Ouedraogo

*Halidou Ouedraogo est
Président de l'Union
Internationale des Droits
de l'Homme (UIDH) et du
Collectif des Organisations
Démocratiques de Masse
et de Partis Politiques à
Ouagadougou, Burkina
Faso*

Ces deux mots sont antinomiques. Il existe une contradiction entre l'impunité et la Réconciliation, entre Impunité et Réconciliation nationale.

L'impunité, soulignent nombreuses personnes et communautés est reconnue aujourd'hui comme un fléau international.

D'aucuns avancent sans sourciller qu'en toute circonstance, il faut savoir pardonner. Mieux, que le Pardon est supérieur à la justice et que avant toute chose il faut une réconciliation nationale.

Les communautés religieuses, nombreux régimes et pouvoirs politiques prêchent pour un pardon sans sanction, une réconciliation nationale en toute impunité.

Les luttes et engagements du Collectif des Organisations de Masse et des Partis Politiques ont éclairé l'opinion publique internationale et notamment l'opinion publique nationale, surtout après les assassinats de Norbert Zongo et ses trois (03) compagnons d'infortune en décembre 1998 à Sapouy sur ces questions.

Notre réflexion sera guidée par l'expérience du Collectif des Organisations de Masse et des Partis Politiques qui tout au long de ces dernières trois années a su prendre en charge dans notre pays les personnes et les familles, traumatisées par la violence politique du régime de la IV^e République et des gouvernements qui se sont succédés dans notre pays, ainsi que par l'impunité qui règne jusqu'à ce jour dans nos villes et villages.

Mais rappelons d'emblée la signification de l'impunité.

Le poète Bertolt Brecht disait :

« Nous vous en prions instamment
ne dites pas : c'est naturel
devant les événements de chaque jour à une
époque où coule le sang
où règne l'impunité
où l'on ordonne le désordre
où l'humanité se déshumanise.
Ne dites jamais : c'est naturel
pour que rien ne passe pour immuable. »

En effet, quand on commet un crime, ce n'est pas naturel. Quand on tue comme c'est le cas au Burkina Faso, ce n'est pas naturel. On doit être puni. On doit répondre de son acte. Ne pas le faire, c'est tout simplement bénéficier de l'impunité. On est pas jugé. On est prêt à recommencer. C'est cela l'impunité. Et quand on est outreucidant on demande à la victime ou à ses ayants droits, de se réconcilier avec vous. Sans explications, sans rédition de comptes. On oublie et on passe la pommade et la vie continue.

Pour ces personnes sensées, la réconciliation nationale ne peut se faire dans l'impunité.

I. Il est difficile de construire sur l'oubli

Nous ne voulons pas vivre dans une société où il n'y a ni avant, ni après. Nous ne voulons pas vivre permanent dans le doute. Nous devons éviter d'avoir une "mémoire qui n'est qu'un

espace occupé par des souvenirs de type traumatique, vivaces et intenses jusqu'au moindre détail, une mémoire parsemée de vides, de confusions et d'oublis.. Nous ne voulons pas vivre un espace temporel où les évocations sont impossibles, malgré les efforts que nous faisons pour nous souvenir.³⁴

Le Collectif contre l'impunité a rencontré des personnes à Psychomotricité pauvre réduite à des expressions de douleurs, à des gestes de désespoir. Nous avons rencontré des individus anéantis, cloîtrés chez eux où ne sortant pour emprunter un chemin toujours identique de chez eux à leur lieu de travail, évoluant dans les mêmes rues et les mêmes endroits. Ces personnes, traumatisées dans leur chair et dans leur esprit vivaient des peurs indescriptibles et tenaient des propos incohérents, tant le mal a été profond. Leurs pensées sautaient d'un souvenir à l'autre. Elles ne pouvaient imaginer un futur. Ces personnes connaissaient leurs tortionnaires. Elles les croisaient partout. Elles se souviennent vaguement ou avec précision comment elles ont été manœuvrées sur les grilles chauffées à blanc, comment certaines d'entre elles ont été transformées en collaborateurs. Elles vivent une frustration perpétuelle, parce que leurs tortionnaires ne sont pas inquiétés, comment ils sont amnistiés.

Les tortures physiques et morales qu'elles vivent se confondent à l'impunité.

Les 140 dossiers de crimes de sang, recensés par le Collectif illustrent ces propos et ont pour désignation :

- Dossier Dabo Boukary
- Dossier Clément Oumarou Ouédraogo
- Dossier Norbert Zongo et 03 autres
- Dossier Iboudo Hamido et 04 autres
- Dossier Didier Tiendrebéogo et nombreux autres
- Dossier Michel Congo

et bien sûr, cela n'est pas exhaustif. Chaque dossier contient son lot d'événements, d'actes graves que la justice sous la IVe République répugne à évoquer, pire, à traiter.

Dans de telles circonstances et devant de tels faits, comment oublier, comment se réconcilier, comment construire dans la Paix, la concorde ? Comment se réconcilier sur le plan national sans jugement, sans sanction ?

Notre combat a suffisamment montré, que les différents cas soulevés lors de nos marches, à l'occasion de nos meetings, pendant nos conférences, comme lors de la présente rencontre, que la question de l'impunité constitue une grave violation des droits de l'homme. Elle n'est pas seulement discutable à partir de la faute, de la culpabilité, du pardon et de la réconciliation. Le défaut de cette première vision est que les questions de vérité et celles de la justice sont absentes. Sans justice, ni vérité, les individus, les victimes sont humiliées et elles ressentent la honte, la rage, la trahison. C'est dans ce sens que l'on a pu dire que "l'impunité constitue un attentat" à la dignité de l'être humain.

L'impunité détruit non seulement les rapports entre les individus mais également la dimension culturelle et socio-politique constitutive d'une nation.

Devant de tels constats, des questions nous brûlent les lèvres et sont les suivantes :

- Peut-on construire sur l'oubli ?
- Peut-on se réconcilier sans sanction, sans jugement ?
- Peut-on cohabiter avec celui-là même qui vous détruit moralement, physiquement, psychologiquement ?
- Peut-on oublier la perte cruelle, du fait des mains de l'homme d'un être qui vous est cher ?

Ma réponse à ce stade de nos échanges de cette après-midi est non, non et non.

³⁴ Madame PAZ Rojas – CODEPU – Chite. Le problème de l'impunité d'un point de vue neuro-psychiatrique : le cas de la Flaca Alejandra''.

C'est le Premier Ministre Rwigyire Pierre Célestin qui dans une lettre datée du 22 novembre 1995, adressée aux Diplomates Rwandais accrédités à l'étranger, donnait une réponse autorisée à cette question en ces termes : "un des objectifs principaux du gouvernement d'union nationale demeure la réconciliation nationale mais celle-ci passe par :

- L'arrestation et le jugement de toutes les personnes impliquées dans les massacres et le génocide d'avril/juillet 1994.
- L'arrêt de la culture de l'impunité.

Le Collectif des Organisations de Masse et des Partis Politiques a approfondi ce débat public qui interpelle chaque jour notre peuple.

L'impunité est une des causes principales des violations des droits civils et politiques au Burkina Faso.

La IVe République, en inféodant et en s'attachant la justice, a consacré l'impunité au Burkina Faso. Si nous ne jugeons pas les criminels dont la liste est attachée au rapport des sages et qui continu de s'allonger, nous acceptons de vous moquer de tous ceux qui sont morts et d'encourager le cynisme des vivants. Si nous continuons de rester les bras croisés notre situation pèsera lourdement sur la conscience de notre peuple et nos enfants ne se rappelleront pas avec fierté. La seule solution consiste à déterminer l'innocence ou la culpabilité de chacun, après les avoir entendus avec autant d'impartialité que le temps et l'horreur, la froideur des crimes le permettront. C'est cela juger les auteurs des violations massives des droits humains.

II. Doctrines de Sécurité Nationale et Impunité

L'Afrique est un continent où la sécurité nationale a justifié des abus inqualifiables. Avant et après le 11 septembre, la situation au niveau des Etats Africain n'a quasiment pas très changé.

La raison d'état, la lutte contre le banditisme, la question de sécurité des dignitaires et potentats qui gouvernent, le besoin d'opacité autour des actes mafieux (trafics d'armes et de pierres précieuses) amènent les forces dominantes à enlever, à exécuter, à torturer, à tracasser les citoyens de nos Etats. Il y eut l'Amérique latine dans les années 70/80 et l'Afrique dans les années 90 /2000 et suivantes. Effet : il fut question des années de Braises au Paraguay, au Brésil 1964, en Uruguay au Chili 1811/1973. En Argentine, en 1976 /1980 – la complicité de grandes puissances. De nos jours, la situation perdure. La situation en Argentine et au Chili ont donné lieu cependant à un début d'espoir, avec la dénonciation des généraux de Videla et l'Amnestie qui leur a été octroyée, et les poursuites engagées contre Pinochet en Angleterre et au Chili.

En Afrique, nous parlons du Congo Démocratique de Mobutu, du Togo de Eyadema, du Bénin de Kérékou, du Rwanda de Habaryanama, du Burundi de Buyoya, du Libéria de Charles Taylor, de la Sierra Léone de Fodé Sanko, de la Guinée de Konté, du Burkina Faso de Blaise Compaoré.

Il y eu des violations graves et massives de droits humains dans ces pays. Des doctrines de sécurité nationale et la formation de tortionnaires furent installées. Nous vous renvoyons "aux confessions d'un Barbouze" signés d'un certain Yaméogo, courant 2002, dans notre pays, diffusés par les journaux de la place. Le Parquet de Ouagadougou, et le Parquet général, si prompts à donner des conférences sur les faits judiciaires, ne bougèrent pas d'un pouce. Le barbouzier avait donné dans les détails comment des burkinabè étaient exécutés. Il avait décrit les lieux, donné le nom des victimes et ceux de leurs bourreaux et commanditaires.

Impunité, quand tu nous tiens.

Des noms avaient été ventillés aux quatre points de notre pays pour dénoncer ceux qui avaient tué au conseil (affaire David Ouédraogo) et ceux qui avaient tué à Sapouy. Depuis, silence

Radio, l'instruction suit son cours au Cabinet d'instruction du juge Wenceslas avec cette note particulièrement touchante selon laquelle, le seul inculpé est malade.

Au nom de la lutte contre le banditisme, le Ministre de la Sécurité a ajouté son grain de sel en faisant procéder à l'exécution de nombreux burkinabè, au niveau de nombreux pays, y compris au Burkina Faso, les régimes ont fait voter de nombreuses lois d'amnistie en faveur des tortionnaires.

Il existe dans notre pays des réticences à punir de façon légale

« Les réactions aux événements du 11 septembre 2001 à NEW York, ainsi que les dynamiques amorcées au nom de la lutte anti-terroriste dans plusieurs pays, les avancées et projets de législations nationales, le relancement de l'initiative pour une convention internationale générale sur le terrorisme sont des sources de préoccupation, car plusieurs d'entre elles mettent en tension et dans certains cas transgressent les droits de l'homme et des principes de droit international »³⁵

Dans notre pays, les mesures sécuritaires, celles adoptées au nom de la lutte contre le banditisme sapent les fondements de l'état de droit, tels que la séparation de pouvoirs et le principe de légalité. Le fait pour le Ministère de la sécurité de ne pas se subordonner aux autorités judiciaires constitue un exemple net.. Les exécutions judiciaires de Novembre/Décembre 2001 n'ont pas été ordonnées par des juridictions.

Ceux qui se sont livrés à ce travail macabre doivent être poursuivis et punis par la loi car « les principes de légalité et la primarité du droit sont inhérents à l'ensemble du Pacte International relatif aux droits civils et politiques auquel le Burkina Faso a adhéré.. La quintessence de ce texte est : « toutes personne a le droit d'être jugée de façon impartiale et équitable ».

Les actes qualifiés par la loi comme infractions pénales doivent être définies d'une manière stricte et sans équivoque ni ambiguïté.

Les définitions vagues du genre « lutte contre le banditisme » nébuleuses, imprécises qui permettant d'envoyer de vie à trépas de citoyens sont contraires à notre droit positif et aux droits de l'homme.

Le plan d'action du Ministère de la sécurité, au lieu de donner de grandes lignes suggestives pour une lutte contre l'impunité contient des dispositions ayant pour effet de recenser officiellement certains groupes comme « bandits, terroristes » en l'absence de toute analyse de leur situation ou de leur nature particulière. Ce qui peut avoir des conséquences graves pour ces regroupements tel le collectif contre l'impunité.

III - Les causes de l'impunité et les limites de la réconciliation nationale

La volonté politique peut nous aider à combattre avec succès le phénomène de l'impunité. Le défaut de volonté politique est donc une cause d'aggravation de l'impunité.

La construction d'une administration saine de la justice peut être un facteur de paix sociale et de réconciliation. La tendance dans notre pays est de dire d'oublier pour favoriser l'aboutissement de compromis politiques immédiats. (journée du pardon, messages des religieux – incantations des coutumiers, arguments de victimes abusées etc., etc.)

Les puissants du moment refusent d'être jugés.

- Ils occupent des postes de responsabilités
- Ils retardent excessivement les procédures
- Ils sont coupables d'immixtions abusives dans le fonctionnement de la justice
- Ils s'attachent les services de juges bien déterminés.

³⁵ In occasionnel papers N°2
Terrorisme et droits de l'homme
El. Frédéric Andren Guzman CIJ April 2002

Ex : Affaire Norbert Zongo et autres affaire David Ouédraogo et le faux procès verbal contre le gendarme Semdé.

- Ils n'accordent pas de moyens judiciaires ni au corps de police, ni au corps judiciaire

Du coup, le Procureur établi, cultivant l'impunité, organise une insécurité généralisée qui met le magistrat et le citoyen à la merci du premier venu, tout en favorisant la création et le développement de milices (commémoration du 3^e anniversaire de l'assassinat de Norbert Zongo et l'attitude de Simon Compaoré à l'encontre du Festival pour la liberté de la presse (FILEP), incendie des membres du collectif dans le Bulkiemdé par les milices de l'ADF/RDA de Herman Yaméogo, bastonnades de militants du collectif dans nombreuses provinces aux cris de « dehors l'étranger ».

Les autorités établies ne garantissent pas l'indépendance de la magistrature. Les policiers et officiers du Ministère public ont des problèmes de suivi. Certains d'entre eux refusent d'être courageux et ne s'engagent pas.

- Des solidarités négatives et des clivages politico-ethniques exacerbent la crise et accroît ce phénomène de l'impunité,
- La corruption est une cause profonde de l'impunité,
- La mauvaise collaboration entre les services de la justice et ceux de l'administration
- Les institutions parallèles des affaires criminelles
- Les recours intempestif à des juridictions militaire et leur garniture par des juges de service.
- L'inertie de la population

Situation qui a inspiré Grégoire Muyovu Président Général près la Cour d'Appel de Bujumbura en ces termes : « la complication du silence, finira un jour par faire de tous les Burundais des criminels par omission ». Norbert Zongo l'avait également dit en évoquant le silence ravageur des gens biens.

Les causes de l'impunité sont multiples et l'une des plus graves peut être l'absence de mobilisation contre l'impunité.

Nous ne devons jamais nous laisser dans ce travail et n'avoir de cesse qu'avec la satisfaction de notre plate-forme rénovée qui exige :

- La réforme de la justice
- Les garanties des libertés civiles et politiques
- Les réformes institutionnelles bien comprises.

IV – Voies et limites de la réconciliation nationale

1 – Les exigences de vérité et de justice

La situation actuelle au Burkina Faso, l'engagement du collectif posent les problèmes et questions suivantes :

- La mémoire, la vérité, la justice
- La reconnaissance officielle de la vérité et de la justice, le pardon, la réconciliation nationale

La mémoire collective, l'histoire de notre peuple et sa culture sont nécessaires à la construction de notre pays. Le 3 janvier 1966, décembre 1975, l'avènement du CNR, la constitution de 1991 sont émaillés d'événements inoubliables, avec à la chef une liste de près de 145 assassinats, meurtres que nous devons élucider d'une manière ou d'une autre et au total par la voie judiciaire.

La vérité doit être sue et connue.

Les enquêtes n'ont pas abouti (Oumarou Clément Ouédraogo, commission d'enquête Indépendante). Des crimes sont restés non élucidés. Il y a eu des disparitions forcées, des exécutions. Le pire c'est que les auteurs sont vivants et circulent. Il faut la vérité.

La justice en question. Elle est le pilier de la démocratie. Elle reste absente et évanescence bien que le chef de l'Etat fasse beaucoup de bruits autour d'elle. (Installation des hautes cours, bâclage des dossiers pendants etc., etc. . Les chrétiens ont oublié jusqu'au décalogue , ces principes du genre : « Tu ne tueras, tu ne mentiras pas.... » Ici, on a tué, on tué hier encore, on tue des jeunes (Dabo Boukary), on tue des femmes (Monique Mayer) on tue des réfugiés politiques (Balla Keïta) Toutes les lois de l'ancien et du nouveau testament sont violées au lieu d'être évoquées pour protéger la société.

La vérité et la justice doivent être reconnues par le gouvernement et par le coupable. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons aboutir au pardon, « tourner la page » comme disent certains. Mais le collectif rappelle l'expression consacrée ; « il faut avoir lu la page, avant de la tourner ». Alors, seulement alors, la réconciliation nationale pourra être possible.

Et nous répétons que tant que le besoin de justice de violations n'est pas satisfait, il subsistera un obstacle à la réconciliation nationale. Il faut alors abroger immédiatement ces récents décrets fixant indemnisation des victimes en leur partie restrictive où les intéressés sont priés de choisir entre l'argent et la justice, entre l'argent et le respect dû aux morts. Au terme de ces décrets, les dispositions prévoient qu'en cas de reconnaissance de la responsabilité de l'état dans un procès, le montant de dommage et intérêts soit fixé par une commission technique dépendant du pouvoir exécutif. On occulte la responsabilité des criminels qui doivent payer en cas de tortures ou violations des droits humains.

L'entrée en vigueur de la Cour Pénale Internationale le 1^{er} juillet 2002 l'installation des juges dans la 2^e semaine de mars 2003 sont non seulement une opportunité à saisir, mais le fruit de la lutte des partisans de la lutte contre l'impunité.

2 – Les pardons hâtivement donnés, tuent la démocratie

a – La journée du 30 mars au Burkina Faso ou l'octroi d'une prime à l'impunité

Une prime contre l'impunité est entrain d'être accordée aux gouvernants de la IV^e République, aux bourreaux et assassins, qui ont endeuillé notre pays et qui vont continuer à tuer et à assassiner froidement, si le Collectif des Organisations de Masse et des Partis Politiques ne redouble pas de vigilance et de détermination.

La grande manœuvre dolosive est orchestrée par le Ministère de l'information et de la culture qui désinforme, choisit les personnes dociles à interviewer, ment sur la mentalité de notre peuple, le CDP et tous les partis mouvanciers, virtuels pour la plupart, dirigés par des imposteurs et des individus en perte de vitesse qui ont participé à plusieurs mascarades politiques et qui vont cautionner le crime. Au sommet, Blaise Compaoré soutenu à bout de bras par sa garde prétorienne dont certains des membres sont des tueurs invétérés (KGB) relayée dans les entrailles de notre société par quelques responsables coutumiers, religieux et autres dignitaires qui pour ces derniers se révèlent partisans et qui refusent d'être un paratonnerre pour notre peuple en butte aux actes criminels d'un régime autocratique, fascisant, dissimulateur à l'intérieur et interventionniste à l'extérieur, mettant dans une insécurité collective notre peuple en Côte d'Ivoire, en Sierra Léone, en Guinée, en Angola.

Comment veut-on forcer notre peuple par l'argent, les menaces, les mensonges au stade du 4 août de Ouagadougou pour blanchir les auteurs, les commanditaires des dizaines et des dizaines de ses fils trucidés au conseil de l'entente, dans nos bois, à Pô et sur nos routes ?

Comment, alors que les travailleurs de Faso Fani meurent par dizaines, de même que ceux de Poura, va-t-on oublier les déprédateurs qui ont détourné des milliards de Francs et mis l'usine de textile sur les cales avec comme première conséquence 400 ouvriers mis à pied ?

Comment va-t-on nous expliquer qu'il faut renoncer à une demande d'explication sérieuse sur la violation par notre pays de la convention du conseil de sécurité, isolant et bannissant les criminels de guerre comme SAVIMBI, Charles TAYLOR, Fodé SANKO et autres Fatoh SANKO ?

Comment peut-on nous inviter à oublier tout simplement, au nom des livres saints mal interprétés, au nom de nos coutumes mal entonnées, au nom d'une confiance béate, les meurtres des enfants de Garango en 1995, de l'enfant de Boussé Nébié Flavien, du jeune Nakouli de Pô et autres Mamadou Kéré et le génocide de Sapouy de 1998, le massacre collectif du conseil où, respectivement Norbert Zongo et trois de ses compagnons, Thomas SANKARA et treize de ses compagnons ont été tués, brûlés et les restes dispersés ?

Quid de nos disparus, Guillaume Sessouma, Dabo Bourkary et cette jeune personne du Passoré Aminata Djegueré tués par les enfants du Maire sinon Hamidou ?

Nous ne pouvons pas accepter que la IV^e République transforme les victimes en bourreaux.

Nous ne pouvons pas accepter, le thème de « tous pourris, tous coupables ».

Que ceux qui se sont cachés et tués hier, continuent de se taire, de se terrer et de taire. Notre peuple les a toujours vu, « se cherchant » comme ils aiment à dire, « soutenant » comme ils l'ont fait, oubliant leur vraie place et leur vrai rôle dans la société.

Pour « reconstruire une humanité réconciliée » au Burkina Faso, il faut accepter que la réconciliation commence.

Quand nous voyons les larmes couleur des yeux de l'un et de l'autre,
 Quand nous apprenons à partager nos souffrances,
 Elle continue
 Quand nous osons regarder en arrière et nous souvenir,
 La réconciliation commence
 Quand plus rien ne m'empêche de taire ce qui est vrai pour moi
 Et que plus rien ne t'empêche de taire ce qui est vrai pour toi
 Elle continue
 Quand ta force est ma joie
 Et que nous pouvons célébrer ensemble
 Les dons que chacun de nous a reçus
 La réconciliation commence
 Quand l'espace est libre, les portes ouvertes
 Et que pourtant tu me laisses vivre mon cours
 Elle continue
 Quand la réponse est là avant la question posée
 Et que nous découvrons des mondes inattendus

Ces mots et expressions sont tirés de La Réconciliation. Don de Dieu et source de vie nouvelle. CCEE/KEK.

Qui poursuit : la réconciliation nous a été acquise en Jésus Christ par la mort sur la croix, mais il nous revient, animé par la force de l'esprit, de la mettre en œuvre et la mener jusqu'à son terme dans notre histoire. Le pardon est un acte privé. Il est individuel. Notre Collectif recherche une solution à la crise qui marque notre pays, singulièrement depuis l'assassinat de Norbert Zongo et de ses trois compagnons qui pose une question dont la réponse concerne tout notre peuple. Notre conviction est que cette réponse se joue aussi entre Dieu et notre peuple. En quoi, le Président Blaise Compaoré peut-il être ou s'auto-proclamer médiateur entre Dieu et notre peuple ? Notre combat contre l'impunité est lié à des événements où plusieurs centaines d'entre nous ont été assassinées aux termes de violences inouïes. La solution, la vérité, la justice sur ces crimes en faveur des victimes et des ayants droit peuvent avoir une portée sociale et politique de nature à opérer une réconciliation et un pardon entre eux et les bourreaux. Encore faut-il faire le saut et dire au niveau de la IV^e République que cela doit être fait, bien fait et augurer la marche vers le pardon et à défaut la sanction judiciaire au administrative.

Evitons les faux pardons et les fausses réconciliations

Le pardon, la réconciliation, le progrès social, sont inséparables de la justice, de la paix, de la justice sociale, elles-mêmes, liées à la vérité. Le pardon, suppose l'aveu qui consiste à parler du passé douloureux, à avouer les origines et les mobiles du crime.

Par ex. : Pourquoi, comment, dans quelles conditions Kafando, Koama, Yaro, ont tué David Ouédraogo ?

Qui a donné l'ordre de trucider Norbert Zongo et ses trois compagnons ? Qui a armé le bras ? Qui a tué ? Kafando Marcel commence à répondre et nous n'avons pas le droit de le couper. Il faut qu'il aille jusqu'au bout et qu'il dise tout. Après la sentence, libre à Blaise Compaoré de le gracier, de l'amnistier, de lui accorder ces pardons susceptibles de protéger.

Les étapes sont nécessaires

La vérité, la justice, le pardon et la réconciliation.
Le contraire est une diversion.

Une équipe de l'ACAT écrit :

« Il y a des étapes nécessaires, problématiques et pourtant indispensables pour bâtir un avenir de justice dans notre pays. La grâce divine n'est pas gratuite, elle est aussi coûteuse pour Dieu, à qui elle a coûté la mort de son fils. » Le pardon, la réconciliation sont coûteuses pour les militants du Collectif, pour les ayants-droits des personnes disparues. Si nous ne résolvons pas ces situations, nous n'aurons ni pardon, ni justice, ni paix.

La réconciliation, comme la grâce est également coûteuse.

Elle nous entame comme le pardon, elle s'attaque à nos assurances de droit, de bonne conscience, de bonne volonté.

Dans le pardon, comme lors de la réconciliation, la présence de tiers entre les deux parties est souhaitable. Le tiers ici c'est la justice. Les parties sont par exemple les individus, les groupes où le peuple. Pour rapprocher les parties, nul ne peut s'imposer comme conciliation, à plus forte raison être groupe et parti. C'est pourquoi le collectif travaille à la réconciliation nationale, à la paix, qu'il mobilise le pays réel sur le chemin de la vérité, de la justice. Les militants du collectif sont des hommes et des femmes qui n'ont pas de haine et quand bien même au-delà de ce que le pouvoir de la IV République désinforme autour d'eux fait abstraction de la violence que le pouvoir de Yoda exerce sur eux, de la haine dont ils sont l'objet se retrouvent et fait avancer la vérité, les droits humains, la démocratie, pour preuve, le décret du 6 décembre 2000 est retiré. Ils y sont pour beaucoup de choses .

Le Gouvernement Yonli, le Président Blaise Compaoré, nombreux mouvanciers, n'ont pas dans leur esprit et dans leurs actes, un agenda pour la paix, ni pour le pardon. Il s'agit pour eux de gagner du temps pour esquiver pour un moment les questions que leur pose le collectif.

« Notre pays a besoin disent les femmes du CDP, pour son développement de calme, de sérénité et de paix. « Notre adhésion sans condition à la journée nationale du pardon se justifie par l'opinion idéologique qu'à travers son programme de développement solidaire, le Président du Faso a pris la pari de construire un Burkina de paix, de stabilité, de sécurité et de progrès » continuent-elles. Le Maire de Ouagadougou quand à lui prend l'engagement d'accompagner le peuple burkinabè sur l'autel du pardon ». Le Secrétaire Général du CDP trouve que ceux qui refusent le pardon veulent sauvegarder leur fonds de commerce.

Ces extraits traduisent les véritables enjeux de la journée du 30 mars. Vu côté cour et côté jardin de la IVe République. Notre peuple n'oublie pas. Ce sont ceux-là même qui ont refusé de pleurer nos morts, ceux-là même qui continuent de lever les milices, qui parlent aujourd'hui d'un pardon, d'un pardon que nous qualifions de gratuit. Il faut dire qui on est, ce qu'on a fait, ce qu'on veut, qu'on ne répètera plus et on verra. A la limite nous pouvons considérer qu'ils introduisent

aujourd'hui devant les victimes et les ayants-droit, notre société une simple de pardon qu'ils attendent la suite.

Le collectif aussi, fait le serment de continuer sur les chemins de la recherche de vérité, de justice, de liberté et de démocratie. Il rejette la surenchère continuelle des tentatives de banalisation de ses activités, de sa plate-forme rénovée et dans les violences sociales et politiques et économiques. Il faut que notre peuple sache déchiffrer dans les actes manqués de la IV^e République. C'est une fin de partie qui ne dit pas son nom. Les refus du dialogue, les désinformations sur le collectif de ses activités visent à embrouiller notre peuple qui aujourd'hui ne se laisse pas duper.

b – L'exemple de l'Afrique du Sud

La libération de Nelson Mandela dans les années 1990 et les brèches faites de l'apartheid ont changé la situation en Afrique du sud, nettement en faveur des populations dans ce pays. Une charpente démocratique et de la justice a été dressée autour d'une loi fondamentale qui prend au compte l'histoire des peuples Sud africain confrontés à une des dominations les plus inacceptables que soit.

L'Ubuntu, a présidé à ces changements et ses rapports avec la constitution et ses éléments telles que la justice, les coutumes, et usages, les lois indigènes, la commission réconciliation vérité, les essences de la démocratie et les droits de l'homme, les droits de solidarité augurent de la construction d'une voie originale de rédemption des masses populaires africains. En effet, ce concept, disent avec propos les organisateurs de la conférence « inspire le sens de la communauté et de l'appartenance, la complémentarité plutôt que la concurrence, le partage et la solidarité et nous ajouterons, l'égalité devant la justice quant à son accès et à son impartialité comme conditions de réhabilitation de ceux qui se présentent devant elle. Elle utilise toutes les voies possibles de résolution des conflits, de médiation et indique le respect des droits de la personne humaine.

Bien pensé, la justice en Afrique, doit être un pur produit de cette démarche où le respect du droit de mémoire est le meilleur gage de la réconciliation nationale.

Atelier UBUNTU – JUSTICE et DEMOCRATIE

Animé par Halidou OUEDRAOGO

Rapporteur : Yves Francis DANTEU

Yves Danteu est Assistant de Recherche et d'Enseignement à l'Université de Genève. Ses centres d'intérêt sont les biosécurité et la biodiversité. Il est également président de l'AJOA (Association des Jeunes d'Origine Africaine) de Suisse. E-mail:danteu1@yahoo.com

QU'EST-CE QUE UBUNTU ?

Le vocable « **Ubuntu** » est un concept ayant une diversité de significations: c'est à la fois une philosophie de vie dans la pensée qu'un art de vivre au quotidien . Il est connu et évoqué dans la zone géographique de l'Afrique Centrale, Orientale et Australe, tandis qu'il est appelé sous d'autres noms dans les autres pays africains.

Il est connu dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest par le mot *Baobab* (arbre à palabre) symbolisant le lieu sacré où chaque communauté se regroupe pour rendre justice afin de maintenir l'harmonie du groupe.

Ubuntu représente l'humilité et l'humanisme, ce concept reste très difficile à définir car il est un tout que l'on doit vivre et sentir afin d'être capable d'en parler et mieux scruter sa profondeur. Il n'est lié ni à un Dieu ni à une religion quelconque.

Dans l'Afrique pré coloniale, les empires du Monomotapa, du Ghana, Mandingues et Mossi possédaient un système de justice très bien élaboré qui fonctionnait mieux que celui des Etats actuels. Cette justice se faisait dans un contexte de solidarité et de sagesse dans l'objectif de récupérer la personne déviante ou accusée et non de la condamner systématiquement au risque de l'exclure et la rendre plus dangereuse pour la société.

LA PLACE DE UBUNTU DANS L'AFRIQUE ACTUELLE

De nos jours, Ubuntu se heurte à des Etats froids, congelés et même surgelés, il est d'ailleurs érodé, menacé et même combattu par un processus de génocide culturel séculaire initié et perpétré par les oppresseurs pendant quatre siècles.

La classe dirigeante des pays d'Afrique au Sud du Sahara ont volontairement hérité de ces méthodes abominables qu'ils perpétuent au détriment des populations condamnés dans un état vicieux.

Les participants ont reconnu que toutes les vertus positives de nos sociétés ont été instrumentalisées pour des fins politiques très égoïstes. La notion du pouvoir a été dénaturée ; les enfants, les femmes et les sages jadis au centre de la vie sociale et spirituelle des communautés traditionnelles sont aujourd'hui en marge de tout processus de prise de décision. Contrairement à l'époque pré coloniale, ils sont d'ailleurs aujourd'hui une cible privilégiée pendant les conflits de toute nature que se livrent des groupes armés sur le continent.

UBUNTU, JUSTICE ET DEMOCRATIE: QUELS LIENS ?

Dans plusieurs langues en Afrique de l'Ouest, de nombreuses expressions sont hautement évocatrices de l'esprit Ubuntu. Dans la langue Mandingue, *Kuma* signifie parole féconde ; *Komo* veut dire être pris de science, témoins de l'histoire tant dis que *Kekorba* désigne le vieillard . Toutes ces expressions très riches significatives et présentées sous ces formes diverses prônent la vertu, le dialogue, la vérité et surtout la volonté de rendre justice.

Le groupe de travail a constaté que l'idée de justice et de participation est bien au centre de la vie, et de la pratique de Ubuntu. La justice et la démocratie ne lui sont pas étrangères, simplement, ces notions sont construites et vécues dans un contexte culturel spécifique qui tire l'essentiel de sa substance dans les éléments et pratiques endogènes.

Dans la philosophie Ubuntu, l'on évite l'impunité pour ne pas tuer la vie en société.

Or de nos jours, le retour de Ubuntu doit indubitablement passer par l'expression pratique de la justice et la démocratie.

Le retour de ces deux notions peut être saisi et simplifié par cette trilogie : dialogue, réparation, pardon. La question de réparation se pose avec beaucoup d'acuité car il faudrait bien définir sa nature dans un esprit de consensus des parties en conflits afin d'aboutir à la réhabilitation et espérer le retour à l'harmonie.

Dans cette perspective, la démarche devrait être endogène pour faciliter la compréhension: partir de l'expérience de nos peuples pour aller vers l'universel. Car spécificité et universalité sont complémentaires. Le processus historique de la transition démocratique en Afrique du Sud est un exemple bien illustrateur que les participants à l'atelier ont bien voulu mettre en exergue.

PROPOSITIONS ET RECOMMANDATIONS

Il est important de noter que Ubuntu ne devrait pas être récupéré pour satisfaire des ambitions politiques inavouées. Il y a quelque temps, le président Blaise Compaoré du Burkina Faso a initié une mascarade de rencontre sous la coupole de Ubuntu. L'objectif étant de simuler le pardon et la réconciliation dans un pays qu'il dirige avec terreur, où les exécutions extra-judiciaires sont courantes.

Il est donc prudent, mieux efficace de:

astructurer Ubuntu;

aidentifier, étudier, et apprendre des poches de vie de Ubuntu, encore existantes

aencourager la mise sur pieds de vrais comités de sage;

amettre un système efficace d'infrastructures pour nos cultures par le truchement par l'éducation à travers les contes, les rites et les initiations.

En clair, la dynamisation de Ubuntu passe par une question inévitable posée clairement par le Pr. Ki Zerbo dans son dernier livre et qui peut se résumer par «qui sommes nous ?» Question fondamentale qui pose avec insistance la nécessité de partir de notre *identité* personnel pour construire notre propre philosophie, notre propre société, notre propre mode de vie en fonction de nos propres valeurs et visions du monde.

Des projets de société devraient voir le jour en s'inspirant des hommes de mémoire qu'a connu le continent: Nkame Nkrumah, Amilkar Cabral, Um Nyobe, Patrice Lumumba, Nelson Mandela, Ben Bella etc.

Il faut réviser la place des intellectuels qui se sont jusque là distingués par l'imitation, le mimétisme au lieu de la créativité.

En attendant d'humaniser nos Etats en Afrique à l'aide de «Ubuntu», les participants ont tous encouragé l'utilisation des instruments internationaux pour rendre la justice: cour pénale internationale, cours africaine des droits de l'homme.

M. Halidou Ouedraogo dispose d'un réseau bien large et varié au sein de la société civile dans de nombreux Etats en Afrique. Africa Viva en synergie avec le concours d'autres institutions sur le terrain, devrait réfléchir sur cet aspect et travailler dans le but de réveiller les consciences qui sans le savoir écrasent Ubuntu pourtant présent et en dormance dans leur esprit.

FILMS

autour du thème de l'Ubuntu
et de la Commission Vérité et Réconciliation

around Ubuntu and the Truth and Reconciliation Commission

Sharing is Unity (23 min.), Ron MULVIHILL (USA)

Le partage fait l'union

USHIRIKA NI UMOJA – un documentaire sur les Iso du Kenya de l'Ouest. Le partage fait l'union explore la vie rurale et les sentiments du peuple Iso du Kenya. Le sens africain de la communauté est illustré par les activités quotidiennes allant des travaux agricoles aux contes et histoires. Le film illustre l'esprit iteso de partage et de don réciproque – valeurs qui contribuent à l'unité et à la survie des communautés africaines.

USHIRIKA NI UMOJA – a documentary on the Iteso people of Western Kenya. Sharing is Unity explores de rural life and feelings of the Iteso people of Kenya. The African sense of community is experienced through the Iteso's daily activities ranging from farming to story telling. The film portrays the Iteso spirit of sharing and reciprocal giving – values which contribute to the unity and survival of communities in Africa.

***Un jour, la nuit** (52min), Nori MAHDI (Algérie)

Where is Stanza Bopape ?

Traite de l'assassinat de Stanza Bopape en Afrique du Sud par l'ancien régime et de la Commission Vérité et Réconciliation.

Relates to the killing of Stanza Bopape in South Africa by the apartheid regime and the Truth and Reconciliation Commission.

***Amère réconciliation** (16min), Romain MIRANDA (Suisse)

Bitter Reconciliation

Les médias occidentaux ont donné une image romantique de la Commission Vérité et Réconciliation, laissant croire qu'au pays de l'apartheid 'tout est bien qui finit bien'. Or, il n'en est rien : ils sont très nombreux à se sentir trahis, lésés et blessés dans leur dignité au sortir de l'exercice de la Commission. C'est à eux que le réalisateur a choisi de donner la parole : une palette d'hommes et de femmes de provenances très diverses s'expriment dans ce documentaire dont l'intensité égale l'originalité de la démarche.

The Western media have given a very romantic picture of the Truth and Reconciliation Commission, allowing the world at large to believe that today in the former land of apartheid all is well. Unfortunately, this is not the case : after the Commission was over, many people felt betrayed, wronged and wounded in their dignity. Some of them, from very different backgrounds, express themselves in this intense documentary.

Ubuntu's Wounds (33min), Sechaba MOROJELE (Afrique du Sud)
Les blessures de l'Ubuntu

Meilleur court métrage au festival panafricain du film, Ubuntu's Wounds a également reçu le prix Martin Ritt ainsi que de nombreuses autres distinctions dans le monde entier. Le film traite de la déception que connaît le protagoniste principal à l'issue de la Commission Vérité et Réconciliation. Lorsqu'il rencontre l'assassin de sa femme, les événements prennent un tour imprévu.

Best short film at the Panafrican Film Festival, Ubuntu's Wounds also won the Martin Ritt award and many other distinctions throughout the world. The film deals with one man's disappointment with the Truth and Reconciliation Commission. He takes justice into his own hands when he meets the killer of his wife.

* réalisateurs présents au débat après la projection des films.

* *directors present for the debate following the show.*

EXPOSITION

autour du thème de l'Ubuntu

Originaire du Sénégal, Momar SECK est le propriétaire de AM Galerie à Genève. Artiste plasticien et sculpteur, ses œuvres ont fait l'objet d'expositions dans le monde entier. Il enseigne à l'Ecole Internationale de Genève et anime des ateliers de peinture et de sculpture pour enfants et adultes (tél. 079/319.76.60).

Art UBUNTU

L'exposition d'artistes plasticiens "Art UBUNTU" a eu lieu du vendredi 25 avril au 7 mai 2003 chez "AM Galerie", Espace d'échanges culturels et événements artistiques. La philosophie de cet espace rejoint celle de "UBUNTU" dans l'appel à la tolérance et à l'acceptation d'autrui dans sa différence.

Cette exposition était aussi entre autre placée dans cette optique du "Vivre ensemble" sainement afin d'établir un véritable dialogue ou chacun est convaincu d'apprendre quelque chose de l'autre.

Dans leurs variétés de styles et de techniques, les artistes plasticiens ont fait ce pas du croisement et de l'interculturel dans une diversité ethnique, raciale et de croyance.

Ils ont présenté un travail doté d'une très grande valeur plastique et esthétique mettant en lumière une unicité au niveau des thèmes de prédilection se retrouvant dans "UBUNTU".

Les artistes exposants étaient :

Patrice Nanga - Patricia Sharrer - Stéphane Nanga – Monica Di Torro - Vieux Niang - Sabah Salman - Eric Pina – Dany Malu - Ge Etienne - Momar Seck

Momar Seck

ANNEXE**Practical Peacemaking Wisdom from Africa:****Reflections on *Ubuntu*****Timothy Murithi, Ph.D.**

Programme Officer

Programme in Peacemaking and Preventive Diplomacy

United Nations Institute for Training and Research (UNITAR)

Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland

Tel: +41-22-917-8595; Fax: +41-22-917-8047;

E-mail: tim.murithi@unitar.org

(The views expressed herein are those of the author and do not represent the views of the United Nations)

Practical Peacemaking Wisdom from Africa: Reflections on *Ubuntu*

TIMOTHY MURITHI

Programme in Peacemaking and Preventive Diplomacy, United Nations Institute for Training and Research (UNITAR)

This study examines the cultural world-view known as *ubuntu* which highlights the essential unity of humanity and emphasizes the importance of constantly referring to the principles of empathy, sharing and cooperation in our efforts to resolve our common problems. The discussion will focus on how Archbishop Desmond Tutu utilized the principles of *ubuntu* during his leadership of the South African Truth and Reconciliation Commission. This study will also outline the five stages of the peacemaking process found among *ubuntu* societies, including: acknowledgement of guilt, showing remorse and repenting, asking for and giving forgiveness, and paying compensation or reparation as a prelude to reconciliation. Potential lessons for peace and reconciliation efforts are highlighted with the premise that the *ubuntu* approach to the building of human relationships can offer an example to the world.

Culture and Peacemaking

There has been an increasing interest in the role that culture plays in determining human relations, and in the social sciences we are beginning to witness a growing focus on the impact of a culture of peacemaking (1-4). Every society since the beginning of time has developed its own mechanisms and institutions for managing disputes in a way that preserves the integrity and fabric of the society. It should come as no surprise therefore that cultural approaches for managing disputes around the world will play a vital role in promoting peace and social order within communities and even nations. In the case of South Africa, a difficult political situation was addressed through various peace-building institutions and mechanisms for governance. These helped the people of this country to transcend the bitterness, hatred and suspicion of the past and to make the transition to a more stable - albeit still imperfect - political order. There has been a growing interest in the cultural values and attitudes held by South Africans that enabled a spirit of forgiveness and a willingness to move beyond the legacy of the apartheid state. From the outset, Desmond Tutu was of the conviction that as far as South Africa as a nation-state was concerned, there could be 'no future without forgiveness' (5). Informed by his own adherence to the African world-view of *ubuntu*, Tutu, as Chairman of the South African Truth and Reconciliation Commission, was able to provide leadership, advice and guidance to his fellow countrymen and women in the difficult and precarious transition through which the country was passing.

What are the lessons that can be drawn from this notion of *ubuntu*? In particular, how can *ubuntu* contribute towards the ongoing debates among practitioners and researchers of peace as to how culture can also inform our efforts to implement practical and effective conflict resolution initiatives?

Conflict and the Revival of Values for Peacemaking

People derive their sense of meaning from their culture. What does it mean to be human? What is - or ought to be - the nature of human relations? These notions feed into the attitudes and values that we choose to embrace, which in turn determine how we interact with each other. Cultural attitudes and values therefore provide the foundation for the social norms by which people live. Through internalizing and sharing these cultural attitudes and values with their fellow community members, and by handing them down to future generations, societies can - and do - re-construct themselves on the basis of a particular cultural image.

When we survey various parts of the world we are confronted with images and cultures of violence. Societies appear to be tearing themselves apart and the attitudes and values in these societies seem to be based on self-interest, private accumulation and the competitive drive for power and resources. This 'cultural logic' promotes exclusion on a fundamental level and feeds a cycle of poverty, debt and economic marginalization. By extension, this logic also generates and regenerates the vicious cycles of perpetual violence that we are currently witnessing. Any effort to arrest these vicious cycles requires an intervention at the level of culture, with specific reference to how people perceive themselves and their responsibilities, in relation to others. Until significant steps can be taken to reduce the adherence to a culture of violence and exclusion, we will continue to postpone genuine peace. But where do we begin in our attempts to reverse this persistent and pernicious culture of violence?

In order to initiate the social reconstruction of war-affected communities, a key step would be to find a way for members of these communities to 're-inform' themselves with a cultural logic that emphasises sharing and equitable resource distribution. This, in effect, means emphasising the

importance of reviving cultural attitudes and values that can foster a climate within which peace can flourish.

Values for Peacemaking in South Africa: Archbishop Desmond Tutu on *Ubuntu*

The world recently witnessed the example of the South African transition towards democracy based on universal suffrage. It goes without saying that this process of change was marred by instances of violence between members of the African National Congress (ANC) and the Inkatha Freedom Party (IFP) - as well as by the general violence perpetrated by the then South African Defence Forces on sections of the population. However, most observers were nevertheless surprised by that fact that the entire country was not plunged into a violent and devastating confrontation engulfing all sectors of the population (6). The prevailing view is that the transition was 'relatively' peaceful. How was it possible for such a social and political transformation to be achieved? The authoritarian apartheid regime had fostered, over a period of several decades, a culture of violence and brutality built upon attitudes of hatred and fear, and embracing negative values of social and political exclusion and economic marginalization. The ability of the country to move beyond the conditions created by this legacy, without a culture of vendetta and revenge taking over the minds of the oppressed, remains a key lesson for the rest of humanity. As Nelson Mandela observed: 'time and again the prophets of doom have been confounded by the capacity and determination of South Africans to resolve their problems and to realize their shared vision of a united and peaceful and prosperous country' (7).

The social and economic project is by no means complete and indeed the situation can only be described as one in which a fragile reconciliation exists. The economic well-being of large sections of the population remains to be addressed if a more sustainable reconciliation process is to be consolidated. For the purposes of this study the focus will be on the cultural attitudes and values that enabled the country to move forward with progressive change. What are the cultural values underpinning this 'capacity' for transformation that Mandela refers to? Can these values also contribute towards 're-informing' other communities across the world that are struggling to make peace between their members? It has been common practice for certain South African leaders to be invited to go to places such as Northern Ireland and the Middle East, as well as around Africa, to share with these societies the practical wisdom which can be derived from the South African experience (5).

South Africa is a model of unity in diversity, and has been referred to as the 'rainbow nation'. It is clear that different groups and individual members of the society would have drawn from aspects of their own cultures when dealing with the process of transition. Many drew upon their own family values and their religious background. An analysis of all the different cultural backgrounds and belief systems is beyond the scope of this study; rather the focus will be on *ubuntu*; an African way of viewing the world which a significant number of ethnic groups and individuals adhere to, some of whom were involved in guiding the nation through its troubled phase.

As Chairman of the South African Truth and Reconciliation Commission, Tutu reflects in his book *No Future Without Forgiveness*, that he drew upon both his Christian values as well as his cultural values (5). In particular, he highlights that he constantly referred to the notion of *ubuntu* when he was guiding and advising witnesses, victims and perpetrators during the Commission hearings.

Ubuntu is found in diverse forms in many societies throughout Africa. More specifically among the Bantu languages of East, Central and Southern Africa the concept of *ubuntu* is a cultural world-view that tries to capture the essence of what it means to be human. In southern Africa we find its clearest articulation among the Nguni group of languages. In terms of its definition, Tutu observes that:

'ubuntu is very difficult to render into a Western language. It speaks to the very essence of being human. When you want to give high praise to someone we say, "Yu, u nobuntu"; he or she has *ubuntu*. This means that they are generous, hospitable, friendly, caring and compassionate. They share what they have. It also means that my humanity is caught up, is inextricably bound up, in theirs. We belong in a bundle of life. We say, "a person is a person through other people" (in Xhosa *Ubuntu ungamntu ngabanye abantu* and in Zulu *Umntu ngumntu ngabanye*). I am human because I belong, I participate, I share. A person with *ubuntu* is open and available to others, affirming of others, does not feel threatened that others are able and good; for he or she has a proper self-assurance that comes with knowing that he or she belongs in a greater whole and is diminished when others are humiliated or diminished, when other are tortured or oppressed, or treated as if they were less than who they are.' (5, pp34-35).

As a 'human being through other human beings', it follows that what we do to others feeds

through the interwoven fabric of social, economic and political relationships to eventually impact upon us as well. Even the supporters of apartheid were in a sense victims of the brutalizing system from which they benefited economically and politically: it distorted their view of their relationship with other human beings, which then impacted upon their own sense of security and freedom from fear. As Tutu observes: 'in the process of dehumanising another, in inflicting untold harm and suffering, the perpetrator was inexorably being dehumanised as well' (5).

This notion of *ubuntu* sheds light on the importance of peacemaking through the principles of reciprocity, inclusivity and a sense of shared destiny between peoples. It provides a value system for giving and receiving forgiveness. It provides a rationale for sacrificing or letting go of the desire to take revenge for past wrongs. It provides an inspiration and suggests guidelines for societies and their governments, on how to legislate and establish laws which will promote reconciliation. In short, it can 'culturally re-inform' our practical efforts to build peace and heal our traumatized communities. It is to be noted that the principles found in *ubuntu* are not unique; as indicated earlier, they can be found in diverse forms in other cultures and traditions. Nevertheless, an ongoing reflection and re-appraisal of this notion of *ubuntu* can serve to re-emphasise the essential unity of humanity and gradually promote attitudes and values based on the sharing of resources and on cooperation and collaboration in the resolution of our common problems (8, 9).

The *Ubuntu* approach to Conflict Resolution and Reconciliation

How then were the principles of *ubuntu* traditionally articulated and translated into practical peacemaking processes? *Ubuntu* societies maintained conflict resolution and reconciliation mechanisms which also served as institutions for maintaining law and order within society. These mechanisms pre-dated colonialism and continue to exist and function today (10,11,12). *Ubuntu* societies place a high value on communal life, and maintaining positive relations within the society is a collective task in which everyone is involved. A dispute between fellow members of a society is perceived not merely as a matter of curiosity with regards to the affairs of one's neighbour; in a very real sense an emerging conflict belongs to the whole community. According to the notion of *ubuntu*, each member of the community is linked to each of the disputants, be they victims or perpetrators. If everybody is willing to acknowledge this (that is, to accept the principles of *ubuntu*), then people may either feel a sense of having been wronged, or a sense of responsibility for the wrong that has been committed. Due to this linkage, a law-breaking individual thus transforms his or her group into a law-breaking group. In the same way a disputing individual transforms his or her group into a disputing group. It therefore follows that if an individual is wronged, he or she may depend on the group to remedy the wrong, because in a sense the group has also been wronged. We can witness these dynamics of group identity and their impact on conflict situations across the world.

Ubuntu societies developed mechanisms for resolving disputes and promoting reconciliation with a view to healing past wrongs and maintaining social cohesion and harmony. Consensus building was embraced as a cultural pillar with respect to the regulation and management of relationships between members of the community (12). Depending on the nature of the disagreement or dispute, the conflict resolution process could take place at the level of the family, at the village level, between members of an ethnic group, or even between different ethnic nations situated in the same region.

In the context of the *ubuntu* societies found in southern Africa, particularly among the Xhosa, disputes would be resolved through an institution known as the *inkundla/lekgotla* which served as a group mediation and reconciliation forum (10). This *inkundla/lekgotla* forum was communal in character in the sense that the entire society was involved at various levels in trying to find a solution to a problem which was viewed as threatening the social cohesion of the community. In principle the proceedings would be led by a Council of Elders and the Chief or, if the disputes were larger, by the King himself. The process of ascertaining wrong-doing and finding a resolution included family members related to the victims and perpetrators, including women and the young. The mechanism therefore allowed members of the public to share their views and to generally make their opinions known. The larger community could thus be involved in the process of conflict resolution. In particular, members of the society had the right to put questions to the victims, perpetrators and witnesses as well as to put suggestions to the Council of Elders on possible ways forward. The Council of Elders in its capacity as an intermediary, had an investigative function and it also played an advisory role to the Chief. By listening to the views of the members of the society, the Council of Elders could advise on solutions which would promote reconciliation between the aggrieved parties and thus maintain the overall objective of sustaining the unity and cohesion of the community.

The actual process involved five key stages:

- firstly, after a fact-finding process where the views of victims, perpetrators and witnesses were heard, the perpetrators - if considered to have done wrong - would be encouraged, both by the Council and other community members in the *inkundla/lekgotla* forum, to *acknowledge responsibility or guilt*
- secondly, perpetrators would be encouraged to *demonstrate genuine remorse or to repent*
- thirdly, perpetrators would be encouraged to *ask for forgiveness* and victims in their turn would be encouraged to *show mercy*
- fourthly, where possible and at the suggestion of the Council of Elders, perpetrators would be required to *pay an appropriate compensation or reparation* for the wrong done. (This was often more symbolic than a re-payment in-kind, with the primary function of reinforcing the remorse of the perpetrators.) Amnesty could thus be granted, but not with impunity.
- the fifth stage would seek to consolidate the whole process by encouraging the parties to commit themselves to reconciliation. This process of reconciliation tended to include the victim and his or her family members and friends as well as the perpetrator and his or her family members and friends. Both groups would be encouraged to embrace co-existence and to work towards healing the relationship between them and thus contribute towards restoring harmony within the community, which was vital in ensuring the integrity and viability of the society. The act of reconciliation was vital in that it symbolized the willingness of the parties to move beyond the psychological bitterness that had prevailed in the minds of the parties during the conflict situation.

To be frank, this process was not always straightforward, and there would naturally be instances of resistance in following through the various stages of the peacemaking process. This was particularly so with respect to the perpetrators, who tended to prefer that past events were not re-lived and brought out into the open. In the same way, victims would not always find it easy to forgive. In some instances forgiveness could be withheld, in which case the process could be held up in an impasse, with consequences for the relations between members of the community. However, forgiveness, when granted, would generate such a degree of goodwill that the people involved, and the society as a whole, could then move forward even from the most difficult situations. The wisdom of this process lies in the recognition that it is not possible to build a healthy community at peace with itself unless past wrongs are acknowledged and brought out into the open so that the truth of what happened can be determined and social trust renewed through a process of forgiveness and reconciliation. A community in which there is no trust is ultimately not viable and gradually begins to tear itself apart. With reference to the notion of *I am because we are* and that of *a person being a person through other people*, the above process emphasises drawing upon these *ubuntu* values when faced with the difficult challenge of acknowledging responsibility and showing remorse, or of granting forgiveness.

As mentioned earlier, this traditional peacemaking process covered offences across the board from family and marriage disputes, theft, damage to property, murder and wars. In the more difficult cases involving murder, *ubuntu* societies sought to avoid the death penalty because, based on the society's view of itself - as *people through other people* - the death penalty would only serve to cause injury to the society as a whole. Though it would be more difficult to move beyond such cases, the emphasis would still be on restoring the broken relationships caused by the death of a member of the community.

The guiding principle of *ubuntu* was based on the notion that parties need to be reconciled in order to re-build and maintain social trust and social cohesion, with a view to preventing a culture of vendetta or retribution from developing and escalating between individuals, families and the society as a whole. We continue to observe how individuals and sections of society in the Republic of South Africa, epitomized by Mandela and Tutu, have drawn upon some aspects of their cultural values and attitudes to enable the country to move beyond its violent past. The South African Truth and Reconciliation Commission, which has as many critics as it has supporters, also relied on the willingness of victims to recognize the humanity of the perpetrators, and there are documented cases of victims forgiving particular perpetrators (13). Tutu himself would always advise victims - if they felt themselves able to do so - to forgive. His guiding principle was that without forgiveness there could be no future for the new Republic.

Ubuntu lessons for the Global Village

It is evident then that *ubuntu* approaches to conflict resolution and reconciliation can offer some important lessons as we continue to work towards world peace. Four key lessons are:

1. the importance of public participation in the peacemaking process;

2. the utility of supporting victims and encouraging perpetrators as they go through the difficult process of making peace;
3. the value of acknowledging guilt and remorse and the granting of forgiveness as a way to achieve reconciliation; and
4. the importance of referring constantly to the essential unity and interdependence of humanity, as expressed through *ubuntu*, and living out the principles which this unity suggests, namely; empathy for others, the sharing of our common resources, and working with a spirit of cooperation in our efforts to resolve our common problems.

Susan Colin Marks, a South African conflict resolution practitioner, in a chapter entitled *Ubuntu, the Spirit of Africa: An Example for the World* makes an important point: the question that faces us today in the context of our globalized world, is whether we can draw from the lessons of 'ubuntu forms of peacemaking', and with this recognition of our essential unity, work towards 'ubuntu forms of governance' with public participation and 'ubuntu economies' that emphasise fair resource distribution and thus the sharing of the earth's resources for the benefit of all (14).

References

1. **Abu-Nimer, Mohammed**, 2001. 'Conflict Resolution, Culture and Religion: Toward a Training Model for Interreligious Peacebuilding', *Journal of Peace Research*, 38(6): 685-704.
2. **Avruch, Kevin**, 1998. *Culture and Conflict Resolution*. Washington, DC: United States Institute for Peace.
3. **Deutsch, Morton & Coleman, Peter**, eds., 2000. *The Handbook of Conflict Resolution: Theory and Practice*. San Francisco: Jossey-Bass.
4. **Zartman, William**, ed., 2000. *Traditional Cures for Modern Conflicts: African Conflict "Medicine"*. London: Lynne Rienner.
5. **Tutu, Desmond**, 1999. *No Future Without Forgiveness*. London: Rider.
6. **Waldmeir, Patti**, 1998. *Anatomy of a Miracle*. London: Penguin.
7. **Mandela, Nelson**, 1994. *Long Walk to Freedom: The Autobiography of Nelson Mandela*. Johannesburg: Macdonald Purnell.
8. **Khoza, R**, 1994. *Ubuntu: African Humanism*. Johannesburg: HSRC Occasional paper
9. **Maphisa, S**, 1994. 'Man in Constant Search of *Ubuntu* - A Dramatist's Obsession'. Unpublished conference paper presented at the *Ubuntu* Conference (AIDSA). Pietermaritzburg, University of Natal.
10. **Masina, Nomonde**, 2000. 'Xhosa Practices of *Ubuntu* for South Africa' in William Zartman, ed., *Traditional Cures for Modern Conflicts: African Conflict "Medicine"*. London: Lynne Rienner.
11. **Mbigi, John, & Maree, J**, 1995. *Ubuntu: The Spirit of African Transformation Management*. Randburg, South Africa: Knowledge Resources.
12. **Prinsloo, Erasmus**, 1998. '*Ubuntu* Culture and Participatory Management' in Pieter Coetzee & Abraham Roux, eds, *The African Philosophy Reader*. London: Routledge (41-51).
13. **Villa-Vicencio, Charles & Wilhelm Verwoerd**, 2000. *Looking Back, Reaching Forward: Reflections on the Truth and Reconciliation Commission of South Africa*. Cape Town: University of Cape Town Press.
14. **Marks, Susan Collin**, 2000. 'Ubuntu, Spirit of Africa: Example for the World' in *Watching the Wind: Conflict Resolution during South Africa's Transition to Democracy*. Washington, DC: United States Institute for Peace.

Profile of the Author

TIMOTHY MURITHI, b. 1970, MA in International Relations (University of Kent, 1994); PhD in International Relations (University of Keele, United Kingdom, 1998). Programme Officer, Programme in Peacemaking and Preventive Diplomacy, United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), Geneva, Switzerland (1999 -). Current interests: culture and conflict resolution; forgiveness and reconciliation.